

**Dix-huit policiers  
interrogés  
sur leurs liens  
avec l'extrême droite**

LIRE PAGE 10

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F;  
Belgique, 1,40 F; Espagne, 1,10 F; Italie, 1,10 F;  
Grèce, 1,10 F; Pays-Bas, 1,10 F; Portugal, 1,10 F;  
Suisse, 1,10 F; Autriche, 1,10 F; Danemark, 1,10 F;  
Norvège, 1,10 F; Suède, 1,10 F; Finlande, 1,10 F;  
Pologne, 1,10 F; République tchèque, 1,10 F;  
Roumanie, 1,10 F; Bulgarie, 1,10 F;  
Yougoslavie, 1,10 F; Allemagne, 1,10 F;  
France, 2,50 F.

Tarif des abonnements page 26  
5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 05  
C. C. P. 4307-23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### La retraite de M. Callaghan

En annonçant mercredi 15 octobre qu'il renouait à ses fonctions de leader du parti travailliste, M. James Callaghan a accompli un geste politique qui n'est pas sans noblesse : il tirait les leçons de l'échec du Labour aux élections de mai 1979 et de son incapacité personnelle à en restaurer l'unité. Mais ce geste n'est pas dépourvu non plus d'arrière-pensées.

Le récent congrès de Blackpool a en effet adopté à une courte majorité un texte qui prévoit que le chef du parti sera désormais désigné non plus par le groupe parlementaire mais par un collège plus représentatif des militants de base — sinon des électeurs — et donc plus sensible aux arguments de l'aile gauche. En démissionnant sans attendre la constitution de ce collège électoral, l'ancien premier ministre a choisi de donner satisfaction au courant le plus modéré du Labour, bien représenté parmi les députés. D'autant plus qu'il a insisté, en rendant publique sa décision, sur la nécessité d'élire le nouveau leader « aussi vite que possible ».

A cet appel, M. Denis Healey a répondu avec une promptitude telle que le leader sortant paraît avoir délibérément préparé le vote à l'ancien chancelier de l'Échiquier. C'est en principe le 6 novembre qu'aura lieu cette élection, à moins qu'un deuxième tour — voire un troisième — ne soit nécessaire. En s'appuyant ostensiblement sur le groupe parlementaire, M. Healey a en tout cas répondu à l'attente d'un bon nombre de députés du Labour qui redoutent de se voir opposer, au fur et à mesure que la gauche accroît son emprise sur l'appareil du parti, de véritables contre-pouvoirs chargés de désigner le leader et de recommander ou non, comme candidats, les députés sortants.

Il est probable que l'aile gauche, de son côté, va tenter de faire reporter l'élection d'un an, en attendant que le Labour qui doit avoir lieu en janvier et dont l'une des tâches essentielles sera de mettre en place le collège chargé d'élire le chef du parti. M. Benn et ses amis ne manqueraient pas de faire valoir à ce propos qu'il faut préserver l'unité de leur formation, en évitant d'opposer les députés à l'ensemble du Labour.

L'argument n'est pas sans valeur, mais il peut se retourner contre ses auteurs. Que se passerait-il, en effet, si un leader travailliste, victorieux aux prochaines élections, n'avait pas la confiance du groupe parlementaire et ne disposait donc d'aucune majorité aux Communes ? La vigueur des oppositions au sein du Labour interdit d'écarter formellement cette hypothèse, même si l'état actuel du parti n'inspire guère à s'interroger sur ce qu'il ferait en cas de victoire. Ces divisions, il est vrai, frappent aussi l'aile gauche, dont deux dirigeants, MM. Silkin et Short, sont déjà aux rangs pour la succession de M. Callaghan.

Le rêve de ce dernier était, en s'effaçant, de laisser un parti travailliste qui aurait retrouvé son unité, sous le pouvoir. Tout son talent de négociateur et d'homme d'appareil n'y a pas suffi, c'est le moins qu'on puisse dire. Il a finalement dû choisir, au sein du Labour, une famille contre une autre. A l'heure de la retraite, ce n'est probablement pas là son moindre sujet d'amertume.

**LES ÉMIRATS ARABES UNIS  
RELÈVENT DE 2 DOLLARS  
LE PRIX DE LEUR BARIL  
DE PÉTROLE**

Lire page 38.

## L'ÉVOLUTION DU MONDE COMMUNISTE

### CHINE

### M. Giscard d'Estaing se félicite du pragmatisme de Pékin

Au deuxième jour de sa visite en Chine, M. Giscard d'Estaing a eu, jeudi 16 octobre, à Pékin, un entretien avec M. Hua Guofeng, président du P.C. chinois. La conversation, qui a porté essentiellement sur la situation internationale, a permis d'affirmer « la possibilité de continuer un dialogue fructueux » entre Paris et Pékin.

M. Giscard d'Estaing a indiqué le porte-parole adjoint de l'Élysée, a été frappé par « l'autorité et le pragmatisme » de son hôte. On souhaiterait, du côté français, que l'amorce de ce dialogue soit consacrée sous la forme d'une déclaration ou d'un communiqué.

Mercredi soir, au banquet donné en son honneur au Palais du peuple, M. Giscard d'Estaing avait déclaré que « l'affirmation de l'Europe de même que celle de la Chine, aux deux extrémités du continent eurasiatique, seraient à l'équilibre d'un monde multipolaire ».

M. Giscard d'Estaing pourrait rencontrer samedi le prince Sihanouk, ancien chef de l'État cambodgien, qui séjourne à Pékin.

De nos envoyés spéciaux

Pékin. — C'est dans un brouillard épais qui recouvrait la perspective de la célèbre place Tian-An-Men que M. Giscard d'Estaing, pour le début de sa deuxième journée de visite, ce jeudi 16 octobre, a monté les escaliers du monument aux Héros du peuple pour y déposer une gerbe. Point de rassemblement des contestataires qui avaient manifesté en faveur de Zhou Enlai lors d'une fête des morts tenue dans la mémoire de tous les Pékinois, le monument est situé à quelques pas du mausolée de Mao. Des touristes américains, arrivés par autobus entiers et des milliers de Chinois qui faisaient la queue dans un alignement très militaire se pressaient à l'entrée de ce mausolée. Mais il n'est pas prévu que le chef de l'État français aille s'installer devant le corps enroulé du Grand Timonier de part et d'autre duquel défilent les jours d'ouverture du monument une double rangée de visiteurs.

Après la cérémonie, M. Giscard d'Estaing s'est rendu au Palais de l'Assemblée pour un entretien avec M. Hua Guofeng. Le président du P.C. chinois l'a accueilli chaleureusement, en remarquant qu'il y avait exactement un an et un jour qu'il commençait lui-même une visite officielle en France. Cet entretien, qui a duré une heure et demie, a été suivi d'un déjeuner offert par M. Hua Guofeng. Puis, M. Giscard d'Estaing devait visiter le Palais impérial, prendre une réception officielle pour les personnalités chinoises des milieux « artistiques, sportifs et technico-scientifiques » à la résidence de l'ambassadeur de France, assister à une représentation du ballet Spérès par la troupe centrale du Ballet de Chine.

L'entretien avec M. Hua Guofeng était le second de ce séjour, le premier ayant eu lieu mercredi, aussitôt après l'arrivée de M. Giscard d'Estaing, avec le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang. La conversation avait duré une heure trois quarts. Le porte-parole adjoint de l'Élysée a indiqué que le chef du gouvernement chinois avait demandé à son hôte de lui exposer ce qu'était l'analyse française de la situation internationale. Le président a répondu que les inquiétudes que suscitait la dégradation de cette situation, en particulier compte tenu des événements intervenus

depuis le début de l'année. Il n'en a pas moins évoqué la nécessité de maintenir le contact avec l'U.R.S.S. et s'est référé notamment, à ce sujet, à sa rencontre au printemps avec M. Brejnev, à Varsovie. Il a tenu à préciser que l'objet exact de cette rencontre avait été de clarifier les positions des uns et des autres après les événements d'Afghanistan.

JEAN DE LA GUERIVIERE  
et ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 4.)

### Dernier « chef historique » du parti communiste italien

### M. Luigi Longo est mort

Lire page 6.

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

### « Dialogue républicain » ou « discipline républicaine » ?

Les rapports entre les socialistes et la majorité continuent de susciter de nombreux commentaires. M. Michel Pinton, député général de l'U.D.F., a lancé, mercredi 15 octobre, aux membres du P.S., l'appel suivant : « Nous avons un projet de société approuvé par les Français, rejoignez-nous pour construire la France au-delà de la crise » (voir page 8). M. Chirac, de son côté, estimait, lundi, que certaines « évolutions » des socialistes sont « positives » (« Le Monde » du 15 octobre).

M. Valéry Giscard d'Estaing — dont le dernier « baromètre » « Paris-Match »-Public S.A. indique qu'il transporterait en toute hypothèse si un scrutin présidentiel avait lieu actuellement (voir page 8) — rendait compte, mardi,

Le « dialogue républicain » va-t-il prendre le relais de la « discipline républicaine » ?

Par le premier, on entend les échanges institutionnels, les discussions, entre représentants du pouvoir et élus de l'opposition ;

devant le conseil des ministres, de son voyage dans le Nord-Pas-de-Calais. Il s'est félicité des entretiens qu'il avait eus avec les élus de cette région. Ces élus appartiennent dans leur grande majorité à l'opposition. Pour évoquer ces entretiens, le chef de l'État a utilisé — sans aucun doute à dessein — la formule « dialogue républicain » remise au goût du jour par M. Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille, à l'occasion de ce voyage.

Il s'applique ainsi à faire entrer dans les habitudes ce qu'il nomme la « normalisation » de la vie politique. Mais la question se pose de savoir si cette normalisation, cette « description », contient des germes de modifications politiques.

par

NOEL-JEAN BERGEROUX

La formule n'est pas nouvelle, mais elle vient de connaître un regain de jeunesse. La « discipline républicaine » est ce qui, en principe, conduit l'ensemble de l'électorat d'opposition à voter au second tour pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour d'une élection. Dialogue républicain ou discipline républicaine ? La question

pourrait être formulée de manière moins paradoxale. Par exemple : l'absence d'échanges entre le chef de l'État et les élus de l'opposition pourrait-elle se combiner avec la rupture de la traditionnelle solidarité électorale de la gauche pour donner lieu à une vaste redistribution des cartes après l'élection présidentielle ? C'est à ce débat que l'on peut tenter d'apporter quelques éléments de réponse.

(Lire la suite page 9.)

## AU JOUR LE JOUR

### LE COUPABLE

Si le siècle et le ciel vous semblent trop gris, si vous redoutez le chômage ou si vous en connaissez l'importance, si les progrès de la pollution vous inquiètent, si l'inflation vous appauvrit, si la France vous paraît parcimonieuse et craintive, ne cherchez pas le responsable de tous ces maux. Le gouvernement l'a trouvé.

M. Stoltz l'a désigné en déclarant que, dans l'intérêt des Français, il ne fallait pas accueillir aucun émigré. Le coupable, c'est l'étranger.

FRANÇOIS BOTT.

## « LE PIQUE-ASSIETTE », de Tourgueniev

### Le fou rire et les larmes

Œuvre populaire en Union soviétique, mais peu lue chez nous, « Le Pique-Assiette » de Tourgueniev, est une belle pièce qui a le mérite de nous montrer une Russie qui ne fut pas celle de Tchekhov. Car Tchekhov est repris sans cesse par les meilleurs auteurs et les meilleurs metteurs en scène, et il n'y a là que justice. Mais nous finirons par croire... La Russie fut toujours celle de « la Certosa », alors que la déségrégation décrite par Tchekhov reste celle d'une heure donnée, et alors que toute une nostalgie, toute une indécision, tout un impressionnisme de sentiments, sont propres à Anton Tchekhov, et à lui seul. La Russie de Tourgueniev est

bien moins évanescence. « Le Pique-Assiette » fut écrit en 1848, on y voit vivre des propriétaires terriens, et le portrait en est si peu indulgent que la pièce fut interdite à la scène comme à l'impression. Tourgueniev montre un glissement de la classe des propriétaires : des bourgeois, membres de professions libérales, fonctionnaires, grands commerçants, mettent la main aux terres, et gardent parfois chez eux, comme pique-assiette un peu bouffons, de vieux nobles à la débandade, que bientôt ils jetteront dehors.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 23.)

**Un roman aux portes  
de l'étrange  
et du fantastique**

Henri Gougaud

« Une langue simple  
qui a fait le succès  
de Henri Gougaud,  
homme de radio ».

Le Matin

224 pages

**Le trouveur  
de feu**

roman

SEUIL



Le Monde

# idées

## RUE COPERNIC

### AFFRONTER LA VÉRITÉ

par WLADIMIR RABI (\*)

Malgré le flot des textes que nous continuons de recevoir, il nous faut arrêter, compte tenu de tout ce qui se passe d'autre en France et dans le monde, la publication de commentaires et d'opinions sur la bombe de la rue Copernic. C'est donc une série de conclusions que nous présentons ici : Claude Bourdet montre que, malgré l'opération Ponce Pilate en cours, la responsabilité essentielle retombe sur les néofascistes ; Vladimir Rabi, que les juifs ne peuvent pas, sous peine de n'être pas tolérés, vivre leur condition comme un anachronisme. Quant à Pierre Bos, il leur demande d'aider les Français non juifs à les aider. De son côté, Yvan Blot réplique à Jacques Decornoy, qui avait mis en cause le social-racisme du Club de l'Horloge.

Il y a quarante ans, c'était hier, le 10 octobre 1940, portant statut des juifs, situait les juifs hors de la nation, satisfaisant aux vœux d'un Toussaint (1845), d'un Drumont (1886), d'un Barrès (1895), et à tout le courant d'action française (depuis 1909), mettant un terme à la riche expérience créative inaugurée « par chevalerie de principe » en 1791 par ce qu'on peut appeler, encore et toujours, la grande Révolution française.

L'antisémitisme français, de gauche comme de droite, trouvait enfin son caractère, qui fut toujours, non pas de persécution physique, mais de discrimination juridique. Le 3 octobre 1980, hasard, convergence, coïncidence ou action délibérée, ce fut l'attentat de la rue Copernic, dans la synagogue même où avait prêché, pendant toutes les années d'avant-guerre l'admirable judéo-chrétien Aimé Pallières.

Pendant toutes les années de la montée du nazisme, où nous savions le sort inexorable qui nous guettait, le répétais, interrogeant chaque visage, et me demandant lequel nous trahirait et lequel nous serait fidèle, le répétais : détournez le regard, c'est notre destin et non le vôtre. Mais, secrètement, j'espérais la réponse, qui fut si rare, cette réponse que me fit, en mars 1941, Mounier à Lyon : c'est votre destin et c'est aussi le nôtre.

Avant le 3 octobre 1940, un mot fut déposé dans notre boîte aux lettres. Jeanne Crubellier nous écrivait : « Mes amis, je souffre avec vous. C'est la même nature d'émotion que j'ai ressentie, quarante ans après, lors de la manifestation nationale contre le racisme. Je me trouvais dans une petite ville de Bretagne. Nous n'étions pas nom-

breux, deux à trois cents personnes, jeunes et anciens, en demi-cercle autour du monument aux morts de la guerre et de la Résistance, sur le plateau de Garenne balaie par un vent aigre. Mais ils étaient là, suspendant un temps querelles, divergences et ambiguïtés. Et pourtant il y avait une identité conviction. La même qu'un an auparavant, lors des funérailles de Pierre Goldman, la certitude que désormais une ère nouvelle commençait.

Une ère nouvelle où, selon la formule de W. Laqueur, le terrorisme insaisissable était désormais un fait de société, et qu'il nous faudrait, pendant un long temps encore, nous y habituer et vivre avec.

Toujours j'ai affirmé, à l'encontre de cette éminente historienne qui reproche aux tenants de cette thèse « une conception raciste de l'histoire », toujours j'ai affirmé le caractère universel de l'antisémitisme, dans le temps et dans l'espace, avec cette réserve pourtant (à la suite d'une observation de Pierre Vidal-Naquet) que cette universalité était limitée aux terres de la Bible (christianisme et islam), si bien que se trouvaient épargnés des continents comme l'Inde (à cause de son système de castes) et la Chine (à cause de la présence infiniment de la tolérance de sa population).

Ce n'est pas là une théorie ou une thèse. C'est un constat. Il est vrai ou faux, je pense qu'il est objectivement exact. De là on peut même prévoir, prédire, la répétition de la même crise de violence antisémite, par périodes cycliques, tous les vingt-cinq ou trente ans, comme il est dit au surplus dans le récit pascal de la Haggada : « En chaque

génération, un tyran s'élève qui tentera de vous détruire. »

Cependant nous pensions, nous étions en droit de croire (d'avoir l'illusion de croire) qu'après Auschwitz, c'en était fini pour toujours. Nous n'avons pas eu le courage d'affronter la vérité, notre vérité. Nous avons persisté à nous limiter à revendiquer notre innocence. Or, à toutes les circonstances (fondées ou non), qui furent à l'origine causales des crises d'antisémitisme que l'histoire a connues (la dissidence chrétienne, puis la dissidence islamique, puis la griffe d'ordre économique, puis le grief national dans l'Etat-Nation, enfin celui permanent d'hétérogénéité, tous griefs qui se sont cumulés en une accélération et un accroissement continus), un ultime grief est apparu depuis 1948, que ne tolère pas une nation jacobine, celui d'un attachement profond au peuple d'Israël. L'antisémitisme est un problème propre aux nations. C'est aussi essentiellement un problème juif.

La vérité est que la condition juive est une condition anormale et objectivement scandaleuse (c'est-à-dire provoquant le scandale chez autrui) : on en décèle la trace à toutes les périodes de l'histoire, depuis l'antiquité gréco-romaine jusqu'à nos jours. Il y a deux ans, l'écrivain israélien A.B. Yehoshoua (ou Alet Bath, comme on dit familièrement en Israël) dénonçait la tentative folle que les juifs de la Diaspora menaient depuis 1948 (inconsciemment ou délibérément), qui était, non pas de s'adapter à la

normalité des nations, mais d'adapter les nations à l'anormalité juive.

Le problème est ici fort exactement posé. Il était différent aux temps de l'affaire Dreyfus, comme le souligne M. Marrus en recourant au terme de « politique d'assimilation » qui était celle du judaïsme français. Car tout l'effort du judaïsme français, pendant cent cinquante ans, depuis 1791, a été, avec les Darmesteter, les Durkheim, les Mauss, et jusqu'à Claude Lévi-Strauss, de déjouer les règles et lois universelles, dans les sciences sociales comme d'autres le faisaient dans les sciences physiques, tant il est vrai que, comme l'a génialement relaté Sartre, la seule défense contre l'antisémitisme ne pouvait résider que dans l'universalisme de la Raison.

C'est pourquoi il faut dire, non pas qu'Auschwitz est un phénomène exclusivement spécifique aux juifs, mais un phénomène à la fois spécifique aux juifs et un phénomène général concernant l'universalité des nations, par son caractère de préjudice. Et il faut le dire, non pas comme une stratégie de rhétorique, mais comme une vérité expérimentalement vérifiée. Sinon, nous sommes perdus pour toujours. Et il n'y aura jamais d'issue.

Le problème est donc fort bien posé par Yehoshoua. Il y a un choix à opérer. La condition juive, telle qu'elle est, alors révisée, est soit un anachronisme (que les nations ne peuvent tolérer) soit la grande utopie de l'avenir (où les diverses entités culturelles, ethniques, ou ethnico-religieuses, entendent se maintenir vivantes dans un univers en voie d'homogénéisation). Mais le chemin sera long. Dans tous les cas, il y aura toujours un prix à payer.

(\*) Ecrivain et philosophe.

### RÉPLIQUE A... JACQUES DECORNOY Social-racisme et lutte des classes

par YVAN BLOT (\*)

M. DECORNOY accuse le Club de l'Horloge de « social-racisme » (*Le Monde* du 9 octobre). De là à dire que nous serions objectivement responsables de l'ignoble attentat de la rue Copernic... M. Decornoy ne le dit pas, mais il suggère par des jeux de mots plus ou moins subtils, des rapprochements abusifs, des amalgames hâtifs, tous procédés généralement employés par la propagande totalitaire. Réflexion ? Non. Réflexes pavloviens de la pensée.

Pourquoi le Club de l'Horloge serait-il « social-raciste », aux yeux de M. Decornoy ? Parce que nous affirmons que la lutte des classes est un mythe mobilisateur qui draine certaines féodalités partisans et syndicales contre le pouvoir légitime issu des urnes ; parce que nous choisissons la solidarité contre la haine de classe ; parce que nous préférons la juste reconnaissance des mérites et des talents individuels à l'ordre égalitaire et à l'uniformité totalitaire.

En vérité, s'il y a « social-racisme », c'est celui qui diffuse la lutte des classes : entre le racisme et la lutte des classes, il y a un dénominateur commun, la haine comme principe idéologique et moteur de l'action politique. Comment oublier que l'antisémitisme politique s'est abîmé aux mêmes sources que le socialisme ? Que, par un amalgame aussi stupide qu'odieux, par ces mêmes réflexes conditionnés de la pensée, les juifs furent assimilés au capitalisme et voués à la même hostilité ? C'est le socialiste Toussaint, un des hommes de la révolution de 1848, qui publia *Les Juifs, rois de l'époque*. Fourier, Blanqui, Proudhon, Marx lui-même dans sa *Question juive*, écrivaient des pages qui leur vaudraient les rigueurs de la loi de 1973 contre la haine raciale. L'Union Soviétique, enfin, offre la preuve accablante qu'un certain socialisme s'accommoda fort bien de l'antisémitisme.

Avant d'accuser tout le monde et d'importer que, de montrer du doigt ceux qui seraient objectivement responsables d'un attentat dont l'origine reste indécise, qu'une certaine gauche fasse son examen de conscience ! Quelle cesse d'utiliser elle-même la haine et l'envie comme des leviers au service de sa révolution !

Les sectateurs de la haine raciale ne menacent plus sérieusement la République. Les attentats sont odieux et dangereux pour la sécurité des personnes. Mais ce sont les actes d'une poignée de desperados qui se retranchent eux-mêmes de la communauté nationale.

La lutte des classes, elle, est un mythe bien vivant : non pas une illusion, mais un mythe, c'est-à-dire un idéal mobilisateur qui mine les fondements de l'Etat républicain. En effet, le mythe de la lutte des classes répand dans la nation des germes mortels d'effronterie ; il affaiblit le sens civique et le patriotisme ; il propage une idéologie égalitaire contraire à l'éthique républicaine du mérite individuel. Comme la haine raciale, il exerce la différence et préfère à la diversité la triste grisaille de l'uniformité ; il érige l'inhérence en vertu politique : le Cambodge des Khmers rouges notamment en a fourni l'épouvantable démonstration.

Voilà, si les mots ont encore un sens, ce qu'on pourrait appeler le « social-racisme » — vocabulaire dont je laisse toutefois à M. Decornoy la douteuse paternité.

(\*) Président du Club de l'Horloge.

[Je n'ai en rien suggéré que le Club de l'Horloge pourrait être responsable de la rue Copernic. J'ai, en revanche, cité à l'appui, écrit que l'idéologie du Club — non, les idéologies ne sont pas mortelles ! — était qu'un camouflage de plus pour tenter de justifier, par temps de crise, le statu quo social fondé sur la domination de groupes sur d'autres groupes. Thème que la réponse du Club ne conteste pas, et pour cause... — J.D.]

### Aidez-nous à vous aider

par PIERRE BOS

COMME il est difficile de trouver le mot juste pour parler de cette situation sur laquelle, après l'attentat de la rue Copernic, l'attention de tous est une nouvelle fois attirée !

On a critiqué la petite phrase de Raymond Barre (en omettant le plus souvent de citer celle qui suivait de peu et ne permettait pas de douter de son sentiment, me semble-t-il).

C'est à elle sans doute que pensait le rabbin William en évoquant (*le Monde* des 12-13 octobre) « le vrai problème des juifs dans ce pays... cette distinction viscérale permanente entre juifs et Français. » Mais lui-même poursuivait : « Notre sécurité, notre bonheur, dépendent de nos concitoyens français. Ils sont les gardiens de nos libertés comme nous sommes les gardiens des leurs. »

Alors ? Ne considérât-il pas

lui-même la communauté juive comme distincte ? Ce qui serait inadmissible.

Les juifs de nationalité française ne sont pas seulement nos concitoyens, mais nos compatriotes. Sans doute considèrent-ils toujours appartenir à la Diaspora et ont-ils les premiers parfois du mal à se considérer membres à part entière de la communauté française.

J'ai tenté de leur demander de dépasser leur appartenance à la Diaspora — comme un chrétien peut dépasser son appartenance à l'Eglise de Rome — et de renoncer au terme de « communauté juive » dont ils se réclament et qui introduit la distinction déplorable. Qu'ils laissent la dénomination de « communauté » aux communautés étrangères qui vivent dans notre pays.

Pour moi, je leur dis : « Aidez-nous à vous aider ! »

### L'OPÉRATION « PONCE PILATE »

par CLAUDE BOURDET

DANS une affaire comme celle de la rue Copernic, les fausses pistes sont inévitables. D'abord parce que toute enquête nécessite la formulation d'hypothèses ; mais aussi parce que trop de gens ont intérêt à créer autour de l'affaire un « flou artistique ». Si le gouvernement et la droite légale pouvaient faire admettre que cet attentat est l'œuvre de l'étranger, leurs responsabilités pourraient être écartées, le pouvoir, étant lavé de toute culpabilité précise, pourrait à son tour se laver les mains, comme Ponce Pilate.

Première fausse piste : la culpabilité, directe ou indirecte, des communistes et de l'U.R.S.S. L'insinuation de M. Bonnet au Parlement visant à exorciser l'extrême droite en suggérant d'éventuelles responsabilités d'éléments proches des communistes. Les P.C. orthodoxes nient dans le monde des politiques souvent absurdes, et le P.C.F., notamment, divise la gauche et l'affaiblit bien plus qu'il ne combat efficacement la droite, mais le légisme de tous ces partis et leur haine contre le gauchisme et les actes irresponsables sont trop connus pour que cette insinuation ait plus qu'un haussement d'épaules. Les allusions de M. Peyrefitte, visant une « puissance » qui chercherait à « déstabiliser » les pays de l'Ouest, commencent visiblement l'U.R.S.S. Or, si les invasions soviétiques en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Afghanistan sont des crimes impardonnables, si la répression contre les « dissidents » est tout aussi scandaleuse, il ne s'ensuit pas que l'U.R.S.S. cherche à bouleverser l'Ouest.

Au contraire, elle se satisfait parfaitement de régimes conservateurs mais pas trop antisoviétiques, comme celui de Giscard. Elle a tout fait pour faciliter la vie de ce régime. Sans mettre la division de la gauche française sur le compte des Soviétiques, il est certain que si l'U.R.S.S. avait poussé les amis qu'elle conserve au sein du P.C.F. à faciliter l'union de la gauche, leur alliance avec les « eurocommunistes » aurait assuré depuis longtemps la victoire au sein du parti des partisans de l'union, la défaite des adversaires de l'union au sein du P.S., et la « désattribution » totale du giscardisme... Mais un Front populaire aurait aux yeux des Soviétiques deux conséquences néfastes : il susciterait sans doute un vaste mouvement populaire dans plusieurs pays, provoquant une intervention des éléments « sains » de l'OTAN et un conflit russo-américain, au moins par Etats interposés ; par ailleurs le développement d'un parti socialiste euro-communiste franco-italien affaiblirait gravement l'influence de l'U.R.S.S. dans le mouvement ouvrier mondial. Imaginer que l'U.R.S.S. cherche à désta-

biliser le giscardisme, c'est du roman-feuilleton.

Autre mauvaise piste, « les services israéliens ». Parce que l'attentat contre la synagogue de Bagdad, en 1950, a été préparé par un agent israélien de haut rang (pour faire fuir vers Israël les juifs d'Irak), avec l'appui du gouvernement Nouri Saïd (pour mettre la main sur les biens juifs) ; parce que, dans l'affaire Lavon, en 1955, des juifs égyptiens ont été sacrifiés par Ben Gourion-Dayan-Pérez et les services secrets israéliens, qui leur ont fait commettre des attentats contre des immeubles anglais et américains (pour brouiller l'Egypte avec les pays anglo-saxons et du même coup se débarrasser, en Israël, du groupe pacifique) ; certains soulignent aujourd'hui que la bombe de la rue Copernic a été placée assez loin de la synagogue et imaginent une

nouvelle machination du Mossad pour faire fuir les juifs français vers Israël.

Cette thèse se heurte à un fait bien établi : jusqu'ici, les services israéliens n'ont jamais tué des juifs volontairement et directement ; l'attentat contre la synagogue irakienne n'a pas fait de victimes, et, si des juifs égyptiens ont cruellement souffert de l'affaire Lavon, ce ne fut pas directement des mains des services israéliens eux-mêmes. C'est pour cette raison que l'on écarte en général toute responsabilité directe du Shin Beth et du Mossad dans le meurtre de Curjel, bien que les contacts israélo-palestiniens organisés par celui-ci aient enragé les dirigeants israéliens et le sionisme mondial. Or la bombe de la rue Copernic, en plein jour, même déposée à quelques dizaines de mètres de la synagogue (ce qui a pu être involontaire), l'assaut de la rue Copernic a été placé assez loin de la synagogue et imaginent une

### La responsabilité du fascisme français

Mauvaise piste, aussi, que les insinuations ou accusations contre les Palestiniens ou divers dirigeants arabes. Sans doute, parmi les « ultras » du monde arabe, certains n'en sont pas à une folle près, à un crime près. Mais il faut se souvenir que dans tous ces milieux la France est considérée comme relativement pro-arabe, et que cela lui est assez reproché par les sionistes. Penser qu'un groupuscule arabe, mené par les plus aberrants, ou un dirigeant arabe extrémiste, irait ainsi provoquer toute la population française, se coupant d'un des seuls pays européens amis, paraît invraisemblable. On ne peut naturellement pas écarter l'idée d'une initiative de quelques isolés, mais alors l'hypothèse est valable pour n'importe quel et n'importe quelle nationalité.

S'il s'avère demain qu'il y a un grain de vérité dans la piste « chypriote », elle pointe probablement dans une direction toute autre. Il y a en effet des tumeurs chypriotes : ce sont des fascistes de la pire espèce, racistes, antisémites, etc., certainement liés, comme les colonels grecs et les fascistes grecs actuels, avec tout le fascisme européen. Quelle que soit l'identité réelle du propriétaire ou de l'usager de la moto piégée, s'il y a vraiment du Chypriote là-dedans, la police ferait bien de regarder du côté de l'EOKA-B, dirigée par le fameux colonel Grivas jusqu'à sa mort en janvier 1974, puis par Nikos Sampson, qui fut l'éphémère président de Chypre après le coup d'Etat de l'EOKA (appuyé par

les colonels grecs et encouragé par les Etats-Unis) en juillet 1974. Nikos Sampson, après cinq jours de pouvoir et ayant provoqué l'invasion turque et la partition de l'île, fut chassé par la population et se réfugia en France. Ce « tueur de l'EOKA » (d'après les Britanniques), propriétaire d'une maison douteuse à Paris, a certainement besoin de la protection de la police française, qui pourrait utilement l'interroger sur ce qu'il sait. Si un tueur chypriote est passé par Paris, Sampson le sait peut-être.

Mais prenons garde à tout ce que ces « pistes » ont en commun. Elles écartent l'attention de l'essentiel : la responsabilité du fascisme français dans la tentative de crimes politiques commise depuis quelques années, et restée impunie. Les nombreux attentats contre des Algériens, causant beaucoup de morts, les méthodiques assassinats de révolutionnaires espagnols, les meurtres de Curjel et de Goldman, ont souvent comporté l'intervention d'étrangers. Seulement, les responsabilités essentielles étaient du côté des fascistes français, ou alors les crimes étaient favorisés ou tolérés par certains services officiels nourries par l'extrême droite.

C'est d'abord là qu'il faut chercher. Le gouvernement, qui a contribué de bien des manières au développement d'une extrême droite paranoïaque (qui se sent protégée par « échelons interposés »), doit d'abord prouver, et non pas insinuer que cette fois-ci il ne s'agit pas de ces gens-là. L'opération « Ponce Pilate » ne doit pas réussir.

**home contemporain**  
ENSEMBLIER DÉCORATEUR  
10 RUE DU 4 SEPTEMBRE 75002 PARIS

**s'agrandit**

NOUVELLE ADRESSE A PARTIR DU 15 OCTOBRE

**67**  
boulevard Sébastopol  
75002 Paris  
tél. 296.92.53 - 233.28.44  
angle rue Etienne Marcel

metro Etienne Marcel - RER Châtelet - parking assuré

مكتبة النجف



LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

PRENANT LA TÊTE DE LA DÉLÉGATION DE SON PAYS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le premier ministre iranien n'envisage aucune concession sur le problème des otages et les rapports avec Washington

Au cours d'une tournée électorale dans le Massachusetts, la Pennsylvanie et le New-Jersey, le président Carter a constaté publiquement, pour la première fois le mercredi 15 octobre, que l'Irak est le « pays envahisseur » et répété que les États-Unis « s'opposent à tout effort pour démanteler l'Irak ».

Ces propos ainsi que l'annonce de l'arrivée du premier ministre iranien, M. Radjal, à New-York ont donné naissance à des spéculations au sujet d'un accord imminent entre Washington et Téhéran pour la libération des otages, spéculations qui ont été démenties catégoriquement, ce jeudi matin, par le département d'État américain.

Le département d'État a, par ailleurs, écarté l'éventualité évoquée par le commandant de la marine iranienne

d'un minage, « si cela devenait nécessaire », du détroit d'Ormuz en se bornant à indiquer que les États-Unis s'en tenaient aux récentes déclarations du gouvernement selon lesquelles cette voie d'eau ne serait pas bloquée de son fait.

Le « Washington Post », pour sa part, a révélé que les États-Unis et leurs principaux alliés avaient constitué discrètement dans la région d'Ormuz une force navale d'un moins six cents bâtiments, soit le double du nombre de bateaux soviétiques croisant dans la même zone. Le journal précise que la totalité des unités déployées par la France, la Grande-Bretagne et l'Australie représente à l'heure actuelle trente-deux navires dans cette région, auxquelles s'ajoute la flotte américaine. La force navale occidentale comprendrait, entre autres, trois porte-

avions et une demi-douzaine de contre-torpilleurs.

Enfin, indique le quotidien, selon les plus récents rapports, vingt-neuf bâtiments soviétiques se trouveraient dans la région du Golfe.

● SUR LE TERRAIN, la situation militaire reste incertaine autour des villes de Khorramchahr et d'Abadan, où de violents combats faisaient toujours rage dans la soirée de mercredi. Les forces de Bagdad, soutenues par l'artillerie, auraient par ailleurs atteint les faubourgs d'Abadan. La radio de Téhéran a toutefois annoncé, ce jeudi matin, que les forces iraniennes avaient réussi à « repousser l'envahisseur » dans la nuit de mercredi à jeudi de 10 kilomètres au nord-ouest d'Abadan. — (A.F.P., Reuters.)

De notre envoyé spécial

D'autre part, le premier ministre — contrairement à ce que semble espérer le conseiller du président Carter, M. Brzezinski — ne veut en aucun cas engager un dialogue avec un quelconque représentant du gouvernement américain au sujet du sort des otages. Il est lié par une résolution parlementaire interdisant « tout contact direct ou indirect » avec les autorités de Washington. D'ailleurs, une commission ad hoc du Majlis n'a pas fini de formuler les conditions auxquelles Téhéran serait disposé à libérer les diplomates internés. L'imam Khomeiny, on s'en souvient, avait, en septembre dernier, énoncé quatre conditions, mais celles-ci ne seraient pas « exhaustives ». La réponse relativement conciliante de Washington à ces exigences, transmise par l'ambassadeur de Suisse, M. Lang, au président Bani Sadr à la veille de la guerre, n'a eu aucune suite. Certes, les milieux dirigeants — y compris au sein du parti républicain islamique — ne cachent pas en privé qu'ils souhaiteraient « se débarrasser du fardeau des otages », ces derniers ayant perdu leur utilité dans la lutte pour le pouvoir, qui battait son plein jusqu'à cet été. Mais le problème demeure lié à la conjoncture intérieure. Il est très difficile aujourd'hui, en effet, pour un dirigeant iranien de soutenir simultanément que la guerre menée par l'Irak est recommandable par Washington et que les otages américains devraient être libérés. Personne n'est disposé à faire figure de « capituler », de celui qui cède aux pressions irako-américaines. D'autant moins que Washington ne serait pas non plus disposé à faire des concessions suffisantes pour rendre les « otages » iraniens crédibles aux yeux de leur opinion publique.

M. KURT WALDHEIM  
JUGE « POSITIVE »  
LA MISSION DE M. RADJAI

(De notre correspondant.)

New-York. — L'annonce de la venue du premier ministre iranien, M. Radjal, à été saluée par M. Waldheim comme « un développement positif » et par l'ambassadeur américain M. Donald McHenry comme « encourageante ».

M. Ardakani, le représentant de Téhéran, a déclaré au Conseil que le simple fait que le premier ministre iranien se rende à New-York est une « preuve de l'importance que son pays attache à cette réunion ».

Interrogé à sa sortie de la salle du Conseil sur le point de savoir si le sort des otages américains serait évoqué par M. Radjal, M. Ardakani, qui, au cours d'une conférence de presse, avait vigoureusement souligné la semaine dernière que la question des otages n'avait « rien à voir » avec la guerre contre l'Irak, a simplement indiqué que la décision était du ressort du premier ministre. — N. B.

Rallier le tiers-monde

Quel serait donc l'objet de la décision spectaculaire de M. Radjal de se rendre à New-York ? Il cherche sans doute à briser l'isolement que connaît l'Irak sur la scène internationale. Estimant que les « super-puissances » et les « puissances » sont, par définition, ennemies de la République islamique, il s'adresse vraisemblablement aux pays du tiers-monde. S'il parvient à rallier certains d'entre eux aux thèses de Téhéran, il estimerait avoir accompli sa mission avec succès. En outre, le chef du gouvernement serait motivé par des préoccupations de politique intérieure égales, et peut-être même supérieures en importance, à celles

M. Babrak Karmal, secrétaire général du parti démocratique du peuple afghan (P.D.P.), président et premier ministre est arrivé jeudi matin 16 octobre à Moscou pour une « visite officielle d'amitié ». Il a été accueilli personnellement par M. Brejnev.

La Pravda, de ce jour, nous indique que notre correspondant à Moscou évoque la « consolidation et le développement mutuels » des relations avec l'U.R.S.S. « mais ne mentionne pas la présence de l'armée soviétique en Afghanistan ».

D'une part, la presse soviétique répète que la « situation est en train de se normaliser » et, d'autre part, elle fait état des coups de main des « bandits contre-

C'est le responsable d'un régime isolé, discrédité auprès de la population afghane, et dont la base s'est singulièrement réduite à la suite d'affrontements meurtriers entre les membres des deux factions du parti communiste (parti démocratique et populaire) dirigeant, qui est repart à Moscou. La presse anglo-américaine s'est faite écho de rumeurs circulant, notamment à New-Delhi, selon lesquelles M. Babrak Karmal ne ferait plus l'affaire des Soviétiques mais, faute de personnalité apte à redresser la situation, il leur est difficile de changer pour le moment de cheval (1). Aussi bien réaffirment-ils, en le recevant pour la première fois, leur soutien à celui qu'ils ont installé au pouvoir et qui montre, en faisant ce voyage, qu'il peut quitter son pays sans trop de risques.

En intervenant militairement fin décembre et en chassant Aminé du pouvoir, les Soviétiques espéraient sans doute proposer un visage autre que sanguinaire du socialisme afghan et venir rapidement à bout du soulèvement nationaliste et populaire. Or le régime Karmal, pas plus que ses prédécesseurs, ne contrôle l'ensemble du pays et les troupes soviéto-afghanes doivent partout se tenir sur la brèche. Elles ont parfois subi de sérieux revers, comme au Panjshir cet été, et ne sont pas parvenues à verrouiller la frontière avec le Pakistan bien que certaines régions aient été « nettoyées ».

Les Soviétiques n'ayant guère confiance en elle, l'armée afghane s'est vu retirer certaines armes, et pour combler les vides laissés par les désertions de la moitié des militaires (ces effectifs ne seraient plus que de trente-cinq mille hommes), les autorités tentent d'enrôler de

révolutionnaires. « Nos ennemis, écrivent les journaux, ne veulent pas laisser l'Irak défaire et continuer de perpétrer des crimes inspirés par les impérialismes ». Selon la Russie soviétique, les Afghans « résistent de plus en plus activement aux mercenaires étrangers ». L'hebdomadaire Temps nous évoque les exactions commises par les « bandits » et la distribution de terres aux paysans par le pouvoir.

Toutefois, on sait que l'U.R.S.S. a installé en Afghanistan 147 entreprises, dont 73 sont déjà en service assurant le tiers de la production de gaz, d'énergie électrique, des matériaux de construction, des métaux transformés, des denrées alimentaires.

Les Soviétiques augmentent

leurs effectifs et les auraient portés au niveau — 85 000 hommes — qu'ils étaient dans les années 1970. Ils ont également envoyé quelques unités en juin, selon des informations parvenues à Paris de bonne source. Ces forces auraient été réorganisées pour améliorer leur puissance de feu, leur mobilité et leur efficacité. Elles ont reçu des renforts en hélicoptères, en armement, et en particulier un nouveau fusil d'assaut le AK-74 à charge creuse dérivé du Kalachnikov. Cependant elles auraient du mal à assurer le contrôle de certaines villes, notamment d'Hérat et de Kandahar, face à la fronde de certaines divisions de l'armée régulière afghane. Les 4<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> divisions blindées stationnées près du camp de Pul-i-Charkhi, dans la banlieue de Ka-

Les divisions de la résistance

Certes, la résistance ne menace pas le pouvoir central, mais elle est en mesure de frapper dans la capitale où le couvre-feu vient d'être prolongé et où les guérilleros sont infiltrés en grand nombre, des dépôts de munitions et des personnalités dirigeantes, préférant cette tactique, semble-t-il, à de vains combats contre des unités blindées. Les maquisards ont cependant tenu en échec les troupes soviéto-afghanes dans le Panjshir et ils sont vraisemblablement maintenant en possession d'armes plus modernes et d'un petit nombre de fusées sol-air — livrées par l'intermédiaire de l'Égypte.

Sur le plan politique, la résistance reste cependant profondément divisée. La lutte d'influence entre

PROCHE-ORIENT

Faute de progrès sur l'autonomie palestinienne

UN NOUVEAU SOMMET ÉGYPTÉ-ISRAËL-ÉTATS-UNIS NE POURRA ÊTRE ORGANISÉ AVANT 1981

Washington (A.F.P.). — Camp David n'est pas mort, mais un nouveau sommet à trois (États-Unis, Égypte, Israël) ne pourra être organisé avant l'année prochaine, faute de progrès suffisants dans les négociations sur l'autonomie palestinienne. À l'issue de discussions à Washington en vue de sortir d'une impasse vieille de cinq mois dans les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Linowitz) sont convenus d'ajourner ces pourparlers jusqu'au 17 novembre. Ils reprennent à ce moment-là les négociations sur l'autonomie, les chefs des trois délégations (MM. Kama Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, Yossel Burg, ministre israélien de l'intérieur, et M. Sol Lin



## ASIE

### LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN CHINE

## Le pragmatisme de Pékin

(Suite de la première page.)

Le bref échange de vues qui a suivi l'exposé de M. Giscard d'Estaing n'a pas dépassé, affirmait-on, le plan de l'analyse, mais aurait permis de faire apparaître « une grande convergence de vues ». La partie chinoise a exprimé son appréciation sur deux points précis : le renforcement du potentiel de défense de la France et les initiatives communes des pays membres de la C.E.E.

Les problèmes régionaux du Sud-Est asiatique n'ont pas fait l'objet d'une discussion approfondie, pas plus que les conceptions françaises sur l'indépendance de l'Europe et la recherche d'un équilibre mondial fondé sur la « multipolarité ». Dans l'entourage du président de la République, on croit pouvoir estimer que M. Zhao Ziyang, n'étant pas encore un spécialiste des affaires internationales, il était naturel que l'on ait glissé sur ces problèmes — qui, du reste, pourront être soulevés lors d'entretiens ultérieurs.

Au cours de la seconde partie de la conversation de mercredi, M. Zhao Ziyang a défini pour M. Giscard d'Estaing les nouvelles orientations du gouvernement

chinois et ses intentions de réformes économiques et politiques visant à instaurer en Chine une plus grande démocratie et à y faire jouer plus largement les initiatives individuelles. Il a été convenu que les questions bilatérales concernant la coopération franco-chinoise dans les domaines économiques et techniques seraient abordées au cours des entretiens prévus d'ici à samedi.

#### Le banquet au Palais du peuple

Des convergences entre les thèses françaises et chinoises sont apparues dans les discours prononcés par MM. Zhao Ziyang et Giscard d'Estaing pendant le banquet de mercredi soir. En ce qui concerne le conflit entre l'Irak et l'Iran, le premier ministre chinois s'est contenté d'exprimer le souhait que « ces deux pays amis de la Chine règlent pacifiquement leur différend par voie de négociations ». Le président français a été plus précis en déclarant : « Notre devoir est de ne rien faire qui puisse aggraver les périls, et notamment porter atteinte à la liberté de navigation dans le Golfe. » Il a estimé que le Conseil de sécurité des Nations unies devrait « contribuer à un

règlement politique en définissant une solution qui permette un cesse-le-feu et l'ouverture de négociations ».

S'agissant du Cambodge et de l'Afghanistan, M. Zhao Ziyang a lié les deux problèmes en déclarant : « La paix mondiale est un tout indissociable et les événements intervenus dans les différentes régions sont liés les uns aux autres. Les hégémonistes ont encoché directement des troupes envahir l'Afghanistan et appuyé l'agression contre le Kampuchéa : c'est là une composante majeure de leur stratégie globale d'expansion. » M. Giscard d'Estaing, pour sa part, a évoqué d'une même phrase « la tragédie du peuple khmer soumis successivement à l'arbitraire d'un pouvoir d'une cruauté inhumaine (celui du régime de M. Pol Pot, alors soutenu par Pékin), puis à l'occupation d'une puissance étrangère ». Reprenant, d'autre part, une formule employée à New-Delhi, il a qualifié d'« inacceptable » la situation actuelle en Afghanistan.

A propos de l'Europe, enfin, le président a repris un thème qui lui est cher. « Je crois profondément, a-t-il dit, que l'affirmation de l'Europe, de même que celle de la Chine, aux deux extrémités du continent eurasiatique, servent notre objectif fondamental qui est

celui de la paix : une paix juste résultant alors de l'équilibre d'un monde multipolaire et échappant ainsi à l'affrontement des blocs ».

Le premier ministre chinois a préféré mettre l'accent sur la « solidarité » qui doit être « renforcée entre tous les pays et peuples attachés à la justice (...) afin de contrecarrer et de combattre efficacement les actes d'agression et d'expansion ».

Outre M. Zhao Ziyang, trois vice-premiers ministres, MM. Fang Yi, Gu Mu et Huang Hua, assistaient au banquet du Palais du peuple ainsi que les ministres du commerce extérieur, de la culture, des industries mécaniques et le chef d'état-major général adjoint, le général Yang Yong. L'orchestre de l'armée, conformément aux traditions, interprète alternativement des airs chinois et français, allant, parmi ces derniers, du Chant des parisiens à l'Airienne, en passant par le chant un peu formel, il y a sept ans, le dîner offert par Zhao Enlai en l'honneur du président Pompidou avait laissé une impression différente. Peut-être avait-on alors plus de choses à se dire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE et ALAIN JACOB.

#### M. Zhao Ziyang : « De vastes perspectives s'ouvrent aux rapports franco-chinois dans tous les domaines »

Au cours du dîner offert en l'honneur de M. Giscard d'Estaing mercredi, M. Zhao Ziyang a déclaré : « Le cours des événements depuis le début des années 80 prouve que la paix et la sécurité dans le monde affrontent un défi sérieux. Les pays d'Europe vivent sous une menace militaire croissante. L'Afghanistan et le Kampuchéa, ces deux États souverains d'Asie, sont victimes d'une occupation armée flagrante. La paix mondiale est un tout indissociable, et les événements survenus dans les diverses régions sont liés les uns aux autres ».

M. Zhao a appelé « tous les pays et peuples attachés à la justice à renforcer leur solidarité, et, selon les circonstances où ils se trouvent respectivement, à contrecarrer et à combattre efficacement les actes d'agression et d'expansion. Le gouvernement et le peuple chinois poursuivront sans défaillance leur politique étrangère de paix, et feront d'incessants efforts pour combattre l'hégémonie et sauvegarder la paix mondiale ». « Nous apprécions positivement la colonie et la position de la France et de la Communauté européenne en faveur d'une solution juste et globale de la question du Moyen-Orient », a ajouté le chef du gouvernement, qui a salué « les

efforts déployés par la France pour sauvegarder son indépendance nationale, renforcer le potentiel de sa défense et promouvoir la construction de l'Europe ».

M. Zhao a exprimé la satisfaction de son pays devant la « haute importance » attachée par Paris au développement de ses relations avec le tiers-monde et les positions françaises « en faveur de la réforme de l'ordre économique international existant. Nous estimons que c'est une attitude sage et éclairée ».

A propos des relations bilatérales franco-chinoises, M. Zhao a déclaré : « Dans les nouvelles conditions historiques prévalant, l'œuvre commune visant à sauvegarder l'indépendance nationale et à défendre la paix mondiale fait que nous avons davantage de langage commun. C'est sur cette base solide que nos consultations politiques entre nos deux gouvernements s'intensifient sans cesse, que nos échanges techniques, scientifiques et culturels se multiplient rapidement et que nos relations économiques et commerciales s'accroissent à un rythme soutenu ». « Une telle coopération », a estimé M. Zhao, « ouvre de vastes perspectives de développement » s'ouvrant aux rapports franco-chinois « dans tous les domaines ».

#### M. Giscard d'Estaing : « La France se réjouit de la place de la Chine dans les affaires du monde »

M. Giscard d'Estaing a notamment déclaré : « La France se réjouit que la Chine ait repris la place qui lui revient dans les affaires du monde. Le retour de la Chine sur la scène mondiale, parmi les grandes puissances, d'une Chine animée par la volonté d'aider les États et les peuples dans leur lutte pour l'indépendance authentique et le progrès, favorise la paix, car elle contribue à un meilleur équilibre du monde. »

« C'est dans le même esprit que la France s'efforce de contribuer à l'organisation d'une Europe forte et active. L'effacement de notre continent, à la suite des conflits mondiaux, constitue une anomalie de l'histoire. Il est contraire à la tradition et à la vocation de l'Europe. Il entraine la rigidité d'un système bipolaire, avec ses menaces pour la paix et ses contraintes pour l'indépendance. »

« Je crois profondément, a-t-il poursuivi, que l'affirmation de l'Europe, de même que celle de la Chine, aux deux extrémités du continent eurasiatique, sert notre objectif fondamental qui est celui de la paix : une paix juste résultant alors de l'équilibre d'un monde multipolaire, et échappant ainsi à l'affrontement des blocs ».

Le chef de l'Etat a ajouté : « Nous avons pu profiter, lors de la visite du président Hua Guo-

feng (automne 1979), la convergence de nos préoccupations sur beaucoup de grands problèmes de l'actualité internationale, ainsi que notre volonté commune d'approfondir notre dialogue. Une année s'est écoulée. Les tensions qui menacent la paix mondiale, en plusieurs points de la planète, ne se sont malheureusement pas relâchées tandis que d'autres sont apparues, qui pourraient engendrer de dangereux engorgements. »

Le chef de l'Etat s'est réjoui du dialogue instauré entre les deux pays depuis seize ans, « dialogue qu'inspirent l'amitié et la considération, et qui soutient la convergence de nos attitudes à l'égard de nombreux problèmes du monde ». Il a ajouté que la Chine et la France, « avant tout attachées au respect de leur indépendance », en tirent les mêmes conséquences : « La première est la nécessité de garder la maîtrise de leur destin, et de s'en donner les moyens afin de faire entendre dans le monde une voix indépendante. La seconde est le respect de la souveraineté et du choix des autres peuples, fondé sur l'affirmation de l'égalité de dignité des États et des peuples. »

#### Le Monde

publiera demain

- ENQUÊTES : Jeunes juifs en France (D. Pouchin) ; Le chômage au quotidien (M. Castaing).
- POLOGNE : Dernière chance ? (A. Fontaine) ; A Cracovie (B. Gueff).
- IDÉES : Une civilisation à civiliser.

Garantie réelle de 3 ans.

**Sansui**

HI-FI

**PARIS TENNIS**

- 6 centres à Paris : Porte de la Chapelle, Porte d'Orléans, Porte d'Aubervilliers, Maisons-Alfort, Champigny, la Défense.
- Initiation - Perfectionnement avec moniteurs (soirées et samedis).

**Protennis - Paris Tennis**

51, Avenue Michel Bizot - 75012 Paris

Téléphone : 628.02.32. et 345.22.20

**Les Maxi-Mini**

de Kuoni

**CHINE**

séjour à Pékin F 8.950

8 jours de Paris à Paris

**LE MONDE**

chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces

Vous y trouverez partout

**LES BUREAUX**

que vous recherchez

**jsf Voyages en**

**CHINE**

19 circuits à partir de 10.900 F

18/12/80 - 3/1/81 - Canton / Changhaï - Nankin / Pékin

**Jeunes Sans Frontière**

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tel. 261.53.21

36, rue des Bourdonnais 75001 PARIS (Métro Châtelet) Tel. 236.31.62

**Paribas en République Populaire de Chine**

**UNE EXPÉRIENCE**

- des relations bancaires avec la Banque de Chine depuis 1952
- plus d'un milliard de francs de contrats financés avec son concours
- un accord de coopération industrielle et financière avec la China International Trust and Investment Corporation.

**UN ATOUT**

une équipe de spécialistes à votre disposition à Paris comme à Beijing.

**Banque de Paris et des Pays-Bas**

3, rue d'Antin, B.P. 141 - 75060 Paris Cedex 02 - Tél. 260.35.00 - Télex 210041

**un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin**

« Quand Valéry Giscard d'Estaing passera dans sa belle limousine noire devant les pierres glacées et nues de l'ex-mur de la Démocratie, il ne lui servira à rien d'avoir à côté de lui Alain Peyrefitte s'il n'a pas entre les mains Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin. »

JEAN LECLERC DU SABLON

« LE MATIN »

CHRISTIAN BOURGEOIS ÉDITEUR

**Les Maxi-Mini**

de Kuoni

**CHINE**

séjour à Pékin F 8.950

8 jours de Paris à Paris

**Exceptionnel ! LA CHINE par le TRANSIBÉRIEN**

(juillet 81)

Nombreuses autres formules avril et mai

Les plus belles villes de Chine : Kowlin, Tchéantou, Fongtchou, etc.

Adresses à VOYAGES et CULTURE

54, rue Victor LAROCHE - CAEN

20 ANS D'EXPÉRIENCE EN CHINE

**Les Maxi-Mini**

de Kuoni

**CHINE**

séjour à Pékin F 8.950

8 jours de Paris à Paris



# AMÉRIQUES

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE AUX ÉTATS-UNIS

### M. Carter essaye sans succès de faire sortir M. Reagan de sa réserve

Washington. — Pendant de longs mois, M. Carter s'était enfoncé à la Maison Blanche, prétendant que l'affaire iranienne lui interdisait de se mêler de la politique. Sa stratégie a bien changé. Non seulement le président semble être pris d'une frénésie de voyages, mais ses collaborateurs allongent, de semaine en semaine, la liste des villes à traverser. On ne compte plus les « town meetings », les dîners électoraux et ces scènes faussement familières au cours desquelles l'audace géorgienne cache son malaise par un dynamisme décevant.

Cependant, la vraie campagne se fait toujours de la Maison Blanche. Sa politique averti, M. Carter exploite au maximum sa fonction. Même les messages publicitaires, confectionnés pour la radio, commencent de manière solennelle : « Ici le président Jimmy Carter, qui vous parle du bureau ovale à Washington... ». Le président ne se contente pas de parler : depuis quelque temps, les crédits se débloquent avec une facilité surprenante et favorisent, comme il se doit, les Etats les plus peuplés dont le poids sera décisif dans le collège des grands électeurs. Le Michigan recevra 25 millions de dollars pour un projet d'urbanisme. L'Ohio pourra compter sur six mille emplois nouveaux et, malgré l'étonnement des experts gouvernementaux, sur des prix agricoles relevés. Quant à la ville de New-York, elle a trouvé en M. Carter un appui pour se voir garantir une série de prêts.

**L'appui espéré de M. Kennedy**  
La plupart des ministres ont été mobilisés pour la campagne. Ils sont chargés de souligner les réalisations de M. Carter mais aussi le danger que représenterait son adversaire. Le 9 octobre, par exemple, à quelques heures d'intervalle, le candidat républicain était accusé de « se tromper lourdement » par le secrétaire à la défense, de « jouer à l'ami des travailleurs » par le secrétaire au

De notre correspondant

travail et d'ignorer les souffrances humaines que cause la pollution » par l'expert écologique de la Maison Blanche.

Les stratégies de M. Carter savent que deux catégories d'électeurs méritent un effort particulier, outre les juifs auxquels le président s'est encore adressé le 19 octobre à New-York sur un ton vibrant. Le premier groupe comprend les démocrates ralliés à M. John Anderson et dont les enquêtes révèlent les hésitations. Cet électeur n'est pas identique à ceux qui drainaient un Mac Govern ou un McCarthy : peu enthousiaste, il a fait un mariage de raison avec un républicain douteux. C'est un public plus raisonné qu'émotif, vite troublé si on lui démontre que « voter Anderson, c'est faire être Reagan ». Un seul homme est capable de ramener ces démocrates au bercail : M. Edward Kennedy. Réussira-t-il — et voudra-t-il vraiment — jouer les recruteurs malgré son antipathie profonde à l'égard du président sortant ?

Les électeurs indécis — un sur cinq environ — constituent l'autre cible de M. Carter. On sait que les femmes sont en majorité parmi eux. Or, pour diverses raisons — droits civiques, sécurité sociale, peur de la guerre, — les femmes se montrent souvent réticentes à l'égard de M. Reagan. Les indécis donnent beaucoup d'espoirs aux démocrates : entre deux candidats qui les inquiètent — l'un pour sa réputation d'extrémisme, l'autre pour sa présidence en zigzag, — ne finiront-ils pas par choisir le plus connu des deux ? Concentrer les efforts sur les indécis permet d'agir en même temps sur le taux de participation. Plus il sera fort, plus les démocrates y gagneront, compte tenu de leur supériorité numérique sur les listes électorales.

Le président sait qu'il a souvent déçu et que beaucoup de démocrates voteront pour lui faute de mieux. Il cherche moins à séduire qu'à rendre son adversaire désolable. C'était assez facile en août et en sep-

tembre. M. Reagan parlait à tort et à travers sur des sujets qu'il connaissait mal. Il suffisait de monter ses gaffes en épingle et de s'en indigner avec une hypocrisie de circonstance.

#### La prudence de l'adversaire

Mais l'ancien gouverneur de Californie a suivi l'avis de ses conseillers. D'une part, il a toutes ses déclarations et évite les micros qu'on lui tend. D'autre part, il ne s'exprime que sur les affaires dites domestiques, sachant que l'inflation et le chômage sont les soucis majeurs des Américains... et le cauchemar de M. Carter. Impossible de l'entraîner sur d'autres terrains ou de l'obliger à montrer les dents. Les attaques démocrates les plus vives se heurtent à un étron. Comment faire croire ensuite que cet homme sérieux, toujours souriant, entraînerait l'Amérique dans la guerre ou qu'il pourrait, comme l'a dit son rival, la « diviser entre Blancs et Noirs, juifs et chrétiens, Nord et Sud, ruraux et citadins » ?

La campagne du président sortant a été jugée « hystérique » par M. Anderson. Des démocrates y ont vu une dangereuse contradiction avec l'image de chrétien charitable donnée jusqu'à présent par M. Carter. Le président lui-même a reconnu publiquement la semaine dernière qu'il avait pêché par excès. Mais ce laïcinisme subit tous les jours de nouveau, persuadé que l'entreprise de M. Reagan donnera des fruits. Un récent sondage n'a pu que l'encourager dans cette voie : trois fois plus d'Américains associeraient le risque de guerre au candidat républicain qu'au candidat démocrate.

M. Carter ne craint ni l'impopularité ni les risques. Il l'avait montré le mois dernier en refusant le débat télévisé avec ses deux adversaires. Il le montre à nouveau en s'en prenant à la presse, notamment aux grandes chaînes de télévision qui, selon lui, rendraient compte de façon superficielle de la campagne républicaine sans amener M. Reagan à se dévoiler.

ROBERT SOLE

### Le problème du recrutement pour les forces armées pèse sur les débats

De notre correspondante

New-York. — Le secrétaire à la défense, M. Brown, a consacré une partie du discours qu'il a prononcé le 10 octobre au grave problème des effectifs de l'armée. Il a révélé qu'il manquait, par exemple, vingt mille sous-officiers dans les rangs de la marine. Les pro-

blèmes de défense jouent un rôle important dans la campagne électorale, et M. Carter, contrairement à M. Reagan, s'est fait l'avocat de l'une des causes les plus impopulaires : le rétablissement du service militaire obligatoire.

La conscription a mauvaise presse, militaire, la question du recrutement paraît difficilement soluble. Depuis que le service militaire obligatoire a été abandonné en 1973, les spécialistes ont calculé que, du fait même de la chute de la démographie, le nombre des jeunes hommes susceptibles de s'engager dans une carrière militaire aura diminué de 25 % en 1992. Mais c'est plus la qualité des volontaires que leur nombre qui inquiète l'armée. Le niveau culturel moyen a diminué d'une façon spectaculaire : on estime que la moitié, environ, des recrues appartiennent à des catégories sociales défavorisées, qui s'engagent faute de trouver un autre emploi. Nombre d'entre elles viennent des Etats du Sud, où le chômage est particulièrement important. Certains des engagés, qui sortent tout juste de l'école, lisent et écrivent avec difficulté et apprennent péniblement à se servir des armes perfectionnées qui leur sont confiées.

Cependant, malgré la nouvelle tension internationale, l'opposition au service militaire obligatoire reste quasi générale. Même M. Reagan, critique pourtant acerbe de la « faiblesse » militaire américaine, n'a pas osé le faire figurer à son programme électoral. La guerre du Vietnam est encore trop fraîche dans la mémoire des jeunes pour qu'ils acceptent de voir rétablir une incitation qui a incité tant d'entre eux à émigrer, parfois sans retour. La nouvelle génération, qui sera la plus directement concernée, a grandi au milieu des souvenirs de ses aînés, et la vague de films et de livres qui traitent depuis deux ans des expériences de cas aînés au Vietnam n'est pas faite pour leur redonner confiance dans l'armée.

#### Etat d'esprit et salaires

Pourtant, le rétablissement de la conscription sera sans doute parmi les premiers dossiers que le futur président aura à étudier.

Tandis que la Maison Blanche a déjà implicitement accepté une bonne partie des revendications du Pentagone concernant le matériel

Dans certaines unités, le nombre des recrues appartenant aux minorités les plus défavorisées est particulièrement élevé : le New York Times citait, récemment, la seconde brigade de la 24<sup>e</sup> division d'infanterie mécanisée, dans laquelle 46 % des hommes sont noirs, alors qu'il n'y a que deux commandants de compagnie noirs et aucun chef de bataillon.

#### Les femmes aussi

Dans son discours d'El Paso, M. Brown a admis que l'un des problèmes posés par le recrutement était le niveau des salaires de l'armée : un homme de troupe est payé 445 dollars par mois. Même avec la nouvelle augmentation de 22 dollars, c'est un salaire qui peut difficilement attirer un garçon qui a fait de bonnes études secondaires. Un colonel ne peut pas espérer gagner plus de 33 000 dollars par an, ce qui le met loin derrière les emplois « civils » impliquant des responsabilités. D'autre part, les allocations diverses réservées aux familles de militaires n'ont pas été réajustées depuis longtemps, et la presse cite périodiquement des cas de jeunes ménages qui sont obligés d'avoir recours aux food stamps (coupons de produits alimentaires gratuits réservés aux nécessiteux). Nombre de militaires, y compris des officiers, font du travail « noir » pour joindre les deux bouts.

Pour pallier le manque d'effectifs, l'armée engage de plus en plus de femmes : près de soixante mille actuellement, dont 30 % sont affectées aux emplois auxiliaires traditionnels de bureau, d'aide médicale, etc. Mais elles sont de plus en plus nombreuses à pouvoir occuper des postes plus qualifiés, autrefois réservés aux hommes : transports terrestres ou aériens, entretien technique, etc. Elles sont aussi de plus en plus souvent entraînées pour le combat, mais il reste stipulé dans leur contrat qu'elles ne pourront pas y être engagées. Enfin, pour la première fois cette année, des jeunes filles sont sorties diplômées de l'académie navale d'Annapolis, l'école militaire la plus traditionnelle du pays.

Mais la recrutement des femmes ne résoudra pas le plus grave problème auquel cette armée de volontaires a à faire face : les démissions massives des éléments les plus qualifiés, qui rentrent dans le « civil » pour améliorer leurs conditions de vie, ou par découragement devant le bas niveau de la troupe.

De plus en plus nombreuses, des voix s'élèvent pour assurer que le retour à la conscription serait la façon la plus efficace — et la plus démocratique — de reconstituer une armée de valeur. Cela ne sera sans doute pas suffisant pour trouver les quelques quarante-cinq mille sous-officiers qui manquent à l'armée de terre ni les deux mille pilotes qui devraient renforcer celle de l'air ni les cent trente-trois mille réservistes qui manquent à l'armée du temps de paix. Mais la combinaison d'une nouvelle politique des salaires avec la renaissance d'une « armée de citoyens » devrait, estimant nombre de spécialistes, permettre de redonner au métier militaire son prestige d'antan.

Reste à savoir comment les principaux intéressés — les appelés potentiels — accepteraient la renaissance de la conscription honnête. Mais après les véritables traumatismes nationaux qu'ont été la prise d'otages de Téhéran et le raid manqué de Tabas, sans parler de la montée des périls sur l'échiquier international, il ne manque pas de prophètes pour annoncer la renaissance d'un sentiment ostensiblement jeté aux orbes par la génération du Vietnam et du Watergate : le patriotisme.

NICOLE BERNHEIM.

**CAPEL**  
n'a pas peur  
des plus forts  
que lui

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Mairie-Montparnasse Paris 15

**SALLE DES VENTES  
D'ORIENT ET DE CHINE**  
8, avenue de la Motte-Picquet  
PARIS-7 - 01-73-57  
OUVERT LE DIMANCHE  
Vente de gré à gré  
1 LOT DE 300 TAPIS  
d'origine diverses (Persane,  
Chinoise, Pakistana, etc.),  
souvent dimensions vendus avec  
certificat d'authenticité.  
EXPOSITION  
D'UNE IMPORTANTE  
COLLECTION D'IVOIRES,  
PIERRES DURES, SCULPTES  
DE CHINE ET DU JAPON.  
T.I.J., Saut lundi 10/12-14/19 h.

**plus  
les hommes  
sont grands  
plus CAPEL  
les aime**

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Mairie-Montparnasse Paris 15

ANVERS Centre Mondial du  
**DIAMANT**  
Tous renseignements  
vous seront communiqués  
par téléphone au numéro  
TEL. : 79-32-31 31-27-54  
GENERAL DIAMONDS  
FELIXAANST 22 ANVERS

**TITULAIRES D'UN BACCALAURÉAT**  
une profession en pleine évolution, devenez  
**PROTHESISTE-DENTAIRE**  
Bénévolement et inscriptions  
**INSTITUT SUPÉRIEUR NATIONAL  
DE L'ARTISANAT**  
10, rue des Capucines, 97000 MONTY  
Tél. : (5) 775-13-60

**INTERNATIONAL  
FULL  
FLAVOR  
NEWS  
SPECIAL  
BLEND**

**20 FILTER CIGARETTES**



# EUROPE

## Italie

DERNIER « CHEF HISTORIQUE » DU PARTI COMMUNISTE

### M. Luigi Longo est mort

M. Luigi Longo, président du parti communiste italien, est mort ce jeudi 16 octobre dans une clinique de Rome. Il y avait été hospitalisé le 9 septembre dernier. Il était âgé de quatre-vingts ans.

« Il Gallo », « le Coq ». C'était le surnom que Togliatti lui avait donné et qu'il conserva, par goût de l'antiphrase peut-être. En ses dernières années, on imaginait mal que Luigi Longo eût jamais été homme à lancer à l'heure des chants « présumptueux ». Pourtant, dans son personnage, un peu fort, bien charpenté, la tête solidement assise sur les épaules, il avait quelque chose du coq : la bouche mince légèrement incurvée, la paupière tombante, un air qui aurait été bon sans la fermeté du trait et la froideur constante d'un regard sans nuances. Mais le bas du visage conservait une grande agilité à charger d'expression, de l'ironie à la dureté, du défi à la compréhension.

Derrière son bureau de secrétaire général du P.C.I. jusqu'en 1972, au bout de la longue table dans la salle de réunions au siège du parti via delle Botteghe Oscure, il manifestait une évidente souveraineté naturelle, le port d'un cardinal d'ancien temps. Le Sacré Collège recevait un visiteur étranger à son univers. Trois trébuchets concouraient à être responsables du premier parti communiste du monde occidental et d'avoir droit, comme tel, à des égards. Il était mort, un jour qu'on eût relevé ce trait de « souveraineté ».

Luigi Longo traitait sa force de ce qu'il était un témoin, et, comme tel, un médiateur. Il ne faisait surprendre de lui rien de ce qu'il était un homme de parti communiste.

qui eussent participé au congrès de fondation à Livourne, en 1921, connu Lénine, été mêlé aux grandes crises de 1926 et 1930 et suivi Togliatti sur une voie qui divergeait de celle de Gramsci. Loin de tirer un voile, Longo évoquait ce passé, parlait ouvertement de sa fidélité à Bordigha, qui, entre 1921 et 1926, préchaît la révolution immédiate en Italie et une autonomie accentuée vis-à-vis de l'Union soviétique. Cette phase de sa jeunesse l'amena à comprendre les révoltes des jeunes à mener des transitions souples pour préparer la récupération des extrémistes.

L'écologie de l'appareil du parti communiste l'avait néanmoins trop bien dressé pour que Luigi Longo laissât parler l'inconscient. Né en 1900 d'une famille de petits cultivateurs de la province d'Alessandria, au Piémont, il avait suivi quatre ans de cours à l'Institut polytechnique de Turin, avant de participer à la première guerre mondiale comme officier de « bousculiers ». Secrétaire de la section d'étudiants socialistes de

Turin en 1920, il connut Gramsci, Togliatti, Terracini, qui vit encore, participa aux occupations d'usines et se retrouva à Livourne dans la fraction qui devait devenir le parti communiste.

Chargé d'organiser la lutte armée dans le Piémont en 1921, puis délégué par les Jeunesses communistes au IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale en 1922, Luigi Longo fut arrêté à Milan en 1923, et libéré en mars 1924. Deux ans plus tard, au congrès de Lyon, il se rallia définitivement à la ligne de Togliatti et sa vie allait s'écouler entre la clandestinité en Italie, dont il fut responsable entre 1930 et 1934, et les réunions du comité exécutif de l'Internationale à Moscou. Commissaire politique puis inspecteur général des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, il s'y fit une réputation d'organisateur. Revenu en France en 1939, arrêté et interné au camp du Vernet, il fut libéré à la police fasciste et emprisonné dans l'île de Ventotene jusqu'au 8 septembre 1943.

#### Le médiateur nécessaire

Une nouvelle phase d'action militaire s'ouvrit alors pour Luigi Longo : représentant du P.C.I. dans le comité de libération de la Haute-Italie, il devint vice-commandant du corps des Volontaires de la liberté, qui regroupait tous les partisans dans les régions conquises par les Allemands. A ce titre, il fut le seul dirigeant communiste européen à recevoir la Bronze Star Medal américaine, avec une citation qui lui faisait mériter d'être « toujours respecté les ordres et les instructions du haut commandement allié ».

Pourtant, la guerre telle qu'il la concevait allait dans un sens politique qui n'était pas celui que Togliatti imposa à son retour

d'U.R.S.S. Luigi Longo destinait les forces militaires des partisans, après la fin du conflit, à la prise du pouvoir, tandis que Togliatti voulait continuer la participation au gouvernement en place, celui du roi. Longo se rallia à cette conception, devint secrétaire général adjoint du P.C.I., et vécut jusqu'en 1954 dans l'ombre relative de Togliatti.

La succession lui était-elle assurée ? En tout cas, il s'en sentait à l'instar de la mort de celui-ci en Chine, en décembre 1954, malgré la bureaucratie soviétique, de rendre publiques les notes que le secrétaire général avait préparées pour son entretien avec Khrouchchev, à la fin d'août 1956. Ce texte, connu sous

le nom de « testament de Yalta », définissait les principes de l'autonomie des « voies nationales au socialisme ».

Il fallut un an et demi à Luigi Longo pour s'imposer à la direction du P.C.I. En un temps où l'avènement de la majorité de centre-gauche isolait le parti communiste, il incarner la prudence, l'attente, la patience, tout comme, au sein du mouvement ouvrier, il s'opposait avec persévérance aux excommunications et à la condamnation du parti chinois.

Ce comportement n'excluait pas l'engagement personnel. Lorsqu'en juillet 1968 le bureau politique du P.C.I. envisagea d'envoyer Moscou une intervention militaire en Tchécoslovaquie suscitant la « réprobation » du parti italien, Luigi Longo décida de signer seul ce message, et d'en subir seul les conséquences possibles.

Le 17 mars 1972, lorsque M. Enrico Berlinguer devint secrétaire général du P.C.I., Luigi Longo fut élu président du parti. A ce poste honorifique, il ne se départit de sa discrétion qu'en une occasion : pour blâmer assez ouvertement le concept de « compromis historique », lancé en octobre 1973 par M. Berlinguer pour qualifier la coopération socialiste des communistes, socialistes et catholiques au gouvernement de l'Italie.

L'opposition en fait n'était qu'apparente. Car le « compromis historique » d'Enrico Berlinguer avait bien été évoqué par Gramsci comme l'un des moments nécessaires à la réalisation d'un « bloc historique économique-politique nouveau », celui de « l'union sur le terrain d'une alliance », et comme « l'unique possibilité concrète » (Machiavel).

Quelle doctrine qui n'est guère d'échecs, pas plus que le dessein de Luigi Longo à la notion d'eurocommunisme.

Un homme de la terre, attentif aux saisons ; bien coiffé, sous toutes les années, d'un baret qu'il renouvelait à chaque passage à Paris, tel était son vrai personnage. Mais sa conduite, sa discipline, ne pouvaient faire méconnaître que, derrière son sens de l'opportunité, demeurait une fidélité absolue et fanatique à l'Union soviétique, dans la pratique, d'un grand courage personnel en Espagne et dans la guerre de libération, avait été aussi un commissaire politique implacable, et que, si Togliatti avait habillé le stalinisme dans les hors relatifement aménés, Luigi Longo en avait assumé l'intransigeance.

Mais, dans les dernières années, un retournement se manifestait chez lui, au moins dans les apparences : jusqu'au bout, il tira son rôle avec scrupule et tira les conséquences logiques des thèses exprimées par la « voie italienne » vers le socialisme : l'autonomie des partis communistes, le pluralisme de la société socialiste, la liberté d'expression, l'attention aux arguments des catholiques, une certaine défiance pour le papisme, tout cela branchait avec les maximes de la lutte que Luigi Longo avait conduite pendant quarante ans.

JACQUES NOBECOURT.

## Pologne

Le processus de changement est irréversible affirme M. Kania

(Suite de la première page.)

Interrogés sur l'éventualité d'une nouvelle grève, ils ont toutefois affirmé que ce ne serait qu'un « dernier recours » ; personne n'a pris une telle décision, et nous attendons à pouvoir régler tous ces sujets de controverses avec les autorités.

Les problèmes en suspens entre le gouvernement et les nouveaux syndicats indépendants pourraient faire l'objet de nouveaux contacts à l'occasion de la visite que doivent faire, vendredi, à Varsovie, trois membres du présidium du syndicat Solidarnosc, dont M. Lech Walesa. Ils seront reçus au Conseil d'Etat (présidence collective de la République). Dimanche, M. Walesa se rendra dans le sud du pays : il assistera le matin à la messe à la cathédrale du château de Wawel et tiendra un meeting à Cracovie, un grand stade sportif, pour rencontrer les délégués des entreprises qui ont adhéré à Solidarnosc.

D'autre part, l'attribution du prix Nobel de littérature à l'écrivain de langue polonaise Czeslaw Milosz a entraîné la levée de l'interdit non déclaré qui frappait son œuvre depuis 1961, date à laquelle il avait quitté un poste diplomatique et choisi de vivre en France.

Dès avant la fin de l'année, la maison d'édition catholique Znak, de Cracovie, publiera un premier recueil de ses poèmes, et dans le courant de 1981 quatre autres ouvrages sortiront en librairie : son roman la Vallée d'Issa, un livre sur Stanislaw Brzozowski, un essai sur la poésie, ainsi qu'un deuxième recueil de poèmes.

L'agence PAP a, d'autre part,

## Turquie

LE CHEF DU PARTI DU SALUT NATIONAL (pro-islamique) EST INCARCÉRÉ

(De notre correspondant.)

Ankara. — Un tribunal militaire d'Ankara a fait écrouer, le mercredi 15 octobre, le professeur Erbakan, chef du Parti du salut national (pro-islamique), à l'issue d'un procès qui a duré vingt et un jours. Le comité directeur national de cette formation. Déjà quatre autres parlementaires du P.S.N. avaient été incriminés et sont détenus dans la prison militaire d'Ankara. Pourtant, le 11 octobre, M. Erbakan et ses amis, qui comparaissent devant un tribunal militaire, et avaient été relâchés, bien qu'incriminés de menées séditionnelles, reprises par l'article 163 du code pénal turc.

Le nouveau chef de l'Etat et président du Conseil national de sécurité, le général Evren — dont le père était Bodys (prédicateur) — a, à plusieurs reprises, condamné le sectarisme religieux artificiellement nourri par des extrémistes de tout bord.

Le nouveau régime, cependant, tient compte des réalités : la Turquie a participé au récent congrès islamique de Fez. Le programme religieux de la télévision turque continue sans interruption chaque vendredi soir. — A. U.

fait état d'un inédit de Milosz conservé en Pologne, qui pourrait constituer un exemplaire unique : il s'agit d'un recueil de poèmes écrits et publiés sous l'occupation nazie, en 1940, sous le pseudonyme de Jan Syru. Il en existait quarante-six exemplaires tapés à la machine. Milosz lui-même a déclaré dans une interview qu'il ne lui en restait aucun.

Cette reconnaissance officielle de l'œuvre d'un écrivain n'est pas du goût du Rude Pravo, organe du P.C. tchécoslovaque, qui reproche au comité Nobel d'Olo d'avoir « porté son attention sur un auteur qui n'a contribué en rien à l'art en général, n'a nullement enrichi le patrimoine culturel de son pays, non plus que le patrimoine culturel mondial ». De son côté, le Pravo, organe du P.C. slovaque, remarque qu'il « est étonnant que beaucoup de gens, dans les milieux culturels polonais, ne perçoivent pas les motivations politiques de cette distinction ».

## Union soviétique

DES MANIFESTATIONS ONT EU LIEU AU DÉBUT DU MOIS EN ESTONIE

(De notre correspondant.)

Moscou. — La radio estonienne et le journal Rahvalik paraissent en estonien ont confirmé le mardi 14 octobre que des manifestations de jeunes gens avaient eu lieu au début de ce mois à Tallin, capitale de la République soviétique d'Estonie. L'information avait d'abord été donnée par des émigrés à Stockholm.

De source officielle, on a indiqué qu'un millier d'habitants étaient pris à des passants et avaient crié des slogans. Le parquet a ouvert une enquête pour ces violations de l'ordre public en lançant un avertissement aux « fanatiques et aux meneurs », ainsi qu'aux « hooligans ». Ces déclarations, qui auraient été « gonflées par les moyens d'information occidentaux », ont provoqué « la juste indignation et la désapprobation du peuple soviétique ».

Selon les sources soviétiques, environ deux mille écoliers auraient manifesté le 1<sup>er</sup> et le 3 octobre à Tallin en criant des slogans de diffamation nationale, puis qu'ils demandaient aussi bien le départ de tous les Russes de la République que de meilleurs repas dans les cantines des écoles. Ils auraient porté des banderoles aux inscriptions estoniennes : « bien noir et blanc » et auraient essayé d'atteindre les bâtiments du gouvernement. Environ cent cinquante manifestants ont été interpellés au cours d'acrochages avec la police, mais ils ont été relâchés très rapidement. Radio-Tallin a précisé mardi 14 octobre que des « poursuites ont été intentées contre les inspirateurs, les instigateurs et les bandes criminelles ». Une enquête complète sur les troubles et sur les circonstances les entourant aura lieu et les coupables seront tenus responsables, conformément à la loi. — D. V.

# OCÉANIE

## Australie

Les sondages accordent une légère avance à l'opposition travailliste pour les élections législatives du 18 octobre

De notre envoyé spécial

Sydney. — Rien dans les rues des villes ou des bourgs de ce vaste continent, si l'on excepte quelques rares affichettes, n'indique que l'Australie se trouve à la veille d'une élection cruciale. Samedi 18 octobre, les électeurs choisiront une nouvelle Assemblée et renouveleront une moitié du Sénat, marquant leur confiance envers le premier ministre, M. Malcolm Fraser, et la coalition du parti libéral et du parti national agrarien, ou leur désir de voir le chef de l'opposition travailliste, M. Bill Hayden, le remplacer à la tête du gouvernement fédéral.

Quand M. Fraser a, à la mi-septembre, annoncé la dissolution du Parlement, rien ne laissait présager que son gouvernement, qui disposait d'une imposante majorité de quarante-huit sièges sur cent vingt-quatre et de la majorité absolue au Sénat, risquerait d'être menacé par un parti travailliste qui avait subi, en 1977, une de ses plus cuisantes défaites. Sur de lui et s'efforçant, le premier ministre avait fondé sa campagne sur sa personnalité et son leadership, sur sa compétence économique et sur l'instabilité que créait une victoire de l'opposition.

Sa confiance en lui et son attitude hautaine, au contraire, haïr d'une population très égalitariste et méfiante envers toute sorte d'élite, qui n'y a vu que mépris pour le sort des plus défavorisés, à un moment où le pays connaît un taux de chômage et d'inflation record (8 % pour l'un, environ 12 % pour l'autre).

Pour sa part, le Labor, en dépit de ses divisions internes et des conflits de personnalité qui l'agitent, a mené une campagne d'une grande habileté. Prise en main par M. Hayden lui-même, avec l'aide d'experts en sondages et en relations publiques, elle a eu un fort impact sur l'opinion et place le gouvernement sur la défensive. S'inscrivant en faux contre les traditionnelles accusations de mauvaise gestion, de gaspillage des fonds publics et de taxation massive — qui avaient fait tomber le gouvernement Whitlam, il y a cinq ans, — M. Hayden a su concentrer sa propagande sur l'inquiétude profonde que ressentent des millions d'Australiens face à une situation économique qui les dépasse. Il a rappelé que M. Fraser n'avait pas tenu sa promesse de juguler l'inflation et le chômage (plus important que sous M. Whitlam) ni eu la moindre

compassion envers les démunis, alors que, comme nous l'a dit un économiste, « la fraude fiscale est devenue un sport national parmi les plus aisés ».

M. Hayden a promis une réduction des impôts, le gel du prix du carburant, une meilleure couverture sociale et, ce que les Australiens souhaitent avant tout, une stabilité et un consensus mis à mal parce qu'ils considéraient comme l'exercice trop personnalisé et autoritaire du pouvoir. Enfin, il a proposé une taxe sur les ressources nationales destinée à éliminer les profits des monopoles étrangers qui exploitent les riches gisements de minerais du pays.

Personnage longtemps tenu pour fatal, « ennuyeux et doctoral », M. Hayden s'est révélé à la fois sérieux et agressif. Qui plus est, il est à la tête de ce que l'on appelle ici une « troika » où l'on trouve l'homme politique le plus populaire du pays, l'ancien président des syndicats, M. Bob Hawke, et le premier ministre de l'Etat des Nouvelles-Galles-du-Sud, M. Neville Wran. Face à lui, la coalition au pouvoir s'est vue forcée de retirer de sa propagande télévisée les références au premier ministre, impopulaire même parmi ses propres amis, et d'abandonner son slogan fondé sur la nécessité d'avoir un bon leader.

Les sondages, importants dans un pays où le vote est obligatoire, ont, à la surprise générale, donné, dès le début de la campagne, une bonne avance aux travaillistes, qui a été en augmentant jusqu'à la fin de la semaine dernière. Ils accordaient, pour la plupart, une majorité de plus de 51,5 % au Labor. Cette avance n'est un peu tassée ces derniers jours, et le résultat sera sans doute très serré.

Il est, par ailleurs, probable qu'au Sénat la coalition perdra la majorité, le petit parti démocrate, peu favorable à M. Fraser, devenant l'arbitre. Il semble, d'ores et déjà, que nombre de sièges marginaux basculeront en faveur des travaillistes, ainsi que l'indiquent également des sondages effectués au Victoria par les libéraux eux-mêmes. « Il y aura des pertes », nous a déclaré, pour sa part, M. Anthony, vice-premier ministre, ministre des ressources naturelles et du commerce, à présent du parti national agrarien.

Le Labor, nous ont dit deux de ses dirigeants, a axé sa campagne sur une étude scientifique de l'opinion publique. Considérant qu'environ 40 % des électeurs voteront de toute façon pour eux, et autant pour la coalition au pouvoir, il a tenté de définir quels étaient les électeurs flottants et leurs préoccupations, et concentré tout son travail sur eux.

En raison de la complexité du mode de scrutin australien, où chaque électeur doit à la fois voter pour son candidat et indiquer, par un système de préférences, son second choix en classant numériquement tous les autres candidats, il faudra attendre le lendemain du vote pour connaître la composition de la Chambre. Celle du Sénat pourrait se faire attendre une semaine, si le score est, comme tout le monde le prévoit, serré. De toute manière, des changements de politique majeure ne sont guère prévisibles. Le Labor — pour rassurer — s'étant rapproché, autant que faire se peut, des libéraux. Tout dépendra de quelques milliers d'électeurs flottants, partagés entre la peur du changement et la déception envers un gouvernement qui n'a pas su, en cinq ans, prouver qu'il s'intéressait sincèrement à leur sort.

PATRICE DE BEER.

NUMÉRO UN DU TAPIS D'ORIENT

## Atighetchi

### TAPIS D'ORIENT

Jusqu'à fin octobre, consent une remise de caisse de

# 20%

aux particuliers

Tapis anciens ou contemporains : persans, caucasiens, alghars, turcs, persanais, etc.

dans ses entrepôts

4, RUE DE PENTHIEVE - 8<sup>e</sup>

métro : Miromesnil

265.90.43 +

## Espagne

• M. JUAN JORGE GARCIA VALLÉS, maire de la localité de Sobrado, dans la province de Leon, à 350 km au nord de Madrid, a été assassiné, mercredi soir 15 octobre, par deux inconnus, annonce-t-on de source policière. Le maire se trouvait dans un bar, dont il est propriétaire, lorsqu'il a été tué par les deux individus, qui ont pris la fuite à bord d'une voiture. On ignore, jusqu'à

présent, les motifs de cet attentat, qui n'a pas été revendiqué. — (A.F.P.)

## Etats-Unis

• HOUSTON DEVRA PAYER DES DOMMAGES ET INTERETS. — La ville de Houston (Texas) a été condamnée, mercredi 15 octobre, par une juridiction civile à payer 200 000 dollars de dommages et intérêts à M. Webster, père d'un jeune homme de dix-sept ans, tué en février 1979 par un policier. C'est la première fois qu'une municipalité est tenue civilement responsable d'un cas de brutalité policière. Le jeune homme avait été arrêté en camionnette et avait été pris en chasse par la police. Les policiers avaient d'abord affirmé qu'ils avaient riposté à des coups de feu, mais l'enquête a fait apparaître que le jeune homme n'était pas armé. Le policier homicide a été condamné, pour sa part, à 1 million de dollars de dommages et intérêts, et un de ses collègues, qui avait tenté de convaincre les jurés que le jeune homme n'était pas armé, à 200 000 dollars. (U.P.I.)

## Haïti

• ARRESTATION DU DIRIGEANT DE LA DEMOCRATIE CHRÉTIENNE. — Le président du parti démocrate chrétien de Haïti, M. Silvio Claude, a été arrêté, le 14 octobre, à Port-au-Prince, apprend-on à Paris de source

haïtienne. Le journal qu'il dirige, la Conviction, a été retiré des kiosques par la police. Peu auparavant, une autre de ses publications avait été interdite. D'autres militants démocrates — chrétiens — auraient été arrêtés par la police du régime duvaliériste. M. Claude a déjà été détenu à plusieurs reprises par le passé.

## Nicaragua

• DU REV. A LA REALITE. — Une plaquette réalisée par les comités français de solidarité avec le Nicaragua vient d'être publiée à Paris. Présentation historique du pays jusqu'à la chute d'Anastasio Somoza ; analyse de la « stratégie de la reconstruction », et notamment de la mise en place du « pouvoir populaire » sandiniste ; évaluation des premières réformes dans les domaines de l'économie, de l'enseignement, de la santé ; tels sont les principaux thèmes abordés.

\* 128 pages, 30 p. illustrées dans les bibliothèques de la rue de la Harpe, 25, rue Monsieur-le-Prince ; 72, rue du

Seigneur.

Vous y trouverez également

L'APARTEMENT

qui vous recherchera

مكتبة الأمل







**M. Barre :** « Je n'utiliserai jamais la dévaluation du franc comme un moyen de stimulation de notre économie »

## هكذا من الأهل



## PRÉSIDENTIELLE

**M. CAILLAVET CONDAMNE L'ACTUEL « RÉGIME DE CONSULAT » MAIS NE QUITTERA PAS L'ASSEMBLÉE DE STRASBOURG**

M. Henri Caillavet, sénateur (non-inscrit) du Lot-et-Garonne, membre du groupe libéral à l'Assemblée des Communautés européennes, avait annoncé au début du mois (le Monde du 8 octobre) qu'il voterait dès le premier tour de l'élection présidentielle pour le candidat socialiste. A Strasbourg, M. Caillavet a précisé, mercredi 15 octobre, que sa démarche sur le plan national ne démentait pas en cause son appartenance au groupe libéral de l'Assemblée des Nations, « si mes collègues français n'y acceptent toujours », a-t-il ajouté.

M. Caillavet a souligné qu'il avait été élu sur une liste U.F.E. (U.D.P.) après avoir eu, en 1974, plusieurs entretiens avec le chef de l'Etat, « qui souhaitait le voir revenir à l'Europe. (...) C'était donné-donné. Je gardais ma liberté et Giscard m'avait une liste. Je représente une région qui lui est hostile, mais

je suis franc-maçon, et mes prises de position sur des problèmes de société ont apporté à la liste U.F.E. des centaines de milliers de voix ».

Le sénateur du Lot-et-Garonne répondait notamment à M. Michel Pinton, député général du parti républicain, qui avait dit à France-Inter lors de l'émission « Face au public » le même jour : « Je crois que s'il voulait aller jusqu'au bout de sa démarche, il serait honnête qu'il démissionne du mandat qu'il a obtenu grâce à nous ».

M. Caillavet, donnant les raisons de son retour à l'opposition, a souligné qu'il condamnait l'actuel « régime de consulat » ainsi que les « erreurs commises en Centrafrique et en Guinée », de même que la politique française vis-à-vis d'Israël et les « alarmeries » de notre diplomatie dans l'affaire afghane.

### L'Assemblée nationale pourrait demander la suspension des poursuites judiciaires engagées contre sept députés socialistes

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déposé mercredi 15 octobre une proposition de résolution demandant la suspension, jusqu'à la fin de la session parlementaire d'automne (30 décembre), des poursuites judiciaires engagées contre sept députés de son groupe. Cinq d'entre eux — MM. Raoul Bayou (Hérault), Laurent Fabius (Seine-Maritime), Pierre Guédon (Aude), Gilbert Sémès (Hérault) et François Mitterrand — sont poursuivis à la suite d'émissions piratées réalisées par Radio-Riposte. Deux autres le sont à propos de manifestations à caractère social : MM. Claude Evin (Loire-Atlantique) et Pierre Jasporet (Côte-d'Or).

Cette décision a été annoncée à l'issue d'une réunion impromptue de la conférence des présidents de groupe de l'Assemblée qui s'est tenue en présence de M. Jean Foyer, président de la commission des lois, devant être rapidement suivie d'effet, puisque la proposition de résolution socialiste est assurée d'obtenir l'appui de tous les groupes de l'Assemblée (1).

Le vote de l'Assemblée nationale ne pourra pas être organisé avant mardi 21 octobre, date à laquelle trois députés socialistes, MM. Bayou, Guédon et Sémès, sont convoqués par un juge d'instruction de Toulouse à la suite d'une émission de Radio-Riposte diffusée depuis le 30 juillet 1979 et qui leur a valu d'être inculpés de « complicité de diffusion illégale » d'émission radiophonique (le Monde du 16 octobre).

M. Jacques Chaban-Delmas a fait savoir à M. Defferre qu'il préviendrait la chancellerie qu'une procédure parlementaire en cours aboutirait, dans de brefs délais, à un vote positif de l'Assemblée sur la suspension des poursuites judiciaires engagées. La chancellerie pourrait alors intervenir auprès du parquet qui suggérerait au juge d'instruction de Toulouse de

retarder la convocation des trois députés socialistes au moins jusqu'à la date de clôture de la session parlementaire d'automne (30 décembre).

Si d'ici à la fin de la semaine, le juge d'instruction annonce une telle décision, les députés socialistes annuleront la manifestation qu'ils avaient prévu d'organiser le 11 octobre devant le palais de justice de Toulouse.

La conférence des présidents de groupe a, d'autre part, décidé de charger M. Jean Foyer, président de la commission des lois, de proposer une modification de l'article 80 du règlement de l'Assemblée nationale, du moins dans sa partie qui concerne la suspension des poursuites engagées contre un député.

M. Foyer envisage de préparer un nouveau texte selon lequel l'Assemblée nationale, lorsqu'elle décide une suspension de poursuites, devra préciser si cette suspension sera valable seulement pour la durée de la session en cours ou pour la durée du mandat du parlementaire concerné. Adopté par l'Assemblée nationale, ce nouveau règlement serait soumis au Conseil constitutionnel qui jugerait de sa conformité avec la Constitution.

(1) Selon l'article 80 du règlement de l'Assemblée nationale, les demandes de suspension de poursuites sont d'abord soumises à une commission ad hoc de quinze membres qui doit entendre la ou les députés intéressés, ainsi que l'auteur ou le premier signataire de la proposition de résolution. Si le rapport de cette commission n'a pas été distribué dans un délai, la demande peut être inscrite d'office par la conférence des présidents à l'ordre du jour de la séance la plus proche consacrée aux questions au gouvernement. L'Assemblée statue alors sur le fond après un débat auquel peuvent seuls prendre part le rapporteur de la commission, le gouvernement, le député intéressé ou un membre de l'Assemblée le représentant, un orateur pour et un orateur contre.

## « Dialogue républicain » ou « discipline républicaine » ?

(Suite de la première page.)

### Le dialogue républicain

Rien ne sert de s'étonner de l'agitation que provoque dans le monde politique une simple renouveau, comme toute normale, entre un président de la République et un maire même socialiste. C'est ainsi : l'habitude, en ce domaine, n'est pas prise. On remarquera toutefois que, si la classe politique s'émotionne, les citoyens eux, ne se déplacent guère. En la possibilité qu'ils ont de regarder, le soir, la télévision n'explique pas totalement leur absence sur les lieux de la rencontre. Forte est aussi de constater que, jusqu'à présent, ledit dialogue ne s'est traduit par aucun abandon du côté socialiste. Quelques membres du P.S. pouraient en effet faire reproche à M. Mauroy, maître de Lille, ou à M. Fabius, maître d'Arras, de la manière dont ils ont discuté avec M. Giscard d'Estaing ? Les échanges ont été courts mais rudes, même si les télespectateurs n'en ont rien su ; les élus du Nord n'ont pas démenti.

Personne, jusqu'à présent, ne s'en est déchanté, et il serait faux d'affirmer que, sous couvert de « dialogue républicain », quelque chose a commencé à bouger du côté des socialistes. La manière dont M. Jospin répondait mardi sur ce point au micro d'Europe 1 traduit, pour le moins, une absence de trouble et une ferme détermination : peut-être un jour, telle ou telle personnalité socialiste sera-t-elle tentée par un « républicanisme », mais le problème pour les socialistes « est de construire une autre maison » (le Monde du 15 octobre). Dans ces conditions, le « rejoignez-nous » lancé mercredi par M. Michel Pinton peut paraître un peu rudimentaire.

Quant à M. Giscard d'Estaing, il peut bien considérer que ce n'est pas un résultat tangible le fait que ce type de rencontres soit tout simplement banalisé, « normalisé ».

### La discipline républicaine

Que reste-t-il des espoirs de la gauche, que reste-t-il de la représentation parlementaire de l'opposition le jour où la discipline républicaine ne joue plus ? Bien peu de chose sans doute. Mais, jusqu'à présent, elle a joué et ce n'est pas la première fois que les communistes la déclarent obsoleète (le Monde du 15 octobre). En outre, ce n'est pas parce que le P.C. ne se prononce pas, aujourd'hui, sur la question du second tour de l'élection présidentielle qu'il refusera nécessairement de donner des consignes en faveur du candidat socialiste, le moment venu.

On peut fort bien considérer que son intérêt est actuellement de laisser penser qu'il adoptera

entre les deux tours une attitude du type « blanc bonnet - bonnet blanc ». Cela, afin d'apparaître comme le seul véritable parti d'opposition avant le premier tour et d'attirer à lui la plus grande part de l'électorat hostile au chef de l'Etat, notamment celui que le P.S. a rassemblé grâce à sa stratégie d'union. Mais un tel choix n'implique pas obligatoirement que les communistes prennent le risque considérable de ne pas faire voter à gauche au deuxième tour d'une élection présidentielle. L'enjeu est, dans ce cas, tout autre que pour des élections sénatoriales par exemple, et la maîtrise de l'électorat est bien moindre. En outre, on ne fait peut-être pas si facilement admettre la modification d'une stratégie si souvent mise en œuvre. Enfin, les scrutins partiels montrent qu'un comportement électoral ne s'infiltre pas du jour au lendemain.

### La minceur des chances de la gauche

Cela paraît certain : au P.S. comme au P.C., on ne se bat plus pour gagner. Affaire de lucidité. Sans l'espoir unitaire, la gauche n'est rien. Il ne découle pas moins de ce qui précède — difficulté de modifier des comportements collectifs, stabilité de l'électorat, — qu'on ne peut interdire à un candidat de croire à un sursaut de l'union, à une dynamique créée, soit par une campagne bien menée, soit par une adéquation personnelle à la situation ; ou encore, favorisée par des erreurs de l'adversaire. La décision se joue sur une si faible marge entre les deux blocs ! Après tout, qui aurait cru, en 1974, que M. Chaban-Delmas serait un si mauvais candidat et que M. Giscard d'Estaing aurait un tel impact « populaire » ?

### Les « convergences » P.S. - R.P.R.

Qu'il y ait des appels du pied du R.P.R. vers le P.S. est l'évidence. Il semble même que ce soit parfois réciproque. MM. Mitterrand et Chirac nient tous deux avoir dîné ensemble chez M. de Lipkowsky à la fin de l'été, mais la rumeur persiste. Lundi encore, devant le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise de Paris, M. Jacques Chirac jugeait « positives » certaines évolutions des socialistes sur des sujets tels que planification, défense, indépendance nationale. M. Mitterrand, de son côté, revendique le droit pour l'opposition d'exploiter les contradictions de la majorité comme la majorité exploite les contradictions de l'opposition.

Mais on ne peut, en aucune manière, pousser l'interprétation au-delà. Le premier secrétaire du P.S. dit en substance : pourquoi les gaullistes ne feraient-ils pas un pas vers nous ? En fait, le

leader socialiste ne semble pas considérer le problème autrement qu'en termes — du moins dans un premier temps — d'apport de voix gaullistes au candidat socialiste dans le cadre de la campagne présidentielle ; apport permettant, éventuellement, de compenser un mauvais report communiste.

Aller plus loin serait suicidaire pour le P.S. Une alliance avec telle ou telle fraction de la majorité impliquerait un changement de loi électorale, un retour à la représentation proportionnelle ; faute de quoi, les socialistes, privés des voix communistes au second tour, seraient défaits aux élections législatives.

### L'après 1981

Toutes ces considérations peuvent fort bien conduire à une avalanche de spéculations sur ce qui se passera après l'élection présidentielle si M. Giscard d'Estaing est reconduit. Il est certain que toute une série d'éléments prévisibles aujourd'hui peuvent provoquer l'imprévisible : la lassitude de certains socialistes après une nouvelle déception, la persistance du P.C. dans une attitude de fermeture et de refus d'alliance électorale, le mécontentement du R.P.R. des initiatives du président réélu. Autant de variables.

On ne peut guère aller au-delà de quelques prévisions logiques et modestes : M. Giscard d'Estaing réélu ne dissoudrait pas forcément l'Assemblée nationale (cf. l'interview de M. Chirac dans ces colonnes le 8 octobre), mais il proposerait fort vraisemblablement au Parlement un train de projets de loi qui condui-

raient soit à des reclassements au sein de la majorité, soit à une rupture et à de nouvelles élections. Il est d'ailleurs plausible de considérer que cette attitude serait vraisemblablement celle qu'adopterait M. Michel Rocard s'il était élu : c'est l'attitude normale pour tout président ne disposant pas de « sa » majorité parlementaire : essayer de « faire avec », en ne gaspillant pas l'arme de la dissolution.

Au-delà, c'est le domaine des seules hypothèses. Il reste toutefois que l'on touche là à une constatation inéluctable : alors que depuis des années on se bornait à prendre acte de l'impossibilité d'échapper à la bipolarisation fondée sur ses deux piliers institutionnels (le scrutin majoritaire pour l'élection des députés et le scrutin universel pour l'élection du président), on vient à s'interroger aujourd'hui sur l'éventualité d'une sorte de révoite des comportements. Comme si, après vingt-deux ans de pratique, les partis et les individus tentaient d'échapper à la coercition institutionnelle : les alliances rendues nécessaires par la loi électorale se fragilisent alors même que la loi n'a pas été changée. La bipolarisation elle-même ne paraît plus une fatalité. Tout se passe comme si les fissures que l'on discerne dans chacun des deux blocs traduisaient une amorce de déstabilisation du système. Peut-être est-ce ce que explique l'obstination du chef de l'Etat à rechercher le dialogue, cette recherche lui offrant alors, sous le couvert de l'entente, la possibilité d'entretenir l'illusion sur la profondeur de ses propres intentions réformatrices.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

### M. PINTON AUX SOCIALISTES : « REJOIGNEZ-NOUS ! »

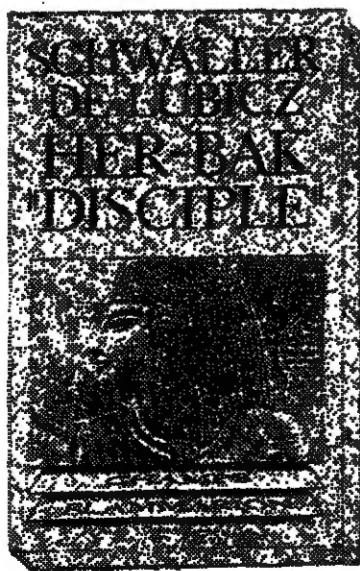
M. Michel Pinton, député général de l'U.D.F., a évoqué, mercredi 15 octobre, au micro de France-Inter, les rapports des socialistes avec la majorité. Il a notamment déclaré : « Ce que je regrette pour le parti socialiste c'est qu'il ne tire pas les leçons du passé. En ce qui concerne les institutions, il n'a fait que rejoindre, tardivement, le choix des Français. En ce qui concerne le grand débat économique et social sur la manière de conduire la France dans la crise, je crains qu'il ne fasse la même chose. Ce qui signifierait, une fois de plus, que le parti socialiste raterait le train de l'histoire ».

M. Pinton a ajouté : « Ce que nous voudrions faire avec les socialistes, qu'il faut faire avec eux, c'est la chose suivante. Il faut leur dire : nous avons un projet de société qui est approuvé par les Français. Nous avons maintenant ouvert la brèche. Cette brèche, venez avec nous pour l'élargir encore et rejoignez-nous pour construire cette France que nous voulons faire au-delà de la crise actuelle ».

### LE M. R. G. AFFIRME QUE M. CRÉPEAU EST LE CANDIDAT DE TOUS LES RADICAUX

Le bureau politique du M.R.G., réuni mercredi 15 octobre à Paris, a analysé les débats du récent congrès du parti radical (le Monde du 14 octobre) et publié la déclaration suivante : « La contradiction est évidente entre les intentions attaquées portées par M. Bariani contre la politique réactionnaire du président de la République et la décision de le soutenir à nouveau. Or, par tradition et par nature, le radicalisme ne peut se reconnaître que dans la gauche : M. Robert Fabre s'étant placé en dehors du combat politique et le parti radical valant bien ne présentant aucun candidat contre le représentant de la droite, il apparaît aujourd'hui clairement que le seul candidat de l'ensemble des radicaux est Michel Crépeau ».

**Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.**



Le Maître d'Her-Bak est la Sagesse traditionnelle de l'ancienne Égypte : il répond aux questions du disciple en leur donnant la solution conforme au témoignage légué par cette Sagesse en son langage architectural, sculptural et hiéroglyphique.

CHAMPS/FLAMMARION

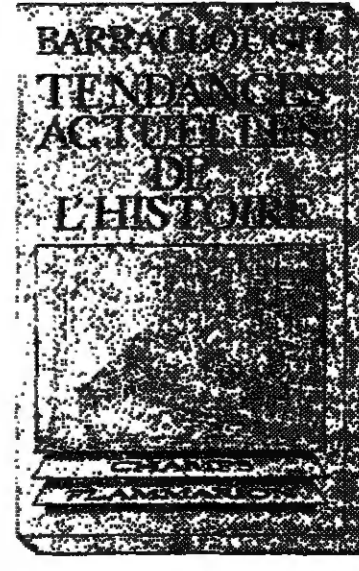
**Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.**



Le pays que Richelieu a pris en main en 1624 risquait de devenir un Etat vassal. Être ou ne pas être : il s'agissait de cela pour la France. Louis XIII et Richelieu ont choisi l'existence.

CHAMPS/FLAMMARION

**Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.**



La deuxième guerre mondiale a marqué le début d'une époque nouvelle, tant pour la conception que l'on se fait de la nature et du rôle de l'histoire, que pour l'attitude des historiens à l'égard de leur discipline. L'étude de G. Barraclough porte sur les tendances actuelles dans ce domaine et traite surtout de l'évolution que l'on peut y déceler depuis 1945.

CHAMPS/FLAMMARION



Le Monde

# Société

A MONTPELLIER

## Des commerçants s'organisent en groupe d'autodéfense

De notre correspondant

Montpellier. — Les commerçants des deux marchés du centre de Montpellier ont décidé, mardi 14 octobre, de se constituer en groupe d'autodéfense. Ils ont élu Jean-Jaures et les Hautes Castillanes se plaignent d'une recrudescence des vols à l'arraché autour de leurs

éventails et dont les victimes sont le plus souvent, des personnes âgées.

Sous l'impulsion du CID-UNATI et du Syndicat des commerçants des halles et marchés, ils viennent de créer un groupe d'autodéfense destiné à intervenir sur le champ. Pour les dirigeants de ces deux organisations, MM. Jean-Pierre Fuchet et Alain Vartier, ainsi que pour M. Félix Mattel, responsable du Syndicat des fruits et légumes du CID-UNATI, il ne s'agit pas d'aller à l'encontre de la police, mais de pallier ses insuffisances.

« Nous n'avons rien, disent-ils, contre les policiers. Nous constatons qu'ils ne sont pas assez nombreux pour remplir leur mission face à des voleurs de plus en plus menaçants. Nous avons pu noter la présence d'une vingtaine de Nord-Africains qui opèrent par groupes de deux. Nous n'avons pris la décision d'intervenir directement qu'après de nombreuses démarches auprès du commissariat central qui a réagi favorablement. Il nous a délégué quelques agents supplémentaires. Mais lorsque les voleurs sont pris ils sont le plus souvent remis en liberté quarante-huit heures après ».

Les commerçants ont donc réuni une dizaine de volontaires qui doivent assurer, par roulement, la surveillance des marchés. Leur présence a été effective mercredi matin. Ils sont munis d'un brassard rouge. Il n'y a pas eu d'incidents.

« Nous savons, disent encore les responsables de cette initiative, que notre organisation est illégale, mais nous ne pouvons faire autrement. Notre intention est d'arrêter les voleurs et de les remettre à la police, mais si, une nouvelle fois, nous devons les retrouver quarante-huit heures plus tard, nous utiliserons des moyens plus radicaux ».

Ces moyens pourraient aller jusqu'à des « corrections corporelles ». Les services de police, bien entendu, s'y opposent.

ROGER BÉCIAUX.

## M. CHRISTIAN BONNET ET LES SYNDICATS DE POLICIERS AUX OBSEQUES DU GARDIEN DE LA PAIX TUÉ A SAINT-OVEN

Les obsèques de Jean-Claude Gattingt, le gardien de la paix tué, mardi 14 octobre à Saint-Oven, au cours d'un contrôle d'identité, par un détenu prisonnier, auront lieu vendredi 17 octobre, à 10 heures, sur le forum de la préfecture de Seine-Saint-Denis à Bobigny. M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, sera présent.

La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) et le Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.) appellent leurs adhérents qui ne seront pas en service à assister « dans le calme et la dignité » aux obsèques de Jean-Claude Gattingt « à l'assassinat ».

Interrogé, mercredi 15 octobre, à l'Assemblée nationale, par M. Pierre-Alexandre Bourson (U.D.F., Yvelines), sur la mort de M. Gattingt, le ministre a souligné « que le Parlement se prononce bientôt sur le projet de loi qui permettrait d'accélérer les procédures judiciaires ».

Pour leur part, le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France déclarent : « Si l'on en croit la presse (...), c'est au cours d'une vérification d'identité des consommateurs d'un bar que le drame s'est produit. Le S.M. et le S.A.P. rappellent que la loi Feytaud qui légaliserait ces opérations de routine n'a pas encore été votée. Ils notent, en outre, que les chefs de la police qui déclarent ces opérations portent non seulement atteinte aux libertés publiques en violant la loi, mais font également courir de grands risques à des gardiens de la paix peu préparés à arrêter de dangereux malfaiteurs ».

Par décret du premier ministre, publié au Journal officiel, du 16 octobre, Jean-Claude Gattingt est cité à l'ordre de la Nation.

## LES SUITES DE L'ATTENTAT

### Des portraits-robots d'un suspect sont officiellement diffusés

M. Henri Dantanville, procureur général auprès de la cour de sûreté de l'Etat, chargé de diriger l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic, a demandé, mercredi 15 octobre, la diffusion sur tout le territoire national des portraits-robots du suspect recherché depuis samedi 4 octobre par les enquêteurs de la brigade criminelle. Il s'agit d'un homme de type méditerranéen, qui aurait séjourné dans la nuit du 22 au 23 septembre à l'hôtel Celtic, rue Balzac et aurait acheté, le lendemain, dans un garage de l'avenue de la Grande-Armée, un cyclomoteur de marque Suzuki et de type 125 payé « cash », mille dollars alors que le véhicule vieux de trois ans ne vaut que deux mille francs à l'argus. Cet homme

aurait, au moment de l'achat, présenté un passeport chypriote au nom d'Alexander Ponsdryu. Cet homme aurait aussi loué, sous le nom de Joseph Mathias, au moyen d'un autre faux passeport chypriote, une automobile G.S. jaune, immatriculée 287 CMM 75, retrouvée, dimanche 12 octobre, dans le parking de l'avenue Foch, non loin de la rue Copernic.

Sur les deux portraits-robots dessinés à partir d'une douzaine de témoignages, dont ceux du vendeur du garage de l'avenue de la Grande-Armée, des employés de l'hôtel Celtic et de l'employé du garage où la G.S. a été louée, le suspect porte des moustaches assez fines, des cheveux bruns et, dans l'un des deux portraits, de petites lunettes

carrées. La bouche au menton aisément repérable signalée à plusieurs reprises dans les premiers témoignages divulgués n'apparaît plus sur les portraits diffusés. L'homme aurait entre vingt-cinq et trente ans et serait plutôt petit, 1,65 m à 1,87 m.

Selon M. Henri Dantanville, cette piste chypriote ne doit pas être la seule privilégiée. Néanmoins, on laisse entendre de sources policières que les investigations dans les milieux d'extrême droite sont instructives, et que la filière arabe paraît plus « prometteuse ».

Déjà, M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale, contre le racisme et l'antisémitisme, avait accusé le colonel Kadhaifi, chef de l'Etat libyen, d'avoir financé les récents attentats de Bologne de Munich et de Paris (Le Monde du 8 octobre). L'hebdomadaire Tribune, hebdomadaire des accusations (nos dernières éditions), estimant que les services secrets français étaient persuadés que le colonel Kadhaifi est l'« instigateur direct » de l'attentat.

### DIX-HUIT POLICIERS ONT ÉTÉ INTERROGÉS SUR LEURS LIENS AVEC L'EXTRÊME DROITE

Ainsi que M. Christian Bonnet l'avait annoncé, mardi 14 octobre, au Sénat, les responsables de l'I.G.P.N. (Inspection générale de la police nationale) ont entendu, mardi et mercredi, les dix-huit policiers dont les noms ont été retrouvés parmi les documents saisis aux sièges de certaines organisations d'extrême droite, notamment l'ex-F.E.R. et l'Union nationale européenne (F.A.N.E.) et le Mouvement national révolutionnaire (M.N.R.). Ces policiers de tous grades — dont une majorité de gardiens de la paix — ont été invités à préciser quels étaient leurs liens avec ces groupuscules, et le cas échéant, leurs activités. Trois autres, des inspecteurs, dont il est avéré qu'ils avaient été « infiltrés » sur ordre dans ces mouvements, ont été immédiatement mis hors de cause.

Ce jeudi matin, au ministère de l'Intérieur, on se refusait à commenter cette procédure. On annonçait seulement la publication dans la soirée d'un communiqué. On croit savoir que ces investigations auraient prouvé que tous les policiers interrogés n'étaient pas adhérents de ces mouvements.

### M. Deltorn contre la « chasse aux sorcières »

De son côté, M. José Deltorn, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil, dont les déclarations sur la présence de policiers à la F.A.N.E. ont été à l'origine de cette procédure, nous a déclaré qu'il était hors de question, pour lui, de livrer à une « chasse aux sorcières ». Il considère que des poursuites disciplinaires ne devraient être engagées contre ces policiers que s'il était avéré qu'ils avaient eu des activités délictueuses (reconstitution d'organisation dissoute, attentats, appels à la haine raciale). Pour M. Deltorn, le seul fait pour un policier d'avoir appartenu à la F.A.N.E. lorsque celle-ci n'était pas interdite ne relève pas d'une question disciplinaire. Il estime qu'il y aurait plutôt un « problème d'affectation » l'autorité administrative devant veiller à ce que « leur idéologie ne se retrouve pas dans leur comportement professionnel et qu'ils ne soient pas chargés d'enquêtes à propos de faits ayant des rapports avec les groupements dont ils pourraient faire partie ».

M. Michel Aurillac (R.P.R., Indre) a été nommé mercredi 15 octobre rapporteur des propositions de résolution (une communiste, deux socialistes) sur les activités des groupes d'extrême droite et les liens que certains policiers entretiennent avec eux.

Un attentat à l'explosif, commis ce jeudi 16 octobre, à 4 h. 30 du matin devant le 6, rue Bisson à Paris (20<sup>e</sup>), où se trouve un café-épicerie dont le propriétaire est d'origine maghrébine, a endommagé quatre voitures et brisé deux vitrines du magasin. Cet attentat n'a pas été revendiqué. Le propriétaire nous a indiqué qu'il n'a jamais reçu de menaces.

### Un anniversaire au Palace

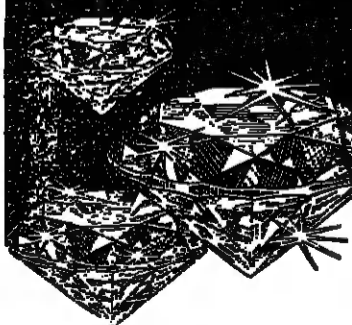
#### LE « LOOK ACTUEL »

Plus high tech que baby cool (ils ont changé), les journalistes d'Actuel avaient invité, mardi 14 octobre à Paris, quelques élus à fêter le premier anniversaire de leur mensuel deuxième numéro. Le bistrol précisait : « Actuel serait heureux de vous accueillir à sa nuit rose et bleu pâle, tendre et parfumée. Soyez réveurs, laissez-vous aller. » Cela se passait au Palace. L'invitation recommandait de se vêtir de rose ou bleu, ce à quoi les dames s'étaient prêtées de meilleure grâce que les messieurs. Jean-François Bizot, le maître de maison, avait agréablement une veste claire d'une pochette en bon rose. En dehors de quelques jeunes gens vêtus de strass et de paillettes, qui s'étaient trompés de jour, le public était plutôt bon chic bon genre.

« Les temps changent », chantait Dylan. Le monde aussi, disait Actuel à sa manière. On a vu défiler sur un écran géant quelques numéros du magazine première formule, pages jaunes et vertes feuilleter comme les années qui passent. Le look Actuel a changé. Le hippy hirsute, qui faisait la route vers Katmandou, a jeté l'ancre du côté des Halles. Il a ouvert un compte en banque, et écoute Pink Floyd. Le costume, de bonne coupe, garde ce rien d'excentrique qui le distingue des autres. Il a oublié Goa et préfère le Lubéron. Si la chance lui a souri, il est cadre dans la pub ou dans l'édition. Il a perdu ses illusions, mais n'a pas perdu pied. C'est un cru de 1988, mais il a bien vieilli. Il lit Actuel deuxième manière.

Des vieux standards du rock'n roll le font encore danser, mais lorsque, comme mardi soir au Palace, un groupe à la musique astrale monte sur scène, il reste de glace. Woodstock est loin. Les temps changent. — B.L.G.

### Votre Capital-Diamant en toute sécurité.



Pour que votre Diamant devienne une Valeur-Refuge Universelle, entourez-vous des garanties que seule une organisation puissante et spécialisée peut vous offrir.

A l'Union de Diamantaires, premier groupement français d'investissement-Diamant, vous constituerez votre Capital-Diamant en toute sécurité.

Renseignez-vous aujourd'hui-même à l'Union de Diamantaires, Groupement d'intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23.09.1967.

17 rue St-Florentin à Paris 75008, Tél. (1) 260.36.32 (24 lignes groupées).

« partie à détacher et à nous retourner »  
Pour obtenir une information gratuite et sans engagement de votre part, retournez simplement ce bon à :  
Centre d'information  
UNION DE DIAMANTAIRES  
Groupement d'intérêt économique  
régé par l'Ordonnance du 23-09-1967

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ MO111  
17, rue St-Florentin - 75008 Paris  
(angle rue Saint-Honoré)

Concorde ou Madeleine  
Accueil du lundi au vendredi de 10 h à 19 h  
et le samedi de 10 h à 17 h

Centres d'information : Paris, Gonesse, Nanterre, Ivry, Ligne, Marolles, Boulogne, Strasbourg, Toulon, Roubaix, Lille, Rouen, Toulouse, Reims.

## LE STYLE GALERIES, LA LAINE WOOLMARK.

veste droite  
2 boutons  
poches plaquées  
pure laine  
Woolmark  
885F

Costume  
veste droite  
2 boutons  
poches plaquées  
pure laine  
Woolmark  
885F

**Galleries Lafayette**

COMPAGNIE BRITANNIQUE meubles en pin, 8, rue Lacépède 75005 Paris

مكتبة الناصر



## DE LA RUE COPERNIC

### Propos

#### antisémite

Jean-Yves Pellay, vingt-neuf ans, sur son lit d'hôpital, le regard clair, algu, le cheveu noir et dru. Son bras, quatre tatouages, est enroulé sur la Légion étrangère où son fils, petit-fils de militaires, a dix-sept ans, a passé ses années de politisme, qui a considérablement augmenté son volume, témoigne de l'agression qu'a subi le service d'ordre de l'armée. Quatre inconnus, dit-il, l'ont immobilisé le mardi 10 octobre, qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui, à Boulogne-Billancourt, où il est inculpé plusieurs fois d'un liquide huileux, indéterminé (le 10 octobre). « C'est juif, affirme-t-il, je parlais l'hébreu ».

Lui-même a appris l'hébreu. Il a été en Israël : « C'était un ennemi, dit-il, mais j'ai vu que c'était la même langue ». L'ennemi, lui aussi, avait des tatouages : le sachant spécialiste de la close-combat, il est venu à l'hôpital et il est venu à l'hôpital et il est venu à l'hôpital pour la garde du corps personnel de M. Charles Bousquet, en méditerranée, où il est « agent de sécurité rapprochée ». « J'espère, dit-il, que la police va prendre mon mot, sinon, je me plains. » Un croit.

Il s'affirme, depuis toujours, pas antisémite : « Il y a eu beaucoup de juifs dans la loge, un pays juif », il ajoute : « Un juif me dit qu'il est Français », répond : « Apéritif, international, peut-être, français non, mais qu'il ne s'intègre pas. » Il nue : « Ne gardent-ils pas leurs tatouages ? » Personnage qui, dans le monde, se dit « Breton Français », et réagit à l'Etat d'Israël, à la Bretagne à la « bête », et est capable de faire la future nucléaire de Plogoff. La Bretagne, si elle est celle — et il se veut celle — selon lui la France de « Bretons », Bretons, qu'il condamne dans le monde juif.

Les immigrés : « Eux, dit-il, on ne reconnaît pas leur pays et il y a des gens qui se chargent de les mettre en France. » Il se plaint, en effet, des immigrés par M. Charles Bousquet, qui avait, pour la République, de l'admiration : « Le gouvernement actuel, regrette-t-il pourtant, ne fait rien pour la France. » L'échiquier politique, le Parti des immigrés, grâce à ses amis, le Front national lui-même se « bourgeois ».

Et de revenir à son obsession : « Les juifs partout ! » Même à l'hôpital, les juifs, qui le soignent, sont juifs. Si les juifs sont auxquels, dit-il, il n'a pas participé, ne lui ont pas condamné, ils lui ont leur principe, ils lui ont leur principe, ils lui ont leur principe : « Valéry d'Estaling utilise l'extrême droite pour la complicité avec la droite, celui-ci est obligé d'intervenir contre nous ». Et d'ajouter : « Il faut voir, se méfier de la police, car elle est juive ». Les perspectives ? « On va mentir, coller ou mentir ».

Jean-Yves Pellay n'a pas été arrêté par la police, il a été interpellé pendant vingt-quatre heures pour l'attentat.

NICOLAS BEAU.

Une réaction très étonnante : l'article « Les juifs partout ! » a été lu par les policiers qui appartiennent à l'extrême droite. M. Bonnet, directeur des recherches de la FANE, en réalité, ces noms ont été trouvés dans tous les milieux de l'extrême droite, dans le même compte rendu du 10 octobre.

### UN INCIDENT AU CENTRE UNIVERSITAIRE TOLBIAC

Un incident s'est produit, mercredi 15 octobre, au centre universitaire Tolbiac, à Paris (13<sup>e</sup>). Une quinzaine d'étudiants ont été blessés par des projectiles lancés par un étudiant à profs des injures et par un autre étudiant qui portait sur la tête la « kipa » traditionnelle.

Selon Mme M. Ahrweiler, présidente de l'université de Paris-I, cela dépend le centre Tolbiac.

L'agresseur a été le jeune israélien de 21 ans, qui a brandi une arme, vraisemblablement un pistolet d'alarme, dont il a fait usage à deux reprises. Les membres du personnel et les étudiants témoins de la scène ont tenté de l'arrêter, précisent Mme Ahrweiler ; quelqu'un a essayé de désarmer l'agresseur. Il a été enserré une écharpe. Profitant de la confusion, l'auteur de l'agression a fui.

La présidence de Paris-I a décidé de porter plainte.

### L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE DEMANDE « DES MESURES DE COORDINATION POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME »

De notre correspondant

Strasbourg. — L'Assemblée européenne des députés, le 17 octobre, une résolution condamnant l'attentat de la rue Copernic. Seuls les communistes français se démarquent de cette résolution élaborée par l'ensemble des groupes politiques. Mercredi 17 octobre, le personnel de l'Assemblée européenne a observé un jour de travail de quinze minutes pour protester contre les attentats dans la C.E.E.

qu'une résolution n'est pas nécessaire : il suffirait, font-ils valoir, que les gouvernements appliquent la législation nationale pour lutter efficacement contre l'action des néo-nazis.

La résolution soumise au vote de l'Assemblée a réclamé une action énergique afin d'encourager les autorités nationales à poursuivre les auteurs d'attentats et à renforcer la coopération internationale pour lutter contre le terrorisme. Elle a également demandé aux États membres de prendre des mesures efficaces pour lutter contre le terrorisme, en particulier les risques de retour au fascisme, au racisme, à la xénophobie et à l'antisémitisme (sont cités dans la résolution les noms de la part des législateurs et des militants de la Résistance).

### LA LICRA

#### ANNULE UNE MANIFESTATION

La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) avait prévu d'organiser, le 17 octobre, à la Palais de justice à Paris, une manifestation à l'occasion du jugement qui sera rendu ce jour-là dans le procès Fredrickson. Par respect pour la justice, le comité central de la LICRA a décidé, à l'unanimité, d'annuler cette manifestation.

De son côté, le Comité représentatif des institutions juives de France (CRIF) dénonce, à l'occasion de ce procès, la faiblesse de la loi réprimant l'incitation à la haine raciale dont, selon lui, on ne peut pas se passer. Le CRIF réclame le renforcement de la législation afin de briser les menées néo-nazies.

D'autre part, les principales associations de résistants, de déportés et d'internés organisent, le 17 octobre à midi, devant la porte de la rue Copernic à Paris, 16<sup>e</sup>, une manifestation afin de protester contre les horreurs qu'ils ont vécues pendant la deuxième guerre mondiale. Parmi les associations qui participeront à cette manifestation figurent l'Association des Français libérés, l'Association nationale des anciens combattants et internés de la Résistance, la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes et la Fédération nationale des combattants antiracistes de la Résistance.

### A NEUILLY (HAUTS-DE-SEINE)

## Une tentative d'attentat chez M. Jean-Pierre Pierre-Bloch

Deux inconnus ont attaqué, à 3 h 40, ce jeudi 16 octobre, l'un des C.R.S. de faction devant l'immeuble où réside, à Neuilly (Hauts-de-Seine), M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, député (U.D.F.) du dix-huitième arrondissement de Paris. Le député a déclaré, en fin de matinée, qu'il s'agissait peut-être d'une provocation de ceux qui cherchent à faire sortir de la rue la communauté juive. Il a, d'autre part, refusé que son nom soit avant l'agression dans une fausse alerte à la haine avait eu lieu dans un immeuble voisin.

M. C.R.S. gardent l'immeuble de M. Pierre-Bloch, à h. 11, l'un d'eux s'aperçut, à travers une porte de service, le faisceau d'une lampe électrique. C'est alors qu'il se dirigea vers le grand escalier qu'il se heurta à deux individus. L'un d'eux le frappant avec une marteau ou une masse de fer enroulée et le projetant contre une porte vitrée qui vola en éclats. Le C.R.S. tira alors un coup de feu qui provoqua la fuite des deux individus. Ils n'ont pas été retrouvés.

Les enquêteurs n'écartent pas, ce jeudi 16 octobre, l'hypothèse d'une simple tentative de cambriolage. Ce n'est pas l'avis de M. Pierre-Bloch, qui affirme que l'un des individus portait un sac de plastique enveloppant une arme métallique, ce qui

accréditerait l'idée d'une tentative d'attentat. Après son évènement, le député a annoncé qu'il allait demander au ministre de l'Intérieur à bénéficier d'une « protection rapprochée ». « Si c'est nécessaire, a-t-il ajouté, je ferai ma police moi-même ».

Après l'agression de M. Charles Bousquet. — Le comité de la rue Copernic, revue « nationaliste d'action péenne », a publié un communiqué à la suite de l'agression dont a été victime la semaine dernière, à son domicile de Neuilly, M. Charles Bousquet, agression revendiquée par les brigades juives. Toute vraisemblance, ces attentats visant M. Pierre Bousquet, membre du comité central du Front national, directeur de l'« Militant », qui n'a aucun lien de parenté avec M. Charles Bousquet.

La presse s'étonne qu'aucune personnalité gouvernementale, plus que Mgr Marty ou le grand rabbin Kaplan, n'aient pu exprimer leur sympathie envers un citoyen français, âgé de quatre-vingt-quatre ans, victime d'un attentat odieux. La presse précise qu'« il est évident que n'a cautionné, ni de près ni de loin, certains groupements qualifiés de néo-nazis ».

L'Italie élégante à Paris.  
10, rue de la Paix.

ERMENEGILDO ZEGNA.



TISSUS - PARDESSUS - COSTUMES - VESTES - SPORTSWEAR - IMPERS - PULL-OVERS - CHEMISES - CRAVATES - ECHARPES - ACCESSOIRES. POUR HOMMES.















# Le Monde DES LIVRES

## Ivresse nietzschéenne et sobriété freudienne

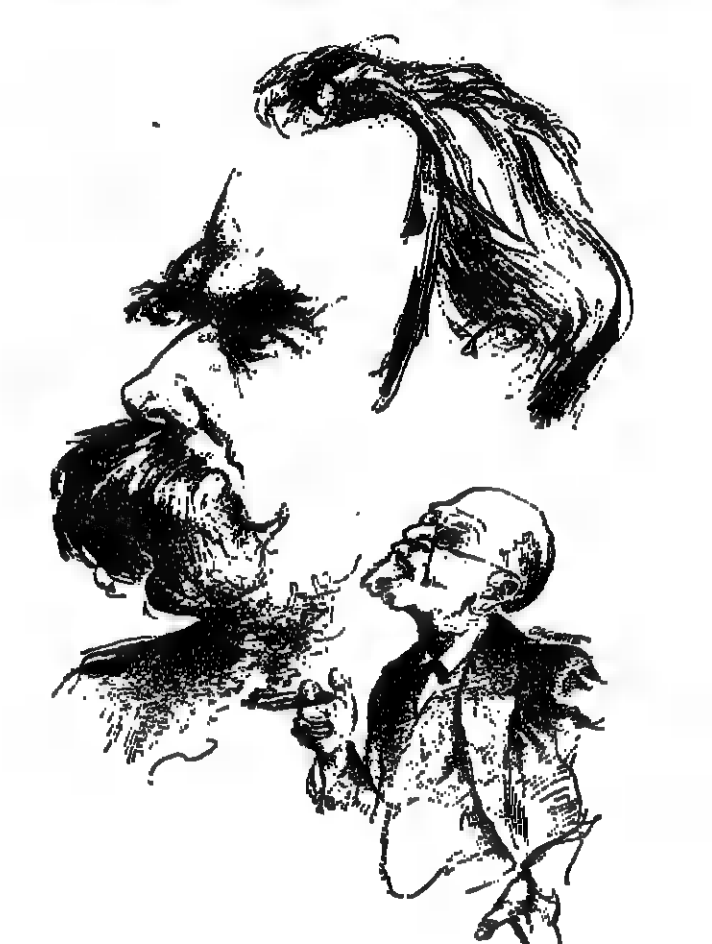
● Paul-Laurent Assoun, dans un remarquable essai philosophique, retrace la rencontre de Freud et de Nietzsche.

Nietzsche et Freud témoignaient de l'existence de dispositions opposées : le premier l'exaltait, le second la réduisait à la mesure de la vie. Nietzsche, « ascendant », affirmait que la vie est pleine, affirmative, « ascendante », et que la mort n'est que le passage à l'autre. Freud, au contraire, était un pessimisme fondé sur la constatation que la vie n'est que souffrance, et que la mort n'est que le passage à l'autre.

Paul-Laurent Assoun, qui sert de trait d'union entre les deux hommes, rapporte dans son autobiographie (1) qu'un jour il a rencontré Freud et Nietzsche. Freud lui a dit : « Nietzsche est un grand homme, mais il est mort. » Nietzsche, au contraire, a dit : « Freud est un grand homme, mais il est vivant. »

Assoun raconte cette anecdote, Paul-Laurent Assoun dit qu'il y a là une indication de la différence entre les deux hommes. Nietzsche est mort, Freud est vivant. Nietzsche est un grand homme, mais il est mort. Freud est un grand homme, mais il est vivant.

comme Aristotele, pour le matérialisme de l'Aufklärung. Les deux hommes ont une même préoccupation : la conscience. En tant que chorégraphes, ils ont cherché à rendre compte de la conscience, de la vie mentale et de la vie physique.



des substances explosives, Nietzsche et Freud appartiennent bien à la même famille spirituelle. Ils ont emprunté la même méthode scientifique, pour aborder la même terre inconnue.

Freud lui-même a accédé à une certaine notoriété, mais il n'a pas été compris. Il a été compris par les philosophes, mais pas par les scientifiques. Il a été compris par les artistes, mais pas par les hommes d'affaires.

Pourtant, au-delà de ces différences, il y a une certaine unité. Nietzsche et Freud ont cherché à rendre compte de la conscience, de la vie mentale et de la vie physique. Ils ont cherché à rendre compte de la conscience, de la vie mentale et de la vie physique.

Un oubli, cependant, qui dans son livre, Assoun ne mentionne pas Nietzsche. Nietzsche est mort, Freud est vivant. Nietzsche est un grand homme, mais il est mort. Freud est un grand homme, mais il est vivant.

ROLAND JACCARD.  
(Lire la suite page 20.)

## « Les Portes de Gubbio », de D. Sallenave

### UNE RICHE MÉDITATION SUR LE TEMPS

Si l'on était seul, les batailles de l'automne ne sont pas indispensables à la vie. Les livres, on se réjouit que les portes de Gubbio y échappent. Après les batailles de l'automne, il y a les batailles de l'hiver. Les batailles de l'hiver, on se réjouit que les portes de Gubbio y échappent. Après les batailles de l'hiver, il y a les batailles de l'été. Les batailles de l'été, on se réjouit que les portes de Gubbio y échappent.

par Bertrand Poirot-Delpech

Le comte de Kaerner (1870-1937) était un homme de lettres, un homme de lettres. Il était un homme de lettres, un homme de lettres. Il était un homme de lettres, un homme de lettres. Il était un homme de lettres, un homme de lettres.

Comment Kaerner a-t-il pu accumuler ces richesses ? Comment Kaerner a-t-il pu accumuler ces richesses ? Comment Kaerner a-t-il pu accumuler ces richesses ? Comment Kaerner a-t-il pu accumuler ces richesses ? Comment Kaerner a-t-il pu accumuler ces richesses ?

AREMENT il nous est donné de voir une mémoire décolorée, un fur et à mesure ses chemins, et ce qu'elle négligeait de chercher. Rares sont les livres qui nous donnent une vision de la vie, une vision de la vie. Rares sont les livres qui nous donnent une vision de la vie, une vision de la vie.

## Alain Finkielkraut décrit le « juif imaginaire »

● Une approche existentielle de la judéité après Auschwitz.

Le premier chapitre est fulgurant. Alain Finkielkraut, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie. Alain Finkielkraut, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie. Alain Finkielkraut, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie.

Le Choc (1) a coupé en deux le monde historique. Alain Finkielkraut, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie. Alain Finkielkraut, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie. Alain Finkielkraut, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie.

Alain Finkielkraut est né à Paris quatre ans après la guerre. Ses parents émigrés en France durant les années 30 et ayant échappé à la déportation.

## Un tire-au-flanc dans la drôle de guerre

● Paul Morelle raconte les mésaventures d'un « embusqué ».

On n'en finit jamais avec la guerre. Paul Morelle, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie. Paul Morelle, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie. Paul Morelle, dans son livre, nous donne une vision de la vie, une vision de la vie.

Après les généraux, les chefs politiques, les responsables, puis les héros de la guerre, il y a les tire-au-flanc. Les tire-au-flanc, ils sont partout. Les tire-au-flanc, ils sont partout. Les tire-au-flanc, ils sont partout.

MICHEL CONTAT.  
(Lire la suite page 21.)

## ALAIN JOUFFROY

### L'INDISCRÉTION FAITE A CHARLOTTE

« Ce tohu-bohu, ce carrousel de sensations, cet érotisme surtout, Alain Jouffroy les rend avec splendeur. » Le Monde

« Personne, à ce jour, n'avait apporté plus d'involutionnaire acharnement dans la caricature des gens de gauche, de leurs thèmes et de leurs préoccupations. » L'Express

LE ROMAN LE PLUS CONTROVERSÉ DE L'ANNÉE

ROBERT LAFFONT

ALPHONSE BOUDARD.  
L'EMBUSQUÉ, de Paul Morelle, 276 p. Belfond 66 F.







Rg 118312, 46 H - Abt. 150 F - N.O.L., 78, bd St-Michel, 75006 PARIS

**PRESSES DE LA CITE**



**R. ALLENDY**

# JOURNAL D'UN MEDECIN MALADE

EDITIONS DU PIRANHA

**Varlam Chalamov**

## Kolyma 58 F

C'est un livre capital, unique dans la littérature soviétique post-stalinienne sur les camps... On peut espérer que Chalamov sera enfin mis à sa place de grand écrivain... Vous ne sortirez pas de Chalamov sans vous y être entrés.

Pierre Dax, Le Quotidien de Paris

Cette œuvre doit être considérée comme un événement en rendant justice à Chalamov guide de l'enfer qu'à Chalamov écrivain.

Nicole Zané, Le Monde

Un effroyable voyage en fond nous-mêmes.

Dimitri Sesemann, L'Express

**François Maspéro**  
1, place Paul-Painlevé 75005 Paris

aux éditions j.a.  
3, rue Roquespère 75005 Paris

# LA CHINE

CHINE, LA TERRE, L'EAU ET LES HOMMES

Henri Suyin raconte "sa" Chine, ce pays où elle est née et avec lequel elle n'a jamais cessé de dialoguer parce qu'il l'obsède.

Claude Sauvageot, dans des images chargées de sens et d'humanité nous la montre quotidienne et poétique.

**UN LIVRE REMARQUABLE**  
26 cm x 11 cm, 84 pages, 11 photos

**LA CHINE AUJOURD'HUI**

par Marie-Ange Dorval et Claude Sauvageot (collection de J.A. Aujourd'hui)

L'un des meilleurs guides. Indispensable pour découvrir la Chine actuelle.

Relié, 13,5 cm x 28,5 cm, 11 photos couleurs.

**MAO 1893-1976**

par Dick Wilson (collection de l'Histoire)

Qui fut vraiment Mao ? La première grande biographie complète. Pour comprendre les événements actuels.

13,5 cm x 21 cm, couverture

En vente chez votre libraire

## autobiographies

### La recherche douloureuse d'une identité

**L'« écorché juif » ou la confession de Jean-Michel Goldberg.**

DEPUIS quelque temps, on retrouve leur personnalité authentique. L'autobiographie de Jean-Michel Goldberg se situe dans le cadre de ce grand retour aux sources : la confession déchirante d'une recherche d'une identité, elle est également une tentative de réconciliation avec les traditions tragiquement pendant la dernière guerre.

**Une idée folle : tuer Klaus Barbie**

Ce divorce, l'auteur l'a vécu de façon particulièrement douloureuse. Enfant, il a dû cacher ses parents dans les sous-bois noirs afin de se soustraire aux persécutions raciales qui conduisirent son père à la mort à Auschwitz. A la libération, il a éprouvé un sentiment amer : celui d'avoir renié ses parents tout en ayant été élevé par son père d'adoption. Lors de sa vie n'est plus qu'une longue errance, paillard, maladroite, hantée par un rêve : redevenir juif. Français à part entière, car, malgré ses souffrances que lui ont infligées les collaborateurs, Goldberg reste viscéralement attaché à son pays natal.

Au début, pendant vingt ans, il se reploie même sur lui et essaie d'atteindre la sérénité en oubliant ses origines. Peine perdue ! Cha-

que jour le passé l'envahit et, comme il n'en veut rien laisser paraître, il se prend en horreur. Se métamorphose en un monstre (force) incapable d'aimer, se détruisant lui-même à mesure qu'il anéantit sa compagne, obtubé par son ascension au rang de banque.

Cependant, vers la quarantaine, il se persuade tout à coup qu'il doit échapper à cet enfer. Il doit retrouver l'héritage accompli par ses parents d'élite qui le réintégrera, spectaculairement, dans les deux communautés dont il est issu. Subitement, une lumière lui vient, l'idée irrésistible : tuer Barbie, le tortionnaire de Lyon.

Sitôt dit, sitôt fait. A peine arrivé en Bolivie, l'auteur s'approche du criminel mais, à l'instant même où il doit demeurer inexplicablement paralysé par la détente. Que s'est-il passé ? Une chose incroyable et pourtant si simple : le banquier implacable a découvert la pitié. « J'ai quand même tué un nazi », La Paz, avoue-t-il, mais c'est celui que j'avais prévu. Celui que j'étais jusqu'alors.

Profondément transformé, Goldberg n'est pas néanmoins parvenu au bout de son itinéraire. La fatalité d'ailleurs s'acharne sur lui. A la fois d'affection répondant à mépris et la brutalité d'une femme l'abandonne, ses enfants s'éloignent, sa Terre promise le repousse et, au retour de ce pèlerinage, son avion se détourne vers Entebbe. De sa vie la violence est au rendez-vous. La gloire peut-être : du moins le croit-il un moment. Porte-parole fragile des masses, il se voit venir à Paris qu'il a toujours souhaité « c'est-à-dire franco-juif ». L'aventure terminée, les projecteurs se détournent de lui.

S'estimant rejeté par la France, il brise alors sa carrière, reprend son patronyme original (il portait jusque-là son nom de baptême : Rabint), se comprend soudain par ce qui le tourmente depuis 1945, c'est le spectre de ce père auquel il a grandi. Était-il un héros ou une victime consentante ? La question n'est pas au terme d'une patiente enquête, la vérité éclate : si l'on peut dire : Joseph Goldberg est mort d'épuisement mais respecté de ses contemporains d'infirmité. Digne et humble, il redevient étrangement proche : l'apaisement n'est plus très loin.

**La délivrance par l'écriture**

La véritable délivrance viendra probablement qu'à travers l'écriture. C'est par elle, en effet, que les écrivains se libèrent sans doute d'exorciser les vieux démons, de retrouver d'égal à égal avec cette humanité que des lâches lui ont tant haï. Alliant un style simple, flexible, franc, à un humour typiquement juif, Jean-Michel Goldberg livre à la fois un grand livre d'histoire et un grand livre de noblesse. L'écriture est salutaire, il réintroduit dans une vie d'amour qui est la vraie loi du peuple juif. Il nous aide à mieux nous pénétrer de cette évidence : « Il nous préserve de la haine à soi, car elle nous interdit d'aimer les autres ».

ERIC ROUSSEL.  
L'ÉCORCHÉ JUIF, de Jean-Michel Goldberg, Belfrage, 215 pages, 45 F.

### Alain Finkielkraut et le « juif imaginaire »

(Suite de la page 15.)

Il lui a fallu du temps pour comprendre le « juif » qu'il s'est construit pour « se battre », à ces juifs « carnavales », il pouvait se le faire à lui-même, pour qui les jours s'écoulaient : « Pour moi, c'est-à-dire, moi, je n'avais jamais besoin de quitter mon déguisement. Il n'y avait donc rien que je puisse reprocher à ces juifs allemands éphémères, sinon de caricaturer mon propre judaïsme. Ils étaient juifs par l'image, comme je l'étais moi-même, et nous nous étions tous deux perdus dans la même illusion ».

En effet, le « bovarysme juif » est une variante du « bovarysme révolutionnaire » d'une génération qui s'est construite à l'ombre des idéologies du colonel, du Vietnamien, du cubain, du parisien vietnamien, du garde rouge chinois. « Une génération transnationale, qui, plutôt que d'être prise en flagrant délit de reniement, a choisi d'écarter les yeux ouverts. Résultat : au lieu de nous abandonner au sommeil, nous avons succombé à nos propres hallucinations ».

**Double contrainte**

Ces citations, cette paraphrase qui ne cesse que sur une page de l'essai, suffisent à nous donner l'humour de la lire en entier. Sur Pierre Goldman, sur la révélation des « enfants d'Auschwitz » et du bananier, sur leurs parents, sur la double contrainte contradictoire imposée par ceux-ci à leurs rejetons, sommés à la fois de ne rien oublier, d'être juifs en famille et de ne pas l'être à l'extérieur pour accéder dans le monde, sur le dégoût par saturation qui peut prendre un adolescent gâté de judaïsme familial, sur le rapport à la mère, la yiddishisme mame possessive, dévorante en toute bonne conscience, sur elle l'identité et l'héritage juif (la révélation, c'est rejeter la mort), ce qui nous vaut quelques pages d'analyse des tourments, sur le juif ostentatoire et le juif assimilé, sur le rapport à la Diaspora au siècle, sur ce personnage mythique qui confond les deux rôles de la victime, du héros et sur l'opposition ashkénazes/sépharades, ce livre est un véritable chef-d'œuvre, il nourrit une discussion, sur le juif plus que questions qu'il n'apporte de réponses.

**Au mauvais moment**

Il paraît en un mauvais moment. Lorsque l'antisémitisme tue, les esprits se déchaînent. Devant le « juif » — « juif », dit Finkielkraut, — juif ou non-juif (judo-philes ou qu'ils le deviennent) sont tentés de se raidir dans des attitudes mentales simplistes, voire à combattre l'antisémitisme violent, le fascisme à front de brute. La réflexion, sincère, autoritaire, nuancée, très grave et pourtant gaie à laquelle ce livre engage sera peut-être jugée intempérative et rejetée comme telle. Ce serait navrant. Magnifiquement écrit malgré une certaine tendance au décalage, ce que cet essai a de plus étonnant est le sentiment qu'il donne d'être né d'un retour d'amour pour un père et une mère soudain apparus mortels et qui emporteront avec eux une culture — celle de la « jeunesse d'Europe » — centralisée annihilée par les pays qui leur fils va tenter désormais de s'incorporer afin, au moins, de la sauver pour son compte. Cela pourrait bien nous donner prochainement une œuvre littéraire pour laquelle Alain Finkielkraut a de toutes évidences le talent voulu.

MICHEL CONTAT.

LE JUIF IMAGINAIRE, d'Alain Finkielkraut, Seuil, coll. « Fiction » C 12, 216 pages, 45 F.

## histoire

### « L'abominable armistice »

**Les témoignages d'Henri Longuechaud et de Maurice Schumann sur le printemps funeste de 1940.**

O UARANTE ans après l'armistice de 1940, le livre de Henri Longuechaud est un témoignage.

Henri Longuechaud, l'auteur voit, dans l'accord conclu à Reims, le début de tous nos maux jusqu'en 1945 et même au-delà. Il souligne les violations immédiates perpétrées par les Allemands (annexion de l'Alsace-Lorraine par exemple), mais surtout en démontrant que cet acte, imposé par les militaires, fut à l'origine des luttes fratricides qui eurent lieu à Paris et en Syrie. Du « projet » de l'armistice, Henri Longuechaud nous fait rapidement saisir le rôle du régime de Vichy dont le rôle fut, à ses yeux, de baisser les bras en 1940, alors que la puissance de l'armée française nous permettait de continuer la combat en Méditerranée.

Estimant, par ailleurs, que le gouvernement de Pétain n'a pas su profiter à améliorer le sort des Français en général et des juifs en particulier, il conclut : « La présence d'un galeux, à sa place, quel que puisse être son degré de barbarie, aurait eu au moins l'avantage moral de nous inspirer les sentiments d'auto-défense et des actions contre d'autres Français. »

**Un réquisitoire passionné**

Passionné, le réquisitoire de Henri Longuechaud relancera peut-être le débat, mais, basé sur des sources déjà exploitées, il ne nous apporte en fait rien de nouveau, à la différence de l'ouvrage (1) publié en mai dernier, sur le même sujet, par Maurice Schumann. Pour mieux connaître la situation de notre pays au printemps 1940, l'ancien porte-parole de la droite libre a un livre original qui nous convie à un tour du monde. Un tour du monde

fascinant qui révèle tout à la fois les erreurs de Hitler et les signes avant-coureurs de sa défaite. Ce 18 juin 1940, le Führer croit en effet que la Grande-Bretagne va demander la paix et lui permettre de déclencher, à l'est, une guerre qu'il juge depuis longtemps inéluctable. Avec le même optimisme, il s'apprête à pousser le Japon à la guerre, soupçonnant que les Etats-Unis parviendront à combattre victorieusement sur les fronts. Ailleurs, cependant, la voile se déchire : à Madrid, Franco a déjà déclaré la neutralité, tandis qu'à Washington Roosevelt se prépare à intervenir en lice.

On apprend ainsi beaucoup de choses — dans une écriture historique rigoureuse mais très accessible. A l'écart de toute polémiqu-

que, en s'appuyant sur des documents inédits, on rapprochant les faits jusqu'à présent isolés ou négligés, ce qui lui permet de reconstituer le jeu très serré qui opposa à Munich ce jour-là Hitler et Mussolini, Maurice Schumann pose le vrai problème qui se ramène, en définitive, à se demander si, compte tenu du contexte international, il était si raisonnable de prétendre ranimer l'esprit de la France.

Pour répondre à cette question, pour savoir s'il était raisonnable de signer l'abominable armistice de juin 1940, il faut avoir lu ce livre.

ER.

L'ABOMINABLE ARMISTICE DE JUIN 1940, de Henri Longuechaud, Plon, 307 pages, 45 F.

### « Les princes » de Geneviève Tabouis

IL y a quelques années, Geneviève Tabouis tenait sur un poste périphérique une chronique de politique étrangère intitulée : « Les dernières nouvelles du monde ». Aujourd'hui, ce sont les nouvelles nouvelles d'hier qu'elle nous apporte dans ses souvenirs. Parmi elles se trouvent des événements importants de 1940 à 1945 : la conférence de San-Francisco en 1945 ; la guerre de Dien-Bien-Phu ; la Genève 1954 ; le défilé à sa table tout ce qui comptait dans le monde politique et diplomatique.

Au premier rang d'orchestre, elle observe avec perspicacité à toujours prêté les yeux. Avant la guerre, Hitler — « le prophète » — déclarait d'ailleurs : « Frau Tabouis est ma table quand je téléphone à mon monarque quand j'écris ». Plus qu'un linéaire, ce sont donc des impressions successives qu'elle nous apporte. Mais à travers ces souvenirs, elle nous fait découvrir quelques forces de la femme indomptable et si elle approuve la politique européenne, elle est hostile à toute

forme d'intégration (et notamment à la C.E.D.) ; elle est expansionniste à l'U.R.S.S. l'inquiétant, elle juge l'attitude intransigeante de Biellin vis-à-vis d'Ho Chi Minh en 1954 ; elle est chaleureuse pour Pierre Mendès France qui, à son tour, a eu la diplomatie française à son service victorieuse, elle est en revanche la paix en Europe, et, ensuite, elle élimine la C.E.D. trop chargée de responsabilités.

Geneviève Tabouis croit au rôle déterminant des hommes, à la grandeur de la nation : Churchill, de Gaulle, Staline, elle l'on s'efforce de voir l'homme au prince de la paix. Elle est responsable de ce qu'elle a fait et ne surprend pas moins : l'homme, il est vrai, est séduisant, et ses rêves d'organisation mondiale rejoignent l'idéal de la S.D.N. auquel Geneviève Tabouis se réfère constamment. Parmi les « grands », seul, en définitive, de Charles de Gaulle, sa vision du monde recoupe, pour elle, la sienne, mais elle semble avoir été heurtée par une pensée tranchante. — E. R.

LES PRINCES DE LA PAIX, de Geneviève Tabouis, Albin Michel, 462 pages, 59 F.



# Les Mémoires de Pierre Debray-Ritzen

(Publiciste)

**ÉDITEUR**

recherche tous manuscrits,  
Poésie, Théâtre, Romans...  
adressées avec curriculum vitae aux

**ÉDITIONS  
DU CONTINENT**

B.P. 142 - 89104 SENS Cedex  
(86) 64-20-52.

18, rue de Condé 75006 Paris

# GRASSET

**LA BIBLIOTHÈQUE  
DES ARTS**  
— 3, place de l'Odéon —  
— 6, rue de la Harpe — 75005 PARIS

"Un talent rare pour évoquer les personnages de notre temps, l'art de nous émouvoir et aussi celui de nous faire sourire. Un grand cri Dormann 1980."

Téléphone : 326-04-72

**BOULOGNE-  
Billancourt**  
Place de la Mairie  
Métro : Marcel-Sembat  
■ *lisez...*  
« **TROUVAILLES** »

**ÉDITIONS  
DU CONTINENT**  
B.P. 142 - 89104 SENS Cedex  
(86) 64-20-52.



























# SPORTS

## ALPINISME

### Records d'endurance dans les Alpes

De notre correspondant

Grenoble. — Les records de l'alpinisme dans les Alpes avaient été établis par des alpinistes au cours des années 1970. Marc Batard avait ainsi parcouru en une seule nuit trois grandes chaînes alpines dans l'ensemble du Mont-Blanc, la Major, la Sentinelle et la Brenva. La saison d'alpinisme 1980 aura été plus propice aux records d'endurance.

L'alpinisme-ski, qui a déjà été parcouru, ont été escaladés au quatre par des alpinistes au cours des années 1970. Marc Batard avait ainsi parcouru en une seule nuit trois grandes chaînes alpines dans l'ensemble du Mont-Blanc, la Major, la Sentinelle et la Brenva. La saison d'alpinisme 1980 aura été plus propice aux records d'endurance.

L'alpinisme-ski, qui a déjà été parcouru, ont été escaladés au quatre par des alpinistes au cours des années 1970. Marc Batard avait ainsi parcouru en une seule nuit trois grandes chaînes alpines dans l'ensemble du Mont-Blanc, la Major, la Sentinelle et la Brenva. La saison d'alpinisme 1980 aura été plus propice aux records d'endurance.

L'alpinisme-ski, qui a déjà été parcouru, ont été escaladés au quatre par des alpinistes au cours des années 1970. Marc Batard avait ainsi parcouru en une seule nuit trois grandes chaînes alpines dans l'ensemble du Mont-Blanc, la Major, la Sentinelle et la Brenva. La saison d'alpinisme 1980 aura été plus propice aux records d'endurance.

## ÉDITION

### BORDAS REPREND L'ÉDITION EN LANGUE FRANÇAISE DU GROUPE NÉERLANDAIS ELSEVIER

Les éditions BORDAS reprennent en charge le groupe d'édition en langue française lancé par le groupe néerlandais ELSEVIER.

Selon l'accord qui vient d'être signé par M. Jean-Manuel BORDAS, P.-D.G. de BORDAS, et M. Erik, directeur du groupe néerlandais ELSEVIER, la diffusion des ouvrages publiés par ELSEVIER en France sera assurée par BORDAS.

Après l'accord, le groupe BORDAS (BORDAS, Dunod, Gauthier-Villars), qui se situe parmi les premiers groupes français de livres scolaires et d'ouvrages scientifiques et techniques, reprend la position de leader des éditions en langue française.

### LA BELGIQUE RÉUSSIT UN MATCH NUL EN IRLANDE

L'équipe de Belgique, vice-championne d'Europe et favorite du tournoi, a obtenu un résultat nul (1 à 1) contre l'Irlande lors de la première rencontre du tournoi de football.

Les Irlandais, qui ont déjà disputé trois matches, ont obtenu trois points d'avance en France, qu'ils ont obtenus mardi soir au stade de France.

CLASSEMENT DES GROUPES DU TOURNOI

1. République d'Irlande, 3 points (4 buts) ; Belgique, 1 point (1 but) ; Pays-Bas, 0 point (0 but) ; Pays-Bas, 0 point (0 but).

### D'UN SPORT A L'AUTRE...

BASKET-BALL. — Les Français ont qualifié leur équipe pour la phase finale du tournoi de basket-ball.

TENNIS. — Le ministre des affaires étrangères a annoncé que la France a obtenu la qualification pour la phase finale du tournoi de tennis.

Le ministre des affaires étrangères a annoncé que la France a obtenu la qualification pour la phase finale du tournoi de tennis.

# RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 16 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 35 : Les Séances.  
19 h 35 : Les Séances.  
19 h 45 : Les Séances.  
20 h 30 : Les Séances.  
21 h 30 : Les Séances.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 35 : Les Séances.  
19 h 35 : Les Séances.  
19 h 45 : Les Séances.  
20 h 30 : Les Séances.  
21 h 30 : Les Séances.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 35 : Les Séances.  
19 h 35 : Les Séances.  
19 h 45 : Les Séances.  
20 h 30 : Les Séances.  
21 h 30 : Les Séances.

Vendredi 17 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 35 : Les Séances.  
19 h 35 : Les Séances.  
19 h 45 : Les Séances.  
20 h 30 : Les Séances.  
21 h 30 : Les Séances.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 35 : Les Séances.  
19 h 35 : Les Séances.  
19 h 45 : Les Séances.  
20 h 30 : Les Séances.  
21 h 30 : Les Séances.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 35 : Les Séances.  
19 h 35 : Les Séances.  
19 h 45 : Les Séances.  
20 h 30 : Les Séances.  
21 h 30 : Les Séances.

## PRESSE

### LES NOUVELLES LITTÉRAIRES CHANGENT DE FORMAT

Les Nouvelles Littéraires, qui ont changé de format, ont décidé de passer à un format plus petit, mais avec une pagination renforcée (16 pages), qui permet d'augmenter le nombre de rubriques.

Les Nouvelles Littéraires, qui ont changé de format, ont décidé de passer à un format plus petit, mais avec une pagination renforcée (16 pages), qui permet d'augmenter le nombre de rubriques.

## TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 16 OCTOBRE

19 h 45 : Les Séances.  
20 h 30 : Les Séances.  
21 h 30 : Les Séances.

19 h 45 : Les Séances.  
20 h 30 : Les Séances.  
21 h 30 : Les Séances.

## Les gens du Nord

« C'est quoi, les gens du Nord ? »

« C'est quoi, les gens du Nord ? »

« C'est quoi, les gens du Nord ? »















OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	105,00	123,48

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne col.	T.S.
OFFRES D'EMPLOI	39,00	45,86
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**THOMSON-CSF**  
Groupe ACTIVITÉS MÉDICALES  
Département Etudes  
et Développement Imagerie Nouvelle  
offre, dans la proche BANLIEUE NORD,  
plusieurs postes de :

**techniciens  
électroniciens**

- des candidats diplômés (BTS - DUT - INGENIEUR) ayant acquis 2 à 3 années d'expérience dans les domaines :
- Electronique digitale à microprocesseurs et électronique analogique d'instrumentation.
- Conception et développement d'électronique de conduite de processus à microprocesseur (INTEL 8085).
- Intégration de systèmes complexes sur mini calculateur.

Envoyer CV, photo et prétentions à :  
**THOMSON-CSF - Département EDIN**  
48 rue Camille Desmoulins  
Service du Personnel  
91120 ISSY LES MOULINEAUX.

19<sup>e</sup> arrondissement  
**IMPORTANT SERVICE INFORMATIQUE**  
équipé de matériels IBM  
sous MVS - SE  
recherche  
pour faire face à son expansion

Réf. A - **CHEFS DE PROJETS**  
Réf. B - **INGENIEURS D'APPLICATION**  
Réf. C - **ANALYSTES**  
Réf. D - **ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
Réf. E - **PUPITREURS**  
Réf. F - **OPÉRATRICES DE SAISIE SUR CLAVIER**

APPLICATIONS TRANSACTIONNELLES, MISE EN ŒUVRE RAPIDE DE DONNÉES.

Envoyer C.V. et prétentions avec rappel de la référence indiquée ci-dessus à :  
DAG - 65, rue de Rivoli, 75001 PARIS, qui transmettra.

**ORGANISME PROFESSIONNEL**  
SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE  
recrute

**COMPTABLE**  
CONFIRMÉE

- Responsabilité générale (décalqué) :
- Gestion comptable et fiscale du personnel (S.S., retraite, social, ...)
- Plein en charge de l'organisation pratique du service et de l'interdiction.

Age minimum 35 ans. Formation approfondie en Comptabilité et expériences comptables diverses entreprises. Niveau de pratique la dactylographie. Poste à pourvoir rapidement.

Intéressés s'adresser sous référence 110, à :  
L.P.A., 11, rue de la République, 75001 PARIS.

**LE CENTRE DE RECHERCHES**  
de la SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES POUDRES ET EXPLOSIFS  
recherche pour sa Division Conteneurs un

**ingénieur débutant**

Formation A.M., ENSI, EML, ou équivalent. Anglais indispensable. Il aura un rôle de liaison entre l'usine et l'équipe commerciale basée au Siège social. Poste évolutif.

Adresser C.V. photo et prét. à : **Ch. BOURGEOIS**  
TRAILOR S.A., B.P. 49 à Coligny, 91100 TILLY.

**emploi régional**

CH. REG. PROVENCE  
**COMPTABLE CONFIRMÉ**  
Adresser C.V. et prétentions à :  
Harmonia Mund - Michel-  
Forcalquier.

Recherches pour région Provence  
**DÉPAREUR**  
en électronique avec B.T.S.  
ou D.U.T. électronique.  
Ecrire à EUROSD ne 42409  
16, rue de la République,  
84000 AVIGNON.

Rech. pour région PROVENCE  
**DÉPAREUR**  
en électronique avec B.T.S.  
ou D.U.T. électronique.  
Ecrire à EUROSD ne 42409  
16, rue de la République,  
84000 AVIGNON.

**CABINET COMPTABLE**  
AIME (Savoie)  
COMPT. des C.A.M. niveau  
D.E.C.S. mini 2 ans pratique en  
cabinet. Situat. favorable si cap.  
Ecr. : 73000 Chambéry ne

**MILLIPORE S.A.**  
recherche

**INGÉNIEUR COMMERCIAL  
POUR L'EUROPE DE L'EST**

Millipore offre une carrière exceptionnelle à un ingénieur commercial qui sera chargé des ventes dans les pays du COMECON.

Le candidat retenu aura le profil suivant :

- Diplômé d'une école de chimie ou une grande expérience HPLC ou chromatographie ou spectro, de masse.
- Trois années d'expérience de vente.
- Parfaite connaissance de l'Anglais et l'Allemand ou l'Anglais et le Russe.

Si vous êtes intéressé, veuillez envoyer votre C.V. à :  
**Monsieur Alfred LAGRECA,**  
Directeur du Personnel International  
**MILLIPORE S.A.**  
43, Avenue de l'Europe - 78140 VELIZY

**LE CENTRE DE RECHERCHES DU BOUCHET**  
(Centre National de Recherches et d'Exploitation)

**UN CHEF DE SERVICE  
MATÉRIAUX COMPOSITES**

Il dirigera une équipe exécutant :

- Conception et réalisation de prototypes.
- Impregnation, réalisation de pièces, fabrication en petites séries.

De bonnes connaissances sont exigées en résistance des matériaux et en conception d'appareillages ainsi qu'en méthode de calcul informatique.

Des connaissances en chimie des polymères sont fortement souhaitées.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

R.A.C. à l'adresse : **REC 69.**

Env. C.V., photo et prét. à : **M. J. CONTESSÉ**  
Publicité, 50, rue de l'Opéra, 75002 PARIS.

**TRAILOR**  
GROUPE INTERNATIONAL  
proche banlieue Ouest de Paris  
recherche pour sa Division Conteneurs un

**ingénieur débutant**

Formation A.M., ENSI, EML, ou équivalent. Anglais indispensable. Il aura un rôle de liaison entre l'usine et l'équipe commerciale basée au Siège social. Poste évolutif.

Adresser C.V. photo et prét. à : **Ch. BOURGEOIS**  
TRAILOR S.A., B.P. 49 à Coligny, 91100 TILLY.

**INTERTECHNIQUE**  
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

**INGÉNIEUR INFORMATIQUE DÉBUTANT**  
(REF. : DOI-380)  
Titulaire d'un diplôme d'ingénieur supérieur (école d'ingénieurs, MIA, ...).

**ANALYSTE PROGRAMMEUR EXPÉRIMENTÉ**  
(REF. : DOI-381)  
(Instituteur de programmation, DUT, ...)

Au sein d'une équipe jeune, ils participeront à la conception et à la réalisation de différents projets de gestion en temps réel sur base de données à l'aide de l'ordinateur REALTE 2000.

La polyvalence et l'originalité de ces projets, ainsi que leur intérêt, leur donneront aux candidats de développer leurs connaissances en leur compétence et à leur propre initiative.

Nombreux avantages sociaux par notre entreprise, prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec photo et prét. à : **Direction du Personnel**  
référence de l'annonce, à : **Direction du Personnel**

**INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR**

**GROUPE MÉDICAL**  
recherche

**MÉDECINS GÉNÉRALISTES**

**Tél. : 209.50.93**

**les entreprises cherchent  
de nouveaux vendeurs.  
Ils sont dans le Monde  
du Vendredi (daté samedi)**

Les « nouveaux vendeurs »  
sont arrivés.  
Ils n'ont ni le même profil ni les  
mêmes exigences que les représen-  
tants traditionnels, ils ne travaillent  
pas dans les mêmes entreprises,  
n'ont pas la même conception de  
leur activité.

Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer  
les mêmes annonces interminables  
d'annonces, conçues de manière  
identique pour l'un ou l'autre type  
commercial, souvent dans les  
mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses  
lecteurs de nombreux « nouveaux  
vendeurs ». C'est normal, ils sont  
ouverts, curieux, exigeants, ont le  
« niveau Monde ». Ils en ont fait  
leur quotidien habituel, souvent  
depuis longtemps. Pour beaucoup

d'entre eux, depuis le temps où  
ils faisaient leurs études supérieures  
(plus de 20% des étudiants de  
toutes disciplines de tous niveaux  
lisent Le Monde régulièrement).

**Ces nouveaux vendeurs,  
lecteurs du Monde,  
disposent de leur rubrique  
d'offres d'emploi, dans leur  
journal.**

**Son nom ?  
FONCTIONS COMMERCIALES**

Ses annonceurs ? Les nombreux  
entreprises qui ont un besoin  
impérieux de recruter ce nouveau  
type de commerciaux, et qui ren-  
contrent souvent de grandes  
difficultés pour disposer de candi-  
datures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement  
des curriculum vitæ et des recrute-  
ments d'une qualité rarement  
obtenue ailleurs.

**TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde**  
(daté samedi)

**DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.**

**IMPORTANT CABINET**  
**D'EXPERTISE COMPTABLE**  
SPÉCIALISÉ EN  
**AUDIT ET COMMISSARIAT  
AUX COMPTES**  
recherche

**CHEFS DE MISSION**

Niveau diplôme d'expertise comptable, quatre ans  
de pratique en cabinet. Expériences de senior en  
Cabinet International appréciées.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo,  
C.V., prétentions sous n° 10400 Publicité Meertens,  
112, rue de Beuville, 75013 Paris, qui transmettra.

Groupe alimentaire  
recherche collaborateur  
**HAUT NIVEAU**  
pour développer C.A. grandes  
surfaces niveau national  
et assurer l'écoulement  
Déplacements très fréquents.  
Hautes références profession-  
nelles et morales. Adresser C.V.  
et prétentions à : **BOUAFIA**  
2 bis, rue Nicolas-Houssin,  
Paris - 75013.

**P.M.E. SECTEUR PETROLIER**  
activités multinationales  
recherche

**L'ADJOINT (C)**  
à son chef comptable, ayant  
D.E.C.S., ayant 5 ans minimum  
expér. contrôle des éléments  
comptables, analyses des comptes  
écritures d'inventaires. Ecr. à :  
SIPEP/257, 3, rue Chatelet, 75  
Rech. J. P. P. 257, une prés.  
posséd. de, motorisés, permis,  
même début. 845-95-01.  
Tél. mercredi de 8 à 11 heures.

**IMPORTANTES SOCIÉTÉS**  
D'ELECTRONIQUE recrute  
POUR POSTES STABLES

**INGENIEURS**  
**GRANDES ECOLES**  
4 ans d'EXPERIENCE MIN.  
applications matériel syst.  
(HARD et SOFT)

Envoyer C.V., prétentions à :  
**INTERCOMPUTER 61**, av. Ré-  
publicaine 119, 92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-3







# Le Monde

# économie

## ÉNERGIE

### HAUSSE DE 6 CENTIMES DES PRODUITS PÉTROLIERS

Le fuel domestique a augmenté de près de 40 % depuis janvier

La hausse des prix a entraîné foudroyante la décision gouvernementale de relever les prix des produits pétroliers de 6 centimes par litre pour l'essence, le supercarburant et le fuel domestique. Cette augmentation prendra effet à compter du 17 octobre. À Paris, le prix du litre d'essence passe donc de 4,16 à 4,22 francs, celui du supercarburant de 4,50 à 4,56 francs, le prix du gazole de 2,12 à 2,18 francs, le prix du fuel domestique de 1,10 à 1,16 franc. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'essence a ainsi augmenté de 10 %, le supercarburant de 16 %, le gazole de 20 % et le fuel domestique de 36 %.

Cette hausse est destinée à répartir les augmentations budgétaires par la voie de l'impôt. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, sept pays producteurs ont en effet augmenté leurs prix de 10 à 20 %.

La hausse du dollar (4,16 \$ en moyenne contre 3,10 \$ en janvier) a entraîné une dévaluation des produits pétroliers américains d'environ 20 % par rapport au franc. Les pouvoirs publics ont décidé de répercuter cette hausse sur les prix des produits pétroliers. Les prix du stock de pétrole ont augmenté les trois derniers mois de consommation. L'augmentation a été de 40 % pour le stock de pétrole à court terme.

## ÉTRANGER

### En Italie

### Le conflit Fiat se termine sans véritable vainqueur

De notre correspondant

Le conflit Fiat s'est terminé sans véritable vainqueur. Les responsables syndicaux ont accepté le projet d'accord, mais les aspects négatifs du premier point de l'accord, la suspension de la charge par la Fiat d'intégration et de perfectionnement, ont été maintenus.

Après trois-trois jours de conflit, le compromis final a été signé. La proposition initiale de la grande société : vingt-trois mille personnes, dont dix mille en chômage temporaire, ont été réintégrées progressivement jusqu'au 31 décembre. Une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration.

Une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration.

Le conflit Fiat s'est terminé sans véritable vainqueur. Les responsables syndicaux ont accepté le projet d'accord, mais les aspects négatifs du premier point de l'accord, la suspension de la charge par la Fiat d'intégration et de perfectionnement, ont été maintenus.

Après trois-trois jours de conflit, le compromis final a été signé. La proposition initiale de la grande société : vingt-trois mille personnes, dont dix mille en chômage temporaire, ont été réintégrées progressivement jusqu'au 31 décembre. Une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration.

Une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration, une mesure de mesure a été prise en charge par la Fiat d'intégration.

### Aux Etats-Unis

### LE PRIX MINIMUM DE L'ACIER IMPORTÉ EST RELEVÉ DE 12,1 %

Le niveau des prix minimums pour l'acier importé aux Etats-Unis (trigger prices) sera relevé de 12,1 % à compter du 31 octobre, a annoncé le département du Commerce. Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine.

Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine. Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine. Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine.

Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine. Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine. Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine.

Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine. Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine. Le principe des trigger prices a été adopté en 1974 pour protéger l'industrie américaine de la sidérurgie américaine.

## AGRICULTURE

### La réforme du Crédit agricole

### M. RAYMOND BARRE A DÉSIGNÉ TROIS « SAGES » POUR UNE MISSION DE RÉFLEXION

Ainsi qu'il l'avait annoncé récemment, M. Raymond Barre a désigné les trois « sages » qui vont réfléchir aux problèmes posés par la réforme du Crédit agricole.

Les trois personnalités désignées sont MM. Robert Blot, président du Crédit agricole, M. Jean-Pierre Pélissier, sous-président de la Banque de France, et Jean-Michel Lecomte, conseiller-maire à la Cour des comptes. Leurs propositions de réforme seront soumises au Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a approuvé la désignation des trois « sages ». Le Conseil d'Etat a approuvé la désignation des trois « sages ». Le Conseil d'Etat a approuvé la désignation des trois « sages ».

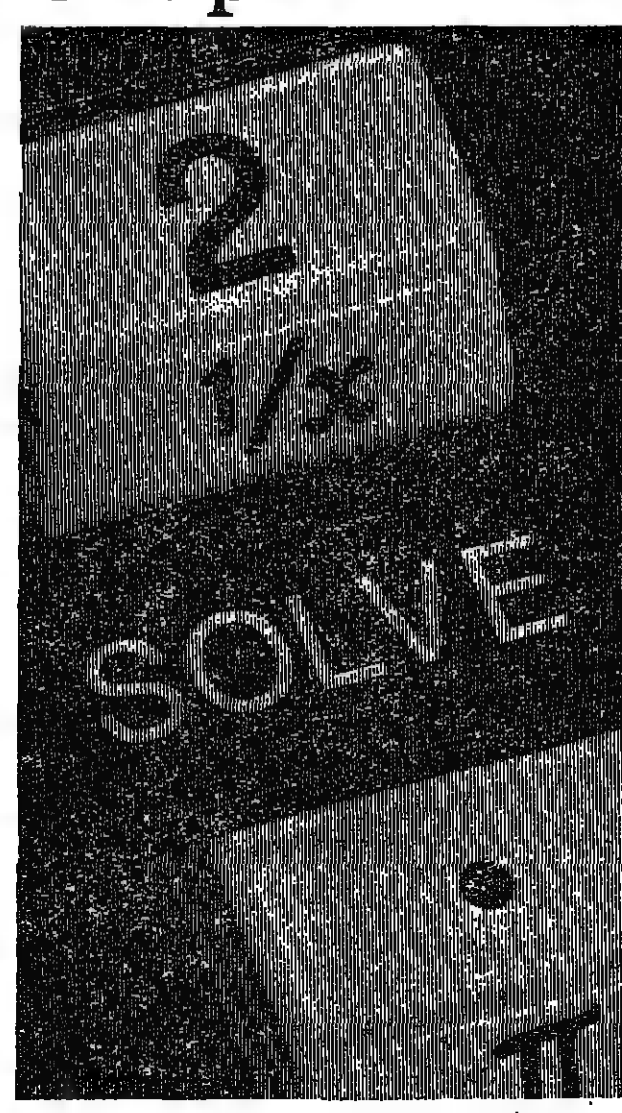
## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou - haut	Rep. ou Dép.	Rep. ou Dép.	Rep. ou Dép.
\$ E.-U.	4,2180	+ 60	+ 115	+ 335
\$ Can.	2,6110	+ 10	+ 10	+ 30
Yen (100)	2,6110	+ 10	+ 10	+ 30
DM	2,3090	+ 50	+ 115	+ 335
France	2,1270	+ 25	+ 60	+ 235
F.S. (100)	14,3225	+ 130	+ 130	+ 330
F.S.	2,6025	+ 130	+ 130	+ 330
L. (1 000)	4,6025	+ 130	+ 130	+ 330
S.	10,1480	+ 430	+ 700	+ 1400

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/12	6/12	9/12	12/12	3/18	6/18	9/18	12/18
\$ E.-U.	4,11/16	4,15/16	4,21/16	4,27/16	4,33/16	4,39/16	4,45/16	4,51/16
France	3,1/8	3,1/8	3,1/8	3,1/8	3,1/8	3,1/8	3,1/8	3,1/8
F.S. (100)	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8
F.S.	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8
L. (1 000)	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8
S.	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8	11,1/8

## Une petite touche de génie.



Vous voulez résoudre des équations ? Simple ! Appuyez sur la touche « Solve ». Vous devez calculer une intégrale... appuyez sur une seule touche et la recherche de la solution est automatique.

« Solve » et « Integrate » sont deux des nombreuses fonctions du calculateur HP-33C. Hewlett-Packard vous offre une garantie permanente et permet de conserver les programmes lorsque le calculateur est éteint. Le gain de temps et réduction du risque d'erreur.

« Solve » : Recherche immédiate des racines d'une équation.

« Integrate » : Calcul d'intégrale.

Vous avez la possibilité de programmer le HP-33C pour une grande variété de fonctions, avec des caractéristiques qui que les touches à définir par l'utilisateur pour les programmes fréquemment employés, les fonctions de mise au point qui vous permettent de modifier le programme sans le recopier en entier, la possibilité de créer aisément des branchements et des programmes, l'adressage indirect.

Les caractéristiques sont conçues pour faciliter la programmation des débutants, en même temps qu'un éventail de larges possibilités aux utilisateurs expérimentés. Les calculateurs scientifiques HP-33C sont également parfaits pour résoudre les problèmes. Le HP-33C programmable, avec sa mémoire permanente et ses fonctions mathématiques et scientifiques préprogrammées, est le HP-33C préprogrammé, avec ses fonctions statistiques sophistiquées et ses 15 registres mémoire adressables.

HEWLETT PACKARD

## FAITS ET CHIFFRES

### Energie

Elf-Aquitaine a participé à la construction de la centrale nucléaire de Fessenheim. Elf-Energies, filiale à 100 % de la société nationale Elf-Aquitaine, vient de conclure un accord avec la société Elf-Energies pour la construction de la centrale nucléaire de Fessenheim.

### Etranger

#### ALLEMAGNE FEDERALE

Les prix de gros ont augmenté de 0,1 % en septembre, après une baisse de 0,1 % en août. En un an, par rapport à septembre 1979, la hausse a été de 0,2 % (0,7 % en août).

#### BELGIQUE

Le budget public belge intérior, extérieur et décentralisé, pour 1980, s'élève à 100 milliards de francs belges (100 milliards de francs belges) et le ministre des affaires économiques, Michel

### CHILI

La balance commerciale chilienne a atteint un déficit de 100 millions de dollars en août, contre un excédent de 100 millions de dollars en juillet. Les importations ont atteint 110 millions de dollars, contre 100 millions de dollars en juillet.

### GRANDE BRETAGNE

L'institut Institute of Directors, association des administrateurs de sociétés britanniques, a demandé par lettre à Mme Thatcher, d'accorder la priorité à la construction de centrales nucléaires pour produire de l'électricité.

**ELECTRICITY SUPPLY COMMISSION - ZIMBABWE**

## WANKIE POWER STATION STAGE 2

Stage 2 at Wankie Power Station will comprise four and two optional 200 MW boiler/turbo-generator units and associated auxiliary plant and services. Invitations to tender will be issued within the next few months for the following items. First four items includes design, manufacture, shipping, erection, setting in place and warranty.

**CONTRACT 2M5**  
Cooling water pumping plant comprising five, plus one optional, 4800 litres per sec. pumps, head 20 metres, together with suction piping, discharge valves and associated electrical and mechanical equipment.

**CONTRACT 2M11**  
Low pressure piping and equipment, including pumps, tanks and associated electrical and mechanical equipment.

**CONTRACT 2E1**  
2500 kV station auxiliary transformers.

**CONTRACT 2E4**  
33/11kV and 11/3.3kV station auxiliary transformers.

**CONTRACT 2T1**  
330kV station auxiliary transformers.

**CONTRACT 2C11B**  
Two reinforced concrete chimneys excluding foundations plus one optional. These were previously included in the 2M5 foundation contract advertised as 2C2.

Documents for 2M5 should be available in November and the remainder early next year. Firms interested in tendering for any of the above items are invited to make application forthwith in writing to: Merz and McLellan (Zimbabwe), Consulting Engineers, Amberley, Killingworth, Newcastle upon Tyne, NE12 0RS, England.

A copy of each application together with a deposit of 500 Zimbabwe Dollars in respect of each tender document applied for should be forwarded simultaneously to:-

The Secretary, Electricity Supply Commission, Electricity Centre, Samora Machel Avenue Central, Salisbury, Zimbabwe.

Deposits will be returned on receipt of bona-fide tenders.

Tenders will only be considered from firms who submit with their tenders for the work satisfactory evidence of experience in all the requirements specified for the Contract.

مكاتب التحرير



## SOCIAL

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL AU FORUM DE « L'EXPANSION »

### M. François Ceyrac ne rejette pas complètement l'idée d'un contrôle par les salariés

C'est vraiment « tout petit pas » que les syndicats et le patronat proposent : la reprise des négociations sur la durée et l'aménagement du temps de travail. Les interventions, mercredi 15 septembre, au Forum de l'Expansion, de MM. Ceyrac (C.N.F.P.), Menin (C.G.C.) et Mercier (C.F.D.T.) ont démontré que le fossé séparant les partenaires sociaux est encore très large, même si le patron des patrons a entrebâillé un peu plus la porte pour accueillir les syndicats autour du tapis vert.

Pour M. Menin, la C.G.C. est prête à repartir sur des bases différentes et à explorer toutes les possibilités pour aboutir à un accord-cadre. Mais la C.G.C. pose des conditions : « Nous ne pouvons pas admettre que la souplesse de gestion (réclamée par les employeurs) et la réduction des horaires (demandée par les syndicats) soient examinées séparément ».

Pour M. Mercier, la C.F.D.T. qui maintient le cap sur la « négociation », réclame tout d'abord une amélioration du cadre quantitatif de l'accord : « Nous ne pouvons pas accepter que l'application à toutes les bran-

ches : véritable réduction d'horaires pour les travaux pénibles ; le respect des avantages acquis par les conventions et les usages ; l'engagement qu'un titre de la souplesse les horaires ne seront pas augmentés ».

Mais, pour la C.F.D.T., le problème central est celui qui consiste à accorder un pouvoir de contrôle aux salariés et à leurs représentants : « L'aménagement du temps de travail ne peut se faire contre l'avis du personnel », déclare M. Mercier. La C.F.D.T. ne dit pas qu'il existe une « forme de contrôle ». Nous avons lancé un débat auprès de nos adhérents et nous envisageons diverses possibilités de consultation » du C.E. à des référents ou consultations des personnels intéressés par l'aménagement.

M. Ceyrac n'a pas dit non. Après avoir rappelé qu'il faut associer le progrès social sur le progrès économique et que « tout se paye », que « la semaine de trente-cinq heures payée qu'on nous propose est absurde », il a admis que, selon « les décisions et les façons d'aménager les horaires, des contrôles étaient envisageables. Selon lui, c'est au patron seul de chercher des variations d'horaires supplémentaires (et nous devons passer par des multiples, l'intérêt de la souplesse disparaît ». En revanche, pour des

aménagements durables, M. Ceyrac admet qu'il faut l'accord des deux intéressés, le problème étant de savoir comment on peut aboutir à cet accord ».

Des études sont en cours, a ajouté M. Ceyrac, qui s'est cependant montré réticent sur l'idée du référendum : « Je ne dis pas non, mais comment trouver une formule sans blocage qui ne place pas l'employeur à la merci d'un syndicat ? »

Comment éviter l'arbitraire patronal et le blocage d'un des syndicats d'entreprise ? « Nous réfléchissons. L'espérance que dans les semaines qui viennent nous aurons la possibilité d'approfondir ces questions et je pense que nous devrions aboutir, mais pas à l'importer quel prix, pas dans la confusion ».

Petit espoir ? Dans les couloirs du Forum, l'espoir ne faisait pas recette. Il est vrai que, dans le discours managérial de M. Ceyrac remis à la presse, on pouvait lire cette phrase non prononcée à la tribune : « La négociation a connu nombre de péripéties. Nous ne sommes pas encore parvenus à prendre et aboutir. Cependant des points de convergence sont d'ores et déjà apparus. » Toujours l'espoir en quelque sorte, mais sous forme de fugaces apparitions.

J.-P. D.

### RASSEMBLEMENT DES CADRES UGICT-C.G.T. A MONTPARNAISE

L'UGICT-C.G.T. a intensivement préparé la journée « Montparnais » des cadres et techniciens, ce jeudi 16 octobre. Soixante-dix cadres et quatorze techniciens ont participé à un meeting sur la terre-plein de Montparnais, vers midi. Des manifestations ont eu lieu : défilés, prises de paroles, l'assemblée du territoire, avec cinquante de « nos » militants engagés.

D'autres journées d'action ont été programmées par la C.G.T. : le 18 octobre pour la « sauvegarde Montparnais », le 24 la marche des mineurs sur Paris, etc.

Des luttes de « zone » amplifiées, exceptionnelles, se déroulent depuis plusieurs mois, ont déclaré les dirigeants cégétistes le 16 octobre. Les actions lancées par la seule U.G.I.C.T. ont-ils dit, ont opposé des résultats tangibles pour les travailleurs : elles limitent la haine du pouvoir d'achat et les mouvements qui voudraient imposer le pouvoir.

### LA GRÈVE DES POSTIERS C.G.T. ET C.F.D.T. A ÉTÉ DIVERSEMENT SUIVIE

La grève des postiers C.G.T. et C.F.D.T. a été suivie par « des agents » mercredi 15 octobre. Au soir de la manifestation, on a vu des agents officiels, soit 17 % dans les postes et 28 % dans les télécommunications, obéir aux ordres. Selon les régions, le mouvement a donc été moins important, ajoute-t-on, que celui du 13 mai, où il y avait eu 51 % de grévistes dans les postes et 36 % dans les télécommunications.

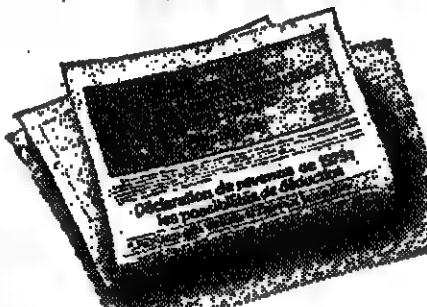
La C.G.T. pour sa part, fait état de 100 000 grévistes et de 5 000 participants à la manifestation organisée par elle à la gare Montparnais. Les Fédérations C.G.T. et C.F.D.T. avaient donné des consignes séparées, la première réclamant un salaire

minimum de 3 500 francs et la seconde la révision des classifications.

Toutes deux protestent contre le projet de budget 1981, qui ne prévoit pas de création d'emplois.

Les fonctionnaires F.O. proposent une action unitaire. C'est aussi pour faire obstacle à ce projet de budget, « qui aggrave une situation déjà critique », que les fédérations de fonctionnaires F.O. viennent de s'adresser à tous les autres organisations (C.G.T., C.F.D.T., F.N., C.F.T.C., C.G.C. et autonomes). Elles leur proposent de mettre au point une « riposte » commune en novembre.

# Le CIC travaille à domicile.



**Lettre mensuelle.**  
**Les conseils viennent à vous.**

Il est vrai que les problèmes bancaires ou financiers ne sont pas faciles. Et selon son propre cas ou selon la période de l'année, on a besoin de renseignements simples et concrets. Comme ce n'est pas toujours possible de passer à sa banque, la banque vient à vous. Avec une lettre chaque mois, pour vous aider à comprendre.

Nous avons inventé la Lettre mensuelle pour vous simplifier la vie. Au CIC nous pensons que les opérations bancaires ne sont pas forcément toutes complexes. Nous sommes convaincus que nous pouvons en rendre certaines plus rapides, plus automatiques.

Nous construisons la banque de demain. Une banque libre-service où les clients viendront et se serviront dans le minimum de temps.

Et ce temps gagné, nous le récupérons pour mieux prendre en compte votre cas personnel et vous conseiller vraiment.

**Un banquier à votre service**  
**et une banque libre-service.**



# Copieur Océ 1700 : le caïd européen qui s'est imposé aux States.

En France, il est le héros de la construction modulaire.

On remarque aussitôt que l'Océ 1700 est le copieur idéal pour débuter, qu'il pouvait grandir au même temps que les besoins, qu'ils soient de 3.000 ou

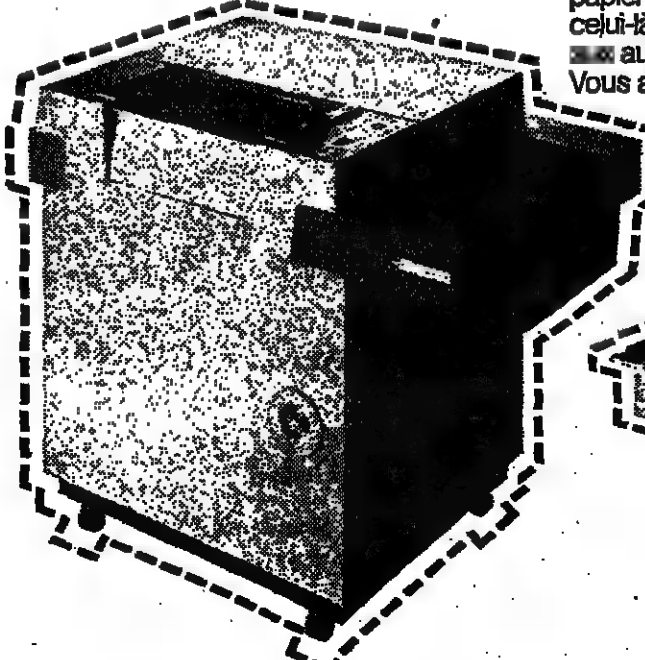
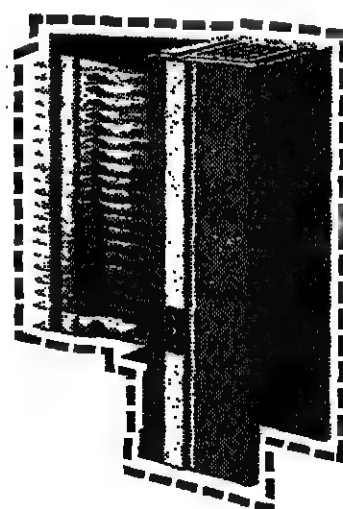
50.000 copies par mois, et qu'avec les accessoires on obtenait de lui tout ce qu'on voulait sans aucune dépense inutile.

Si vous cherchez un copieur papier ordinaire fonctionnel, il est celui-là. Parce que, contrairement aux autres, il vous laisse le choix. Vous avez en plus la possibilité de lui adjoindre un dispositif d'alimentation automatique documents et deux différents types de trieuse, il est le système de photocopie qui répond

tout à fait à votre attente. De plus, avec son débit de 37 copies à la minute, il est bien plus rapide que la moyenne, et vous aurez même le choix entre une trieuse de 20 ou 30 cases.

La qualité des copies est inégalée, soit noir très dense, soit blanc franc et gris multiples.

Mais l'Océ 1700 est aussi un modèle de fiabilité. Son design ergonomique le rend pratique et facilite les opérations. L'Océ 1700 a réédité un fabuleux exploit : la traversée de l'Atlantique.



Je souhaite recevoir gratuitement : ☐ Une documentation Océ ☐ Des informations sur les possibilités de placement, vente et location.

NOM : \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_


ADRESSE : \_\_\_\_\_

Écrire ou téléphoner à : Christiane Philippi - Océ Photocopy - Division de Océ France SA - 27, rue Curmer 93317 Pantin - Tél. 374.11.25



Monde  
recueil de sélection  
du livre au roman  
à la poésie  
au 296-15-01






**C.C.A.**

MARAIS principal

103 rue de Turenne  
75003 PARIS  
Tel 277 59 27

Vous proposez un grand choix de :

- Champagnes,
- Chocolats,
- Alcools
- et Grands Vins
- Service à Cadeaux
- d'affaires.



Le CCA vous propose plus de 90 modèles ■ Chocolats, Marons Glacés, 100 Spiritueux, 25 coffrets **Absolut** et Vins, 27 Champagnes, ■ Bordeaux, 45 Bourgognes, 15 Beaufolais, ■ marques les plus prestigieuses : exemple : Champagnes (vente par 6) ■ Amaury ■ L'As cuvée spéciale Rothschild Brut Rosé 1975 ■ 56,80, Piper Heidsieck Brut à 52,80, L. Roederer à 52,50, Bordeaux (vente par 12) Châteaun Les Rivaux m.d.c. ■ 16,80, Citraun ■ 20,80, Château Leoville Poyferré 74 ■ 22,50, Bourgognes (vte par 6), Saintenay 1976 à 49,50, Mercury ■ M&M 38,80, également par 12 : Beaufolais Villaines, 73 à 12,50, Côtes du Rhône 79 à 8,50, du Bremilly 78 à 11,11.



## EMPLOI

### Le cap des 1 500 000 demandeurs d'emploi est dépassé en données brutes

Pour la première fois, le cap de 1 500 000 chômeurs a été atteint et dépassé : 1 519 600 demandes d'emploi non satisfaites — en données brutes — ont été recensées en septembre au lieu de 1 374 300 en août, soit une progression de 10,5 % en un mois. Certes il s'agit d'une aggravation saisonnière puisque c'est l'époque où la vague des jeunes, sortis du cycle scolaire, se présente sur le marché du travail. Mais, cette année, l'accroissement en valeur absolue dépasse de beaucoup celui observé les années précédentes : + 144 300 en septembre 1980 au lieu de + 121 300 en 1979 à la même époque ; + 128 900 en 1978, + 110 200 en 1977, + 114 900 en 1976.

En un an — et toujours en données brutes — l'augmentation est de 6,7 %. En données corrigées des variations saisonnières — série de chiffres qui donne une meilleure idée des tendances — le nombre des demandes d'emploi passe de 1 456 600 en août à 1 446 000 en septembre, soit une baisse de 0,7 %.

Cette baisse est moins importante que celle observée il y a un an : -3,4 %. Sauf une relance

très ferme du pacte de l'emploi des jeunes, qui, selon le gouvernement, est bien parti, les données de septembre laissent pressager une aggravation nouvelle du chômage dans les six mois à venir : en pourcentage, la hausse est plus faible (+ 6,5 % en un an, + 10,6 % l'année dernière) mais en valeur absolue — on l'a vu — le nombre des chômeurs grimpe dangereusement.

#### Des causes multiples

Les causes de cette aggravation sont multiples : l'arrivée des jeunes, certes (96 400 inscriptions à la recherche d'un premier emploi au lieu de 48 100 en août) ; mais aussi les licenciements économiques (37 100 au lieu de 24 200 en août) ; et surtout, les fins de contrat à durée déterminée (119 900 au lieu de 59 800 en août).

Autres signes inquiétants : le nombre de chômeurs inscrits depuis plus de douze mois (345 200 au lieu de 331 600 il y a un mois) ; alors que l'ancienneté moyenne des demandes diminue (240 jours au lieu de 260).

Quant aux offres d'emploi non satisfaites, elles ont progressé en données brutes (91 300 au lieu de 87 800, soit une augmentation de 4 %, mais une diminution de 12,5 % en un an) ; en données corrigées, c'est la baisse : - 2,3 % en un mois et aussi - 12,5 % en un an.

Se basant sur la diminution des demandes d'emploi en données corrigées, le ministère du travail estime qu'il n'y a pas de dégradation mais « stabilisation », et il attribue le mérite aux effets de la deuxième campagne du troisième pacte pour l'emploi (72 600 jeunes placés, au lieu de 62 000 en 1979 pour la période de juin à septembre). Mais comme l'ont démontré les autres pactes, ces formules font fléchir, dans le bon sens, la courbe du chômage, mais pour un temps limité. Sauf mesures nouvelles, le nombre des 1 500 000 chômeurs réels — observé en données brutes — devrait balayer d'ici à juin prochain, mais le cap de 1 500 000 en données corrigées pourrait lui être atteint à la veille de l'été.

JEAN-PIERRE DUMONT.

### LA GRÈVE DES MAROCAINS DES MINES DE LORRAINE

### La C.G.T. réplique très vivement aux propos de M. Stolérus sur le blocage de l'immigration

« Nous considérons que M. Stolérus a tenu des propos méprisants et racistes à l'égard des travailleurs étrangers. Nous trouvons cela scandaleux, indigne d'un ministre et indigne du gouvernement français. » C'est en ces termes que M. René Lomet, secrétaire de la C.G.T., a dénoncé mercredi 15 octobre à Paris la « petite phrase » prononcée mardi à Metz par M. Lionel Stolérus, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (le Monde du 16 octobre).

A propos des mille cent trente travailleurs marocains en grève aux Houillères du bassin de Lorraine pour obtenir le statut du mineur, et dont M. Stolérus avait annoncé que les contrats ne seraient pas renouvelés, M. Lomet a souligné que « c'est le patronat français qui est allé chercher ces travailleurs chez eux, et que les tâches accomplies, parfois depuis 1974, par ces travailleurs méritent un autre traitement que celui qui leur est infligé aujourd'hui ».

La C.G.T., a-t-il rappelé, observe une position très claire sur

l'immigration. Elle a toujours dénoncé ceux qui faisaient venir en France des immigrés, notamment clandestins, pour en faire des chômeurs. « Mais la responsabilité en incombe, selon M. Lomet, au pouvoir et au patronat. Les travailleurs victimes de ce procédé, et que l'on rejette aujourd'hui prétendument en raison de la crise, devraient obligatoirement se voir ouvrir un droit à la revalorisation de leur situation. »

Les mineurs marocains sont au nombre de 1 130 en Lorraine (près de 300 d'entre eux, malades ou invalides, sont renvoyés chez eux depuis le début des contrats, il y a cinq ans). Dans le Nord-Pas-de-Calais, ils sont plus de 3 500. Tous ont été embauchés pour les travaux les plus durs sur des contrats à durée limitée de dix-huit mois ou de deux ans.

« Ce sont les seuls travailleurs immigrés des mines à ne pas bénéficier du statut du mineur », a rappelé M. Lomet. Les mineurs marocains ne perçoivent pendant leur séjour aucun avantage en nature (notamment de char-

bon, soit environ un manque à gagner de 6 000 francs par an), leurs familles au Maroc ne sont pas couvertes par le régime social. Ils ne perçoivent aucune retraite, sur un travail à ce qu'ils ne réalisent pas quinze ans de travail à la mine. En cas de maladie ou d'accident, ils sont renvoyés immédiatement dans leur pays, sinon leur contrat n'est plus renouvelé.

En conclusion, M. Lomet s'est félicité de la combativité des travailleurs immigrés à qui, en Lorraine ou ailleurs, font face à l'adversité aux côtés de leurs camarades français. Le secrétaire de la C.G.T. a précisé que les travailleurs marocains participeraient le 24 octobre à la marche des mineurs C.G.T. sur Paris. La Fédération C.G.T. de son côté a lancé pour le même jour un ordre de grève de vingt-quatre heures.

#### LE VRAI SCANDALE

La brutalité n'est pas toujours là où on veut la placer. En déclarant qu'il n'est plus question d'accueillir un « étranger en France », M. Stolérus n'a fait que confirmer une politique définie en 1974 lorsqu'il fut décidé de verrouiller les frontières. Certes, le secrétaire d'Etat aurait pu s'exprimer en termes plus courtois et préciser que — sauf changement d'orientation — cela ne concerne pas les étrangers qui filent les pays totalitaires ou les nations ébranlées par les guerres et les catastrophes.

Il y a brutalité, dans les paroles et dans les faits, lorsque M. Stolérus déclare aux Marocains, mineurs de Lorraine, de retourner chez eux s'ils ne sont pas contents. Non seulement ces Marocains sont liés par un contrat à durée déterminée que certains patrons s'empressent de renouveler une, deux, voire trois fois, s'ils ont besoin d'une main-d'œuvre facile à prendre et encore plus facile à abandonner, mais ces mineurs, qui affrontent les mêmes difficultés que les mineurs à temps plein, n'ont pas les mêmes avantages et la même protection.

Là est le scandale. Car dire à ces Marocains qu'ils peuvent partir s'ils sont mécontents, c'est ignorer — ou pire c'est approuver — cette inadmissible différence de statut, c'est nier leur droit à présenter de justes revendications et c'est bafouer le droit de grève. Quand un ministre osera-t-il dire qu'il n'est plus question d'accorder des contrats à durée déterminée qui se soldent par la consécration d'un sous-prolétariat ? A durée déterminée ou non, le contrat de travail doit, sur le plan social, faire du salarié un travailleur à part entière. — J.-P. D.

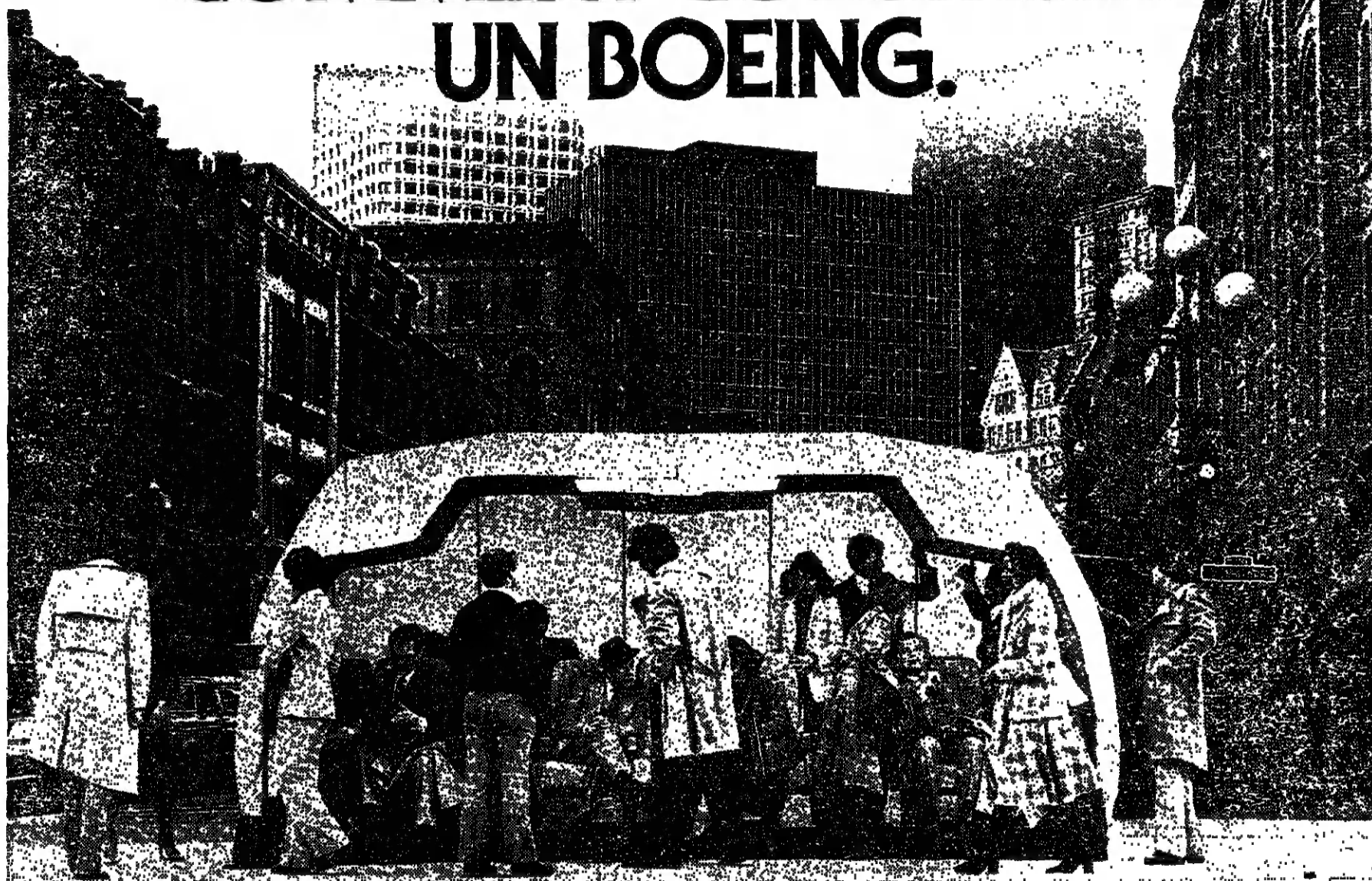
● **Protestation contre les propos de M. Stolérus.** — La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) a émis contre la persistance des déclarations officielles comme celle du secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, mardi à Metz, qui, par leur caractère tendancieux, contribuent à entretenir un climat raciste désastreux. En effet, à l'instar de l'extrême droite, M. Stolérus lie la cause du chômage à la présence des travailleurs immigrés en France, indique la FASTI.

● **Grève des taxis parisiens.** — Différentes organisations syndicales ont lancé pour ce jeudi 16 octobre un appel à la grève aux chauffeurs de taxi. Elles veulent notamment obtenir la décharge du carburant. Cette décharge, avec l'augmentation des tarifs, figurait déjà parmi les revendications des chauffeurs de taxi lors de leur mouvement de grève de janvier.

● **Grève à la caisse d'allocation familiale de Marseille.** — La police a évacué, le 14 octobre, la caisse d'allocation familiale de Marseille, où cent soixante-dix personnes sur sept cent quarante-huit, selon la direction, sont en grève depuis dix jours à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. pour obtenir l'augmentation des effectifs. Soixante mille dossiers seraient en souffrance.

● **Les prud'hommes de Lyon** ont annulé, le 14 octobre, une sanction prononcée contre un agent de P.C.U.E. (Produits chimiques) — Eugène — Kulmann de Pierre-Bénite (Rhône). Cet agent avait été mis trois jours à pied par la direction, qui le jugeait responsable d'une fuite de gaz ayant entraîné, en 1978, l'hospitalisation de dix personnes. L'enquête avait ensuite relevé une défaillance du matériel. La direction a, en outre, été condamnée à verser 857 francs à l'agent, ainsi que 1 franc de dommage-intérêt.

## COMMENT CONSTRUIRE UN BOEING.



Bien qu'il n'ait jamais quitté le sol, le Boeing 767 est déjà l'avion que les voyageurs préfèrent.

Comment pouvons-nous l'affirmer ?

Une équipe du service d'enquêtes Boeing, constituée de Kit Nardick, Karyl Landes et Dick Willy, a réalisé les tests ultimes de l'appareil auprès du public.

Une coupe de la cabine reconstituée grandeur nature a permis de mener des études approfondies parmi les habitués des

voyages aériens. Installés dans de vrais fauteuils, ces passagers ont accompli un vol fictif. Leurs réactions ont été notées. Puis on leur a demandé de comparer le 767 aux autres avions à deux allées centrales.

Plus de 7 000 personnes furent interrogées : à New York, San Francisco, Hong-Kong, Melbourne, et dans bien d'autres villes.

Kit, Karyl et Dick avaient pris toutes les précautions pour garantir l'objectivité de cette enquête. Seule leur importait la vérité,

rien que la vérité sur cette façon entièrement nouvelle de concevoir le voyage à bord d'un avion gros-porteur.

Comparé aux gros-porteurs concurrents, le 767 est sorti grand vainqueur. Cela pour deux raisons :

1) une meilleure disposition des sièges ;  
2) une plus grande sensation d'espace et de confort.

Des centaines d'autres équipes ont travaillé au développement et à la mise au point technique de ce courrier à réaction de la nouvelle génération. En fait, plus de 2 500 personnes ont participé au projet avant même que le premier exemplaire soit vendu.

Le 767 a été soumis au jugement de nos critiques les plus sévères : les passagers. Ils ont rendu leur verdict : c'est un avion extraordinaire.



**LA FAMILLE BOEING**  
Pour réunir les hommes.



## RÉGIONS

### Le premier ministre annonce un élargissement des compétences économiques des établissements régionaux

Sensibles à l'intention de M. Raymond Barre, qui, pour la première fois qu'il est à Matignon, les a reçus, le 15 octobre, à déjeuner, les vingt-deux présidents de région ont eu des réactions mitigées devant les mesures qui leur ont été annoncées. M. Michel Giraud, président R.P.R. de l'Ile-de-France, souhaite que la concertation ainsi commencée continue. M. Pierre Mauroy, président P.S. du Nord-Pas-de-Calais, parle d'une « politique de petits pas » et d'aménagements insuffisants. M. Raymond Maillet, seul président communiste d'une région, celle de Picardie, déclare que les mesures annoncées « enchaînent les régions à la politique du gouvernement ».

Ces mesures, résumées dans le communiqué ci-joint et expliquées dans un discours du premier ministre, comportent des concessions économiques non négligeables, mais un refus politique net.

Le montant des ressources fiscales des établissements publics était, jusqu'à présent, plafonné une fois pour toutes, et ce plafond n'était révisé qu'au coup par coup, après d'âpres discussions budgétaires. Désormais, elles seront automatiquement indexées. C'est un motif de satisfaction pour les responsables régionaux : le second étant la promesse qui leur a été faite que leurs compétences économiques seraient étendues.

Incertain jusqu'à la publication des décrets qui, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier prochain, devraient mettre en forme les intentions de Matignon. Certitude, en revanche, sur la volonté politique du gouvernement de ne pas céder un pouce de pouvoir et d'autonomie aux régions. Pas question de modifier si peu que ce soit la loi de juillet 1972 qui cantonne les établissements publics dans leur rôle... d'établisse-

ment public : pas question donc d'en faire des collectivités territoriales à part entière comme le sont les départements ou les communes.

Les régions font peur, on les craint et on les ignore jusque dans le projet de réforme des collectivités locales. Qu'on ait osé faire à leurs responsables la grâce d'une invitation à déjeuner est déjà d'une audace folle, mais sans doute électoralement justifiée. Restent deux questions sans réponse. Est-il politiquement habile de refuser aux aspirations régionales si fortes parfois (cas de la Corse ou de la Bretagne entre autres) tout moyen de s'exprimer institutionnellement et démocratiquement ? Est-il administrativement et économiquement opportun de négliger l'espace de concertation — indispensable que, dans plusieurs domaines (l'enseignement, la culture, les transports, l'emploi...), représentent les régions ?

### MIDI-PYRÉNÉES. BASSE-NORMANDIE

## Deux hommes, deux styles

Tout sépare M. Alain Savary et le docteur Paul German. Jeune intellectuel que la Résistance obligea très tôt à prendre des responsabilités importantes, ancien secrétaire d'Etat, ancien premier secrétaire du parti socialiste, le premier fit toute sa carrière aux portes du pouvoir parisien, quand il n'en définit pas une parcelle. Médecin de province, né à la politique, en accouchant les jeunes mères de sa ville, le second franchit toutes les étapes habituelles du cursus honorum des notables locaux : conseiller municipal de Falaise, conseiller général, maire de sa ville, conseiller régional.

Pourtant, l'un et l'autre se valent avant tout, aujourd'hui, présidents d'un conseil régional. « C'est un métier à plein temps », explique Alain Savary : « Je ne travaille que les dossiers normands », affirme Paul German. Confrontés à des situations similaires, investis par la loi d'un même tâche, ils ont réagi de façon bien différente, montrant que, malgré l'esprit jacobin de la loi de 1972 qui a créé les institutions régionales, chaque établissement public régional a pu se forger sa personnalité propre.

Leurs deux régions sont, il est vrai, bien dissimilaires. D'un côté, le Midi-Pyrénées, la plus vaste des régions françaises, 45 500 km<sup>2</sup>, plus grande que la Belgique, plus de 2,2 millions d'habitants, huit départements fortement influencés par le socialisme radicalisant du Sud-Ouest. Un conseil régional où le P.S., allié au M.R.G., avec cinquante-quatre conseillers sur quatre-vingt-un, peut imposer sa loi. De l'autre, la Basse-Normandie, 17 500 km<sup>2</sup>, une des plus petites de nos régions, 1,3 million d'habitants, trois départements où règnent les « modérés » de la majorité. Mais deux régions de tradition rurale, où l'industrie n'avait fait qu'une faible percée avant que la crise économique ne vienne mettre à mal les grandes décentralisations et le tissu régional de petites entreprises.

Fidèles à leur tendance politique, le Midi-Pyrénées et la Basse-Normandie ont réagi différemment à la mise en place des institutions régionales. La première rechignant à créer une nouvelle fiscalité, voyant comme le peste tout ce qui pouvait s'apparenter à un transfert de charges de l'Etat, est toujours restée très en deçà du plafond légal de recettes fiscales que Paris impose aux régions (60 francs par habitant en 1980). La seconde, dès l'origine, a décidé de jouer le jeu au maximum en tirant avec ce plafond. Tant et si bien que, en 1978, la petite Basse-Normandie avait un budget (130 millions de francs) supérieur à la grande Midi-Pyrénées (91 millions de francs).

Alain Savary, président du conseil régional depuis sa mise en place en 1974, n'est pourtant pas un adversaire de l'institution régionale. « La région est le bon niveau pour intervenir efficacement », mais, fils d'un Breton et d'une Corse, « parachuté » à Toulouse, ayant fait toute sa carrière dans le sérail parisien, la région est pour lui un outil de décentralisation et de bonne administration, et non pas un début d'autonomie régionale. Le docteur German, fils de sa province, à l'inverse, est un chantre du « fait régional », pour qui le « peuple normand » existe.

C'est pourtant Alain Savary qui a tenu à clairement distinguer les services des assemblées régionales de ceux de l'administration. Malgré l'opposition de l'administration, le conseil régional a acheté à Toulouse un de ces hôtels de la bourgeoisie triomphante de la fin du dix-neuvième siècle. Les présidents du conseil régional et du comité économique et social y ont leurs bureaux entourés de leur « cabinet ». Le fervent régionaliste qu'est le docteur German a, lui, attendu, les tout derniers mois, pour avoir une collaboration personnelle. Jus-

qu'aujourd'hui, quand les « assistants » des présidents de conseils généraux se réunissent à Paris, la Basse-Normandie était représentée par un des responsables de la mission régionale. C'est-à-dire par un des fonctionnaires qui assistent le préfet dans sa fonction de chef de l'exécutif régional. L'établissement public régional avait bien embauché les deux permanents autorisés par la loi, mais concrètement ceux-ci servaient surtout à renforcer les services, insuffisants il est vrai, de la mission régionale. Le docteur German qui n'a pas de mots assez durs pour brocarder les fonctionnaires parisiens, ne voit pas d'objection à ce que ceux en poste à Caen étudient ses dossiers. « Cela ne me gêne pas d'aller m'asseoir sur une chaise dans leurs bureaux », dit-il, l'important c'est l'efficacité, pas la susceptibilité.

M. Savary, lui, tient à ce que chacun reste à sa place. « Les fonctionnaires sont là pour fonctionner », rappelle-t-il. En clair, aux élus la réflexion, les choix, aux fonctionnaires le soin d'appliquer les décisions. Le chef de la mission doit sortir de la préfecture pour venir rencontrer le président du conseil régional chez lui. Le député de Toulouse est, il est vrai, un président à temps comble. En dehors des sessions parlementaires, il passe toutes ses journées dans les bureaux des assemblées régionales : « Nous avons peu de moyens, il faut donc donner beaucoup de temps », explique-t-il. Avant mis en application son refus du « cumul », il ne détestait pas de mandat local. « Cela permet de franchir sur les intérêts locaux divers sans être contesté ». Mais il faut être parlementaire : « Dans les structures actuelles, cela facilite les discussions avec le gouvernement. Et puis, c'est un support de vie ». Un président de conseil régional n'est pas payé. Comme les autres conseillers, il reçoit une indemnité quand il siège au conseil ou en commission. En Midi-

Pyrénées, la moitié des 500 francs que touche les non-parlementaires. Attitude exactement contraire du docteur German : « Ne pas être parlementaire, dit-il, me permet d'échapper aux magouilles. Et puis, moi, je m'occupe de ma maison et de ma région, c'est tout ». Pour vivre, il continue à exercer son métier de médecin, et sa petite voiture, une L.N., passe alternativement des chemins creux normands aux cours d'honneur des préfectures, jusqu'à l'usine de la « 604 », officielle que la région était prête à lui acheter. Il est vrai que, pour obtenir une audience ministérielle, il doit s'accrocher aux basques des parlementaires.

Reste que les présidents de conseils régionaux ont encore bien du mal à être reconnus comme les vrais porte-parole des intérêts de leur province. Les préfets n'acceptent pas d'être réduits au rôle de représentants du gouvernement. La loi leur accorde le pouvoir de préparer et d'exécuter les décisions des conseils régionaux : ils veulent le conserver. Alain quand on demande à Alain Savary « qui est le patron dans la région, vous ou le préfet ? », il répond : « Je suis le patron de mes moyens, lui des siens ». C'est tout dire.

THIERRY BRÉHIER.

## FAITS ET PROJETS

### MEILLEURES ROUTES ENTRE LE NORD ET LA LORRAINE ?

Un consortium qui rassemble des représentants du Nord-Pas-de-Calais, de Champagne-Ardenne et de Lorraine demande la création de ce qu'il appelle une rocade Nord-Lorraine. Il s'agit d'utiliser trois sections d'autoroutes, en construisant de nouvelles déviations et en élargissant des voies nationales ou départementales, de créer entre le Nord et l'Est un axe routier convenable de 365 km. Coût estimé des travaux : 1,4 milliard de francs à financer par l'Etat les départements, les régions.

Présentant ce projet, M. Maurice Blin, sénateur (C.D.F.) des Ardennes, a déclaré : « Il est actuellement plus important d'améliorer les nationales à problèmes que de construire des autoroutes coûteuses qui, comme l'A-4, sont parfois un échec ». M. Jacques Sourdilhe, ancien ministre, député R.P.R. des Ardennes, président du conseil régional de Champagne-Ardenne et du consortium, a souligné que la zone irriguée par cette rocade compte « des zones industrielles en perte de vitesse, mais qui représentent encore 8 % du poids économique français ».

### BOFILL A CONSTRUIT SON « VERSAILLES POUR LE PEUPLE »

Un architecte connu, un promoteur social dynamique, une entreprise florissante, un terrain loin de tout, une ville nouvelle complexe, un coup de pouce financier du Plan-construction... Il aura fallu toutes ces conditions pour banaliser pour qu'un ministre de l'environnement et du cadre de vie vienne inaugurer, ce jeudi 16 octobre, à Montigny-Le Bretonneux, dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, le quartier du Lac construit par le Taller de Arquitectura pour le F.F.F. société I.L.M.

Des immeubles de trois étages bordent quatre vastes jardins carrés, d'autres ouvrent sur le lac qu'enjambe, probablement un viaduc hélicoïdal : le plan du quartier s'inspire de la rigueur géométrique des jardins à la française, justifiant ainsi le nom donné par Ricardo Bofill à son « Versailles pour le peuple » (Le Monde, du 15 janvier).

Les appartements sont classés, selon un ordre (300 F le mètre carré), et parfois étagés. Toute l'invention et tout le soin sont visibles sur les façades : un béton lisse et coloré (du beige rosé au brun), un « relief » inspiré du classicisme, avec colonnes monumentales, encadrements de fenêtres, arades... Au milieu des lotissements de pavillons, le quartier du Lac prétend être urbain et animé, mais, pour l'instant, il est un peu isolé. — M. Ch.

### LES DÉPARTEMENTS EN CHARGE DE LEURS MONUMENTS.

Des commissions départementales seront créées pour instruire l'inscription des édifices à l'inventaire supplémentaire, mesure plus légère que le classement qui relève du ressort du ministre et de la commission supérieure. La parution prochaine du décret vient d'être annoncée par M. Michel Orsani, ministre de l'environnement et du cadre de vie, à Vitry (Ile-et-Vilaine), lors du congrès de l'association pour la protection des villes d'art, présidé par M. Jacques de Saey.

Le ministre a précisé que trois représentants d'associations de sauvegarde siègeraient parmi les personnalités dans cette nouvelle commission qu'il considère comme un « moyen déterminant pour conforter l'attachement des élus locaux au patrimoine historique ».

En outre, les compétences des commissions départementales des sites seront élargies : elles examineront notamment les problèmes posés aux abords des monuments historiques et « absorberont » les actuelles commissions d'urbanisme.

Ces réformes ne sont pas accueillies avec un enthousiasme unanime par les défenseurs des sites : beaucoup craignent que les considérations politiques locales soient trop lourdement dans les commissions départementales. Revers de la médaille.

### DIX BATIMENTS PUBLICS AU CONCOURS.

L'hôtel des postes de Châlons-sur-Marne et la nouvelle mairie de Saint-Barthélemy-d'Anjou (Maine-et-Loire), la caserne des gendarmes mobiles de Narbonne et la cité judiciaire de Lyon vont être construits suivant une « procédure exemplaire », au terme d'un concours d'architecture. Au total, dix opérations-pilotes de taille diverse (de 400 à 30 000 mètres carrés) et situées dans plusieurs régions, seront lancées par l'Etat ou les collectivités locales.

Les esquisses remises au printemps prochain seront exposées puis un petit nombre de concurrents seront sélectionnés pour établir des projets complets.

Ce mini-concours vise à améliorer la qualité architecturale des constructions publiques, et notamment à leur redonner, si possible, le caractère symbolique qu'elles avaient dans les villes d'autrefois. Le travail en ce sens de la mission Triok, qui existe depuis trois ans, n'a abouti pour l'instant qu'à l'annonce d'une cinquantaine d'opérations.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PETROFIGAZ

BANQUE DE CRÉDIT A LONG ET MOYEN TERME  
Société anonyme  
au capital de 16 000 000 de F  
Siège social  
48, avenue de l'Opéra, Paris (2<sup>e</sup>)  
R.C.S. PARIS 5 562 059 832

Lors de sa réunion du 10 octobre 1980, le conseil d'administration de la Banque Petrofigaz a décidé, dans le cadre des pouvoirs que lui a délégués l'assemblée générale extraordinaire du 23 mai 1979, de porter le capital de la société de 16 millions de F à 20 000 000 de F par incorporation de réserves et élargissement du capital des titres de 100 F à 175 F.

La précédente augmentation de capital, réalisée le 1<sup>er</sup> février 1980 par souscription en numéraire, avait porté le capital de 12 000 000 de F à 16 000 000 de F. Par ailleurs, la Banque Petrofigaz a émis le 22 septembre dernier un emprunt obligataire de 130 000 000 de F. L'ensemble de ces opérations a pour effet d'augmenter le capital permanent de la société et d'améliorer la structure du bilan et d'harmoniser les moyens financiers de la société avec son développement commercial.

### SILIC

Le conseil d'administration de la société, réuni le 14 octobre 1980 sous la présidence de M. Jean Le Renecan, a pris connaissance de la situation comptable au 30 juin 1980 qui fait apparaître, pour le premier semestre 1980, 33 895 francs de produits à comparer à 29 823 francs pour le premier semestre 1979, et un résultat de 11 271 000 francs contre 10 332 000 francs pour le premier semestre 1979.

### LE COMMUNIQUÉ DE L'HOTEL MATIGNON

Voici le communiqué publié le 15 octobre par l'hôtel Matignon : « Pour permettre aux régions de s'associer plus efficacement au développement des secteurs économiques, d'avenir, les établissements publics régionaux pourront intervenir plus directement en faveur de l'innovation, de la recherche, de l'économie d'énergie et des énergies nouvelles.

« Ils recevront également les moyens de favoriser plus efficacement l'activité industrielle (garantie des prêts participatifs privés, financement de services collectifs pour les entreprises) et agricole (financement de programmes régionaux d'équipements collectifs et d'actions collectives en faveur du chevreuil et des végétaux).

« Les possibilités d'intervention en faveur du logement, du tourisme et du patrimoine seront également clarifiées.

« Ces mesures seront mises en œuvre par décret.

« Afin de garantir aux établissements publics régionaux les ressources suffisantes et stables qui leur permettront d'utiliser au mieux leurs nouvelles possibilités, le gouvernement proposera au Parlement, par amendement à la loi de finances pour 1981, de faire évoluer régulièrement le plafond fiscal régional comme les investissements de l'ensemble des administrations publiques. L'application de ce critère de référence simple et significatif portera ce plafond à 60 francs en 1980, à 67,50 francs par habitant en 1981.

« L'ensemble de ces mesures donnera aux E.P.R. des moyens qui leur permettront, dans le respect de la loi du 5 juillet 1972, de s'adapter aux conditions économiques, qui ont profondément changé depuis huit ans. »



OCTOBRE 1980

# EMPRUNT D'ETAT

durée 7 ans

## taux actuariel brut 13,80%



PROJETS

BOFFI & CONSTRUCTION  
SUN VERSEILLES  
POUR LE PEUPLE

مركز المال

# LES MARCHÉS FINANCIERS

LE MONDE — Vendredi 17 octobre 1980 — Page 37

## PARIS 16 OCTOBRE

### Fermé

Les valeurs françaises sont toujours fermes. L'indicateur de tendance termine à environ +0,30 %.

Les investisseurs institutionnels sont encore acheteurs, mais leurs interventions semblent un peu en retrait par rapport à mercredi. L'optimisme des derniers jours n'est toutefois pas entamé, car on repare avec insistance du retour sur le marché parisien de capitaux étrangers.

Les valeurs pétrolières sont plus irrégulières. Si Elf Aquitaine (+0,43 %) et la Française des pétroles (+0,32 %) progressent légèrement, Esso, en revanche, perd 0,32 % et Elf-Gabon, pour la deuxième séance de suite, fait l'objet de ventes bénéficiaires. De son côté, Primagaz gagne 5,08 %.

Parmi les hausses les plus sensibles, on remarque Saint-Gobain (+3,32 %), S.C.O.A. (+3,75 %), S.A.T. (+3,70 %), S.T.M.C.O. (+2,80 %), Prêt à l'usage (+2,55 %), Alcatel (+2,55 %), Saur (+2,55 %), L'Air Liquide (+1,14 %), l'Éléphant électrique (+1,14 %), la casse son plus haut de l'année.

Les écarts à la baisse les plus sensibles sont enregistrés sur Institut Mérieux (-5,4 %), L.T.C. (-4,4 %), L.T.A. (-4,34 %), Jeumont Industries (-3,91 %), SEB (-3,22 %), Saint-Louis Bouteillon (-2,43 %), la reprise après plusieurs semaines de hausse. Saur (-2,2 %) casse son plus bas de l'année.

Aux étrangères, les mines d'or sont décroissamment traitées. Buitoni (+1,70 %) et Dome Mines (+1,70 %) progressent, alors que President Brand (-1,58 %) recule.

À Londres, comme à Paris, les cours du métal jaune se reprennent. Le premier fling s'établit à 675,50 dollars (contre 678 dollars). Le lingot perd 900 F à 9 512,50 F. Le lingot d'or 999,9 à 9 512,50 F. L'emprunt 7 % 1973 inscrit un nouveau cours record à 10 089 F.

A noter la suspension de cotation de S.F.P., qui va être l'objet d'une offre publique.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**L'ORÉAL.** — Le bénéfice net semestriel se monte à 185 millions de francs (contre 142 millions de francs). Le résultat d'exploitation consolidé, quant à lui, s'élève à 215 millions de francs (contre 175 millions de francs).

La progression légèrement moins rapide du bénéfice d'exploitation (+33,5 %) par rapport au chiffre d'affaires (+31,2 %) s'explique par un tassement des marges au niveau des activités pharmaceutiques, dû en partie aux frais financiers résultant de l'acquisition de Metabo-Jouilly. Dans le secteur des cosmétiques, la performance des filiales étrangères a été meilleure que celle des affaires françaises.

**BIS.** — Au 30 juin 1980, le groupe enregistre un résultat net de 26,3 millions de francs en progrès de 24,4 %. La structure comparée de 24,4 %. A structure comparable (après déduction des filiales nouvelles Arnould, P.A.E. Sule, Lamy, Kira, Pomes), la progression est de 20,9 %.

**CRISTOFLE.** — Au 30 juin 1980, le bénéfice net s'élève à 293 millions de francs, en hausse de 31 %.

**REVILLON.** — L'absorption des Editions mondiales va avoir comme effet immédiat d'améliorer la trésorerie de la société. Depuis les acquisitions de 1978, en effet, Revillon avait une trésorerie négative et devait payer des fournisseurs importants. Le résultat par action n'est pas dilué (en supposant que la société ait été rachetée à son bénéfice net consolidé actuel) et est de 68 F par action contre 65,50 F par action en 1979.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE base 100 : 29 oct. 1979)

Valeurs françaises... 113,8  
Valeurs étrangères... 123,3  
Cie des AGENTS DE CHANGE  
(Base 100 : 29 oct. 1979)  
Indice général... 133,4

Taux du marché monétaire  
Effets à 90 jours... 11,3-11,5 %

## NEW-YORK

### La hausse s'accroît

Le mouvement de hausse s'amplifie. L'indice Dow Jones gagne, mercredi, 10,24 points, à 972,24.

La publication par d'importants groupes de résultats trimestriels meilleurs que ce qui était attendu par les analystes a favorablement impressionné les investisseurs. Ceux-ci sont, d'autre part, convaincus que les taux d'intérêt vont rester bas, ce qui profite à l'économie d'investissement.

Les performances les plus notables ont été enregistrées sur les valeurs pétrolières et les valeurs de haute technologie. Texas et Exxon, qui ont annoncé des résultats de 3/4 de dollar par action, ont vu leurs cours monter de 1/4 à 3/4 de dollar. Exxon a gagné 1/4 de dollar, à 33 1/4, et Texas de 1/4 de dollar, à 22 1/4.

Parmi les plus chères, Kodak a gagné 1/4 de dollar, à 27 1/4. Le résultat trimestriel par action passe de 1,75 dollar à 2,22 dollars. Westinghouse a gagné 1/4 de dollar, à 22 1/4. Le résultat trimestriel par action passe de 1,75 dollar à 2,22 dollars.

Parmi les baisses les plus sensibles, on remarque la casse de la S.A. de 1/4 de dollar, à 22 1/4. Le résultat trimestriel par action passe de 1,75 dollar à 2,22 dollars.

**VALEURS**

VALEURS	COURS	DERNIER
Alcoa	78 3/4	79 1/4
Amstar	38 1/4	38 3/4
Boeing	38 1/4	38 3/4
Chrysler	42 3/4	43 1/4
Eastman	42 3/4	43 1/4
Exxon	33 1/4	33 3/4
General Motors	28 1/2	28 3/4
IBM	112 1/2	113 1/4
Intel	31 1/2	31 3/4
Kodak	27 1/4	27 3/4
Lockheed	51 1/2	51 3/4
McDonald	11 1/2	11 3/4
Merck	48 1/2	48 3/4
Motorola	31 1/2	31 3/4
Rockwell	77 1/2	77 3/4
Sears	42 1/2	42 3/4
Texas Instruments	22 1/2	22 3/4
Union Pacific	28 1/2	28 3/4
Walt Disney	11 1/2	11 3/4
Westinghouse	22 1/2	22 3/4
Yale	88 1/2	88 3/4

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alcoa	78 3/4	79 1/4	Amstar	38 1/4	38 3/4	Boeing	38 1/4	38 3/4	Chrysler	42 3/4	43 1/4
Eastman	42 3/4	43 1/4	Exxon	33 1/4	33 3/4	General Motors	28 1/2	28 3/4	IBM	112 1/2	113 1/4
Intel	31 1/2	31 3/4	Kodak	27 1/4	27 3/4	Lockheed	51 1/2	51 3/4	McDonald	11 1/2	11 3/4
Merck	48 1/2	48 3/4	Motorola	31 1/2	31 3/4	Rockwell	77 1/2	77 3/4	Sears	42 1/2	42 3/4
Texas Instruments	22 1/2	22 3/4	Union Pacific	28 1/2	28 3/4	Walt Disney	11 1/2	11 3/4	Westinghouse	22 1/2	22 3/4
Yale	88 1/2	88 3/4									

## BOURSE DE PARIS - 16 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alcoa	78 3/4	79 1/4	Amstar	38 1/4	38 3/4	Boeing	38 1/4	38 3/4	Chrysler	42 3/4	43 1/4
Eastman	42 3/4	43 1/4	Exxon	33 1/4	33 3/4	General Motors	28 1/2	28 3/4	IBM	112 1/2	113 1/4
Intel	31 1/2	31 3/4	Kodak	27 1/4	27 3/4	Lockheed	51 1/2	51 3/4	McDonald	11 1/2	11 3/4
Merck	48 1/2	48 3/4	Motorola	31 1/2	31 3/4	Rockwell	77 1/2	77 3/4	Sears	42 1/2	42 3/4
Texas Instruments	22 1/2	22 3/4	Union Pacific	28 1/2	28 3/4	Walt Disney	11 1/2	11 3/4	Westinghouse	22 1/2	22 3/4
Yale	88 1/2	88 3/4									

## MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alcoa	78 3/4	79 1/4	Amstar	38 1/4	38 3/4	Boeing	38 1/4	38 3/4	Chrysler	42 3/4	43 1/4
Eastman	42 3/4	43 1/4	Exxon	33 1/4	33 3/4	General Motors	28 1/2	28 3/4	IBM	112 1/2	113 1/4
Intel	31 1/2	31 3/4	Kodak	27 1/4	27 3/4	Lockheed	51 1/2	51 3/4	McDonald	11 1/2	11 3/4
Merck	48 1/2	48 3/4	Motorola	31 1/2	31 3/4	Rockwell	77 1/2	77 3/4	Sears	42 1/2	42 3/4
Texas Instruments	22 1/2	22 3/4	Union Pacific	28 1/2	28 3/4	Walt Disney	11 1/2	11 3/4	Westinghouse	22 1/2	22 3/4
Yale	88 1/2	88 3/4									

## COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	MONNAIES ET REVISSES	COURS
Alcoa	78 3/4	Amstar	38 1/4
Boeing	38 1/4	Chrysler	42 3/4
Eastman	42 3/4	Exxon	33 1/4
General Motors	28 1/2	IBM	112 1/2
Intel	31 1/2	Kodak	27 1/4
Lockheed	51 1/2	McDonald	11 1/2
Merck	48 1/2	Motorola	31 1/2
Rockwell	77 1/2	Sears	42 1/2
Texas Instruments	22 1/2	Union Pacific	28 1/2
Walt Disney	11 1/2	Westinghouse	22 1/2
Yale	88 1/2		

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	MONNAIES ET REVISSES	COURS
Alcoa	78 3/4	Amstar	38 1/4
Boeing	38 1/4	Chrysler	42 3/4
Eastman	42 3/4	Exxon	33 1/4
General Motors	28 1/2	IBM	112 1/2
Intel	31 1/2	Kodak	27 1/4
Lockheed	51 1/2	McDonald	11 1/2
Merck	48 1/2	Motorola	31 1/2
Rockwell	77 1/2	Sears	42 1/2
Texas Instruments	22 1/2	Union Pacific	28 1/2
Walt Disney	11 1/2	Westinghouse	22 1/2
Yale	88 1/2		



